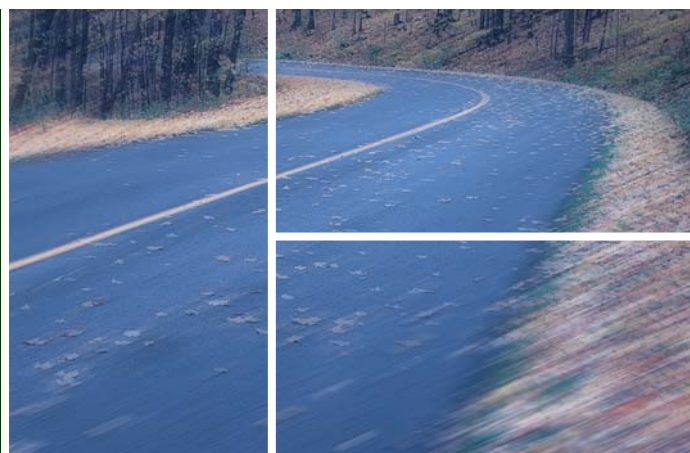


TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

RAPPORT SUR LES PLANS ET LES PRIORITÉS



BUDGET DES DÉPENSES 2005 – 2006

Les prochaines étapes

Handwritten signature of Scott Brison in black ink.

L'honorable Scott Brison C.P.

Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
Receveur général du Canada



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

Canada 



Table des matières	i
Section I – Survol	1
Message du ministre	1
Déclaration de la direction.....	2
Aperçu du Ministère	3
Notre vision	3
Nos activités	3
Résumé des dépenses et des économies	4
Nos défis	6
Nos priorités ministérielles	8
Section II - Activités de programme	13
Introduction	13
Biens immobiliers	15
Approvisionnements.....	22
Technologie de l'information	30
Receveur général et rémunération.....	35
Service d'information du gouvernement.....	41
Intégration des affaires.....	45
Organismes de service spéciaux	51
Gestion ministérielle.....	59
Section III - Information additionnelle	63
Introduction	63
Organigramme	64
Nos dépenses	65
Tableau 1 - Dépenses ministérielles prévues par résultat stratégique	65
Tableau 2 - Services par activité de programme pour 2005-2006.....	69
Tableau 3 - Crédits et éléments législatifs présentés dans le budget principal des dépenses.....	71
Tableau 4 - Coût net du programme pour l'exercice 2005-2006	72
Tableau 5 - Dépenses d'immobilisations par activité de programme	72
Tableau 6 - Prêts, placements et avances par activité de programme.....	73
Tableau 7 - Sources des recettes disponibles et des recettes non disponibles.....	74
Tableau 8 - Fonds renouvelable des Services immobiliers	76
Tableau 9 - Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	77
Tableau 10 -Fonds renouvelable des services optionnels.....	78
Tableau 11 -Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	79
Tableau 12 -Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	80
Tableau 13 -Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	81
Tableau 14 -Fonds renouvelable de la production de défense.....	82



Tableau 15 - Frais d'utilisation	82
Tableau 16 - Renseignements sur les dépenses de projets	83
Tableau 17 - Rapport d'étape sur les grands projets de l'État	85
Tableau 18 - Renseignements sur les programmes de paiement de transfert ...	87
Tableau 19 - Diversification des modes de prestation des services	88
Tableau 20 - Initiatives horizontales	89
Section IV - Autres sujets d'intérêt	91
Information additionnelle	91
Personnes-ressources	91
Sites Web connexes.....	91



MESSAGE DU MINISTRE

« Permettez-moi de souligner la contribution des employés du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux à cet exercice du Comité d'examen des dépenses. Ils ont été à la hauteur des attentes et ont contribué de façon exceptionnelle au succès de cette démarche. J'applaudis leur esprit novateur et leur professionnalisme. »

- L'hon. Ralph Goodale, ministre des Finances, Discours du budget de 2005

J'ai le plaisir de vous présenter le Rapport sur les plans et les priorités de 2005-2006, dans lequel sont énoncés les priorités et les défis clés auxquels Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) devra faire face au cours de la prochaine année.

Le gouvernement du Canada a changé la façon dont il administre l'argent des contribuables, en demandant aux ministères de chercher constamment des moyens d'économiser et de réaffecter des ressources consacrées à des dossiers moins prioritaires, afin de contribuer au financement d'importants programmes et services gouvernementaux, comme les soins de santé, le développement de la petite enfance, l'établissement d'une nouvelle entente avec les collectivités et l'environnement.



La principale contribution de mon ministère à cet égard est d'apporter un changement radical dans la façon dont le gouvernement administre certaines de ses activités centrales. Notre vision stratégique, *Les prochaines étapes*, nous permet de concentrer nos activités sur la réalisation d'achats judicieux, la recherche d'économies possibles dans le secteur immobilier, l'optimisation des systèmes de technologie de l'information ainsi que le leadership en matière d'écologisation des activités du gouvernement. Notre stratégie repose sur deux objectifs interdépendants : économiser, à l'échelle du gouvernement, 3,4 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années en optimisant l'efficacité et en tirant profit d'économies d'échelle et faire preuve d'ouverture et de transparence, afin de préserver la confiance de la population canadienne dans l'intégrité et l'équité du gouvernement du Canada.

Je suis fier des progrès réalisés par TPSGC et de son leadership dans la réalisation de ce programme. Au cours des prochaines étapes, nous travaillerons plus que jamais en étroite collaboration avec nos ministères homologues afin de renforcer notre nouvelle structure de gestion rigoureuse, de viser l'excellence dans la prestation de services et d'étudier la possibilité d'élargir nos activités dans le domaine du développement durable. Bien que les changements ne soient jamais faciles à apporter, mon ministère est déterminé à répondre aux attentes croissantes de la population canadienne et à respecter sa promesse d'optimiser les fonds des contribuables.

L'honorable Scott Brison, C.P.



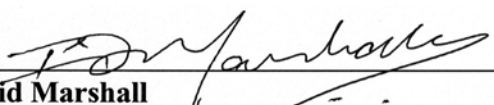
DÉCLARATION DE LA DIRECTION

Je sou mets, en vue de son dépôt au Parlement, le Rapport sur les plans et les priorités de 2005-2006 à 2007-2008 de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Le document a été préparé conformément aux principes de présentation et aux exigences de déclaration du *Guide pour la préparation du Rapport sur les plans et les priorités de 2005-2006*. En effet, il présente une information cohérente, équilibrée et exacte au Parlement :



- en se fondant sur la structure de responsabilisation approuvée du Ministère, représentée dans sa Structure des ressources et des résultats de gestion (SRRG);
- en fournissant une base de reddition de comptes quant aux résultats recherchés ou obtenus avec les ressources et les autorisations qui lui sont accordées;
- en faisant état de la situation financière d'après les dépenses prévues approuvées par le Secrétariat du Conseil du Trésor.


I. David Marshall
Sous-ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux



APERÇU DU MINISTÈRE

Notre vision

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a élaboré une nouvelle vision : *Les prochaines étapes*. Dans le cadre de cette vision, nous nous engageons à réaliser des économies importantes, de l'ordre de *3,4 milliards de dollars*, à l'échelle du gouvernement au cours des cinq prochaines années, ainsi qu'à réorienter TPSGC pour en faire un intervenant moderne clé dans l'amélioration de la façon dont le gouvernement du Canada mène ses activités.

Nous sommes déterminés à appuyer les priorités énoncées dans le discours du Trône en plus de nos priorités administratives continues. Par exemple, dans le secteur de l'environnement, TPSGC exercera le leadership en ce qui concerne l'écologisation des opérations du gouvernement. Nous miserons également sur les importants progrès réalisés depuis dix ans par le Canada dans la mise sur pied de ses infrastructures technologiques et du gouvernement électronique. Enfin, nous appuierons activement l'initiative Service Canada en offrant à la population canadienne un guichet unique de prestation de services gouvernementaux. Les résultats escomptés peuvent seulement être atteints en collaborant étroitement avec nos ministères homologues, le secteur privé et d'autres ordres de gouvernement alors que nous tentons tous de respecter les engagements pris auprès de la population canadienne.

Nous prenons ces engagements parce que les contribuables veulent voir un accroissement de la productivité et des économies réalisées. Nous ferons des économies grâce à une utilisation plus judicieuse de nos connaissances ainsi qu'à l'intégration et au regroupement de nos services communs à

l'échelle du gouvernement. Du même coup, nous réaliserons des économies pour les Canadiens, ce qui nous permettra par la suite de réaffecter les ressources à d'autres dossiers prioritaires pour la population canadienne, comme les soins de santé, le développement de la petite enfance, la sécurité, l'établissement d'une nouvelle entente avec les collectivités et l'environnement.

Nos activités

Nous avons pour mission d'offrir la meilleure valeur possible au gouvernement et à la

Notre engagement—TPSGC offrira des services communs, centraux et partagés de façon plus novatrice, judicieuse, rapide et économique, tout en faisant preuve du plus haut niveau d'intégrité, de responsabilité et de transparence.

population canadienne en fournissant des services communs, centraux et partagés. Nous offrons ces services par le biais d'un seul programme, financé par le Parlement : le Programme des services gouvernementaux. Nous fournissons nos services gouvernementaux en misant sur le professionnalisme et le rendement, tout en protégeant les intérêts des contribuables et du gouvernement à l'aide de mesures de contrôle transparentes et indépendantes. En offrant ces services, TPSGC permet aux autres ministères et aux organismes de se concentrer davantage sur la réalisation de leur propre mandat de base.

TPSGC est le principal gestionnaire de biens immobiliers, acheteur, banquier et comptable du gouvernement, à qui il offre également des services d'administration des payes et des pensions, des services liés au Gouvernement en direct, ainsi que des services d'infotechnologie, de traduction, et de vérification et de consultation. Il offre également directement à la population



canadienne des services de communication et d'accès aux programmes et aux renseignements du gouvernement.

TPSGC joue un rôle clé dans la prestation d'une infrastructure et de services de base dont le gouvernement a besoin pour exécuter son programme et répondre aux besoins et aux attentes en évolution de la population canadienne. En vue de mener nos activités et d'harmoniser la transformation des activités du Ministère avec notre vision, nous concentrons nos activités sur trois objectifs stratégiques : *les services de qualité, la saine intendance et la saine gestion.*

Services de qualité

La prestation de services de qualité est essentielle à notre rôle de « centre d'excellence » à titre de catalyseur et de fournisseur de services communs, centraux et

Faits saillants

- Fournit des locaux à près de 210 000 fonctionnaires partout au Canada et gère plus de 6,6 millions de mètres carrés de locaux dans quelque 1 840 endroits différents.
- Achète, au nom du gouvernement, des biens et des services dont la valeur s'élève à plus de 10 milliards de dollars et gère plus de 60 000 dossiers contractuels.
- Administre la rémunération liée à 292 000 comptes de paie ainsi qu'à 322 000 comptes de pension gouvernementaux.
- Traite, chaque année, des mouvements de trésorerie du receveur général équivalant à 1,3 billion de dollars et émet 226 millions de paiements.
- Fournit à des ministères et à des organismes homologues des services linguistiques, des services de télécommunications et d'informatique ainsi que des services de conseils et de vérification dont la valeur est d'environ 230, 130 et 100 millions de dollars, respectivement.

partagés à nos ministères et organismes clients. Cependant, pour offrir des services de qualité, nous devons non seulement soutenir efficacement nos clients, mais aussi créer des retombées pour la population, sous forme

d'économies et de bon rendement dans l'ensemble du gouvernement.

Saine intendance

En plus d'offrir des services de qualité, nous devons nous assurer d'être en mesure d'offrir les services requis à long terme. Nous devons donc préserver les services et les biens, c'est-à-dire l'infrastructure matérielle, les systèmes, les compétences, l'information et la culture, dont nous sommes responsables. Nous devons planifier adéquatement pour nous assurer d'avoir les effectifs, les ressources, la structure et la culture nécessaires pour servir les intérêts à long terme de la population canadienne.

Saine gestion

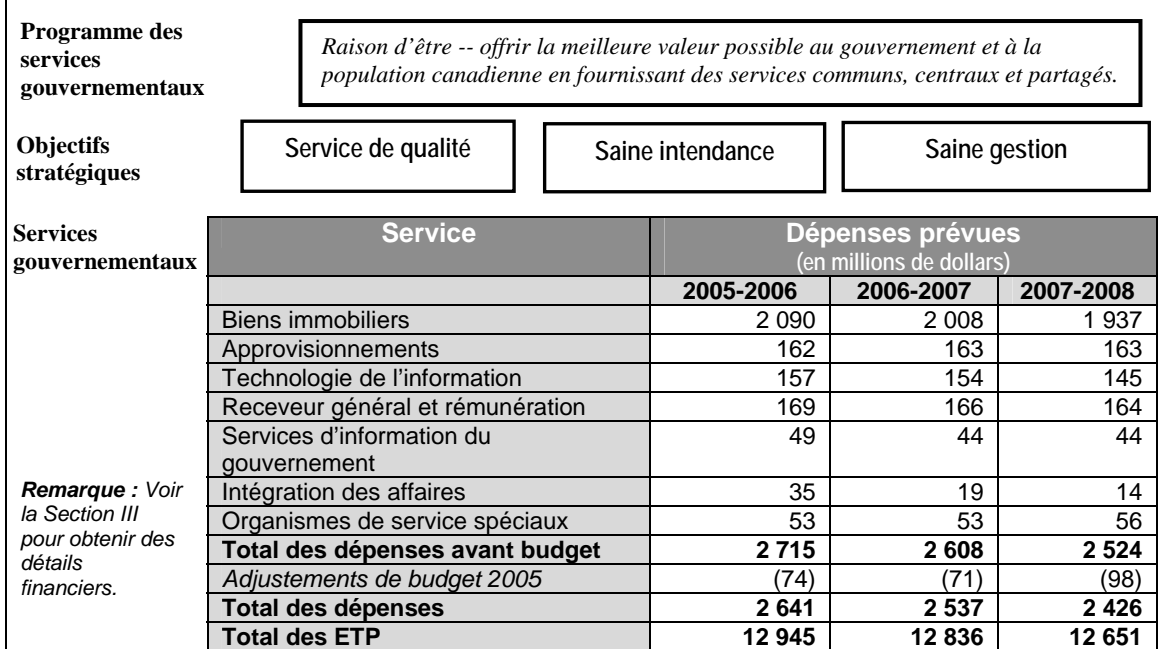
Afin de mobiliser ses ressources, d'offrir des services de qualité et d'exercer une saine gestion, TPSGC doit adopter une démarche complète et intégrée en matière de prise de décisions et de gérance, dans le respect des lois, des politiques et des cadres financiers du gouvernement. Une saine gestion dépend de l'établissement d'exigences précises à l'égard de la reddition de comptes, de la gestion efficace des finances et des risques, de la production de rapports transparents, des relations intégrées avec les clients, des normes élevées de conduite éthique et de notre engagement envers la vision stratégique globale de TPSGC : *Les prochaines étapes.*

Résumé des dépenses et des économies

Le *Résumé des dépenses de TPSGC de 2005 à 2008* (Figure 1) fait état des dépenses du Ministère (c'est-à-dire dans le cadre du Programme des services gouvernementaux) engagées par nos sept services gouvernementaux clés, soit : Biens immobiliers, Approvisionnement, Technologie de l'information, Receveur général et rémunération, Services d'information du gouvernement, Intégration des affaires et Organismes de service spéciaux.



Figure 1 Résumé des dépenses de TPSGC de 2005 à 2008



Bien que les priorités stratégiques de TPSGC soient énoncées un peu plus loin dans le présent document, les priorités les plus importantes sur le plan financier pour le programme de transformation des activités de TPSGC portent sur la réalisation d'importantes économies à l'échelle du gouvernement, comme il est indiqué à la Figure 2, *Économies potentielles nettes pour l'ensemble du gouvernement.*

Dans l'ensemble, le processus d'examen des dépenses du gouvernement vise à économiser *12 milliards de dollars* au cours des cinq prochaines années. Pour sa part, TPSGC compte planifier et diriger des initiatives qui devraient mener à des économies de *3,4 milliards de dollars*. Les Approvisionnements et les Biens immobiliers seront les principaux secteurs où les économies devront être réalisées, mais ces directions générales devront continuer à appuyer nos ministères homologues dans la réalisation de leurs propres programmes. Au

cours des cinq prochaines années, on s'attend à réaliser, à l'échelle du gouvernement, des économies de l'ordre de *2,5 milliards de dollars* dans le cadre des achats et *925 millions de dollars* dans le domaine des biens immobiliers. De plus, d'autres efforts de TPSGC ayant trait à l'efficacité permettront la réalisation d'économies supplémentaires équivalant à une somme de *16 à 24 millions de dollars* au cours des deux prochaines années. En tout, TPSGC économisera environ *1,2 milliard de dollars*, ce qui représente 35 % des économies de l'ensemble du gouvernement.

Pour être en mesure de réaliser ces économies, TPSGC investira environ *190 millions de dollars* sur une période de cinq ans dans des initiatives comme le développement de systèmes d'achat du Marché en direct du gouvernement du Canada. Des connaissances supplémentaires ainsi que des changements aux politiques, aux règlements et aux lois seront requis pour permettre la mise en œuvre



de ces initiatives dans l'ensemble du gouvernement, de façon à contribuer à la réalisation de ces économies.

intervenants externes et indépendants, mettra en œuvre de nouveaux mécanismes de gouvernance et de surveillance.

Ces objectifs sont ambitieux, mais ils sont réalisables. TPSGC, en collaboration avec des

Figure 2 Économies potentielles nettes pour l'ensemble du gouvernement
(en millions de dollars)

Priorité (nouvelles économies)	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Total
Biens immobiliers	150	150	170	255	300	1 025
Approvisionnements	59	204	598	841	888	2 590
Investissements	(40)	(45)	(45)	(40)	(20)	(190)
Total par année	169	309	723	1 056	1 168	3 425

Remarque : Pour réaliser des économies de 3,4 milliards de dollars à l'échelle du gouvernement, nous devons pouvoir compter sur l'engagement ferme de nos ministères homologues et des organismes responsables de l'élaboration de politiques. De plus, nous devons faire face à d'importantes difficultés en matière de politiques et de lois et à l'égard de l'industrie au cours de cette période de cinq ans.

Nos défis

TPSGC doit continuer d'offrir des services de qualité supérieure, au cours des années à venir, tout en appuyant pleinement les priorités du gouvernement qui ont été établies dans le discours du Trône prononcé en octobre 2004. Parce que TPSGC joue un rôle central dans le soutien des activités du gouvernement, il peut contribuer de façon au respect des nouvelles priorités et des engagements permanents du gouvernement. De plus, le gouvernement a présenté une série d'autres principes et engagements clés dont un certain nombre s'applique directement à TPSGC, y compris ce qui suit :

- être indéfectible en ce qui concerne l'application de la discipline financière et la mise en œuvre de solides pratiques de responsabilisation, de gestion et de contrôle;
- viser des résultats tangibles et concrets pour les parlementaires et les citoyens canadiens ainsi que leur faire rapport de façon transparente afin qu'ils puissent exiger que leur gouvernement leur rende des comptes;
- appliquer les normes éthiques les plus rigoureuses dans l'exercice de nos activités;

- travailler en étroite collaboration avec nos homologues des provinces et des territoires pour promouvoir le pays et faire connaître nos valeurs au monde entier.

TPSGC doit donner suite à ses engagements permanents et aux nouvelles priorités du gouvernement pour offrir le meilleur service possible à ses clients.

TPSGC fait face à cinq principaux défis liés à l'appui donné aux priorités, aux engagements et aux principes du gouvernement. Les voici :

Économies et gains d'efficacité

La population canadienne et les parlementaires veulent que les coûts des activités gouvernementales soient réduits et qu'on leur offre des services améliorés. À cet égard, le gouvernement a entrepris une série d'examen horizontaux et verticaux visant à améliorer l'efficacité et à rétablir l'ordre des priorités. Il a mis sur pied le Comité d'examen des dépenses, qui a été chargé de réaliser, au profit des contribuables, des économies équivalant à *12 milliards de dollars* au cours des cinq prochaines années. L'argent économisé sera réaffecté aux principales priorités du gouvernement. Un certain nombre d'examen



effectués par le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) concernent particulièrement TPSGC, notamment l'examen des approvisionnements et des marchés, mené par TPSGC, ainsi que les examens de l'infrastructure de prestation de services, des services de gestion de l'information et de la technologie de l'information (GI-TI), des immobilisations, de la rémunération de la fonction publique ainsi que des services ministériels et administratifs. Ces examens visent principalement à permettre la réalisation d'économies ainsi que l'élimination des pratiques non efficaces et des chevauchements.

Appui des initiatives horizontales

TPSGC appuiera pleinement les nouveaux efforts du gouvernement visant à améliorer les services offerts à la population canadienne par l'intermédiaire de l'initiative Service Canada.

Le concept de Service Canada, à savoir un « guichet unique » où les Canadiens et les Canadiennes peuvent obtenir tous les services du gouvernement, est loin d'être nouveau. Le Comité d'examen des dépenses s'est penché sur ce concept, a passé en revue les travaux accomplis à ce jour et en a mené d'autres. Il a conclu que le modèle de Service Canada cadre parfaitement avec le mandat du Comité d'examen des dépenses, qui consiste à trouver des moyens d'améliorer l'exécution des programmes fédéraux et aussi de réduire les coûts. Cette initiative aura des incidences considérables sur les infrastructures d'infotechnologie, la gestion immobilière, les services administratifs et d'autres services partagés offerts par le Ministère.

TPSGC joue aussi un rôle principal dans la mise en œuvre de beaucoup d'autres initiatives stratégiques et horizontales en fournissant une infrastructure commune d'infotechnologie, en effectuant des achats pour l'ensemble du gouvernement, en fournissant des locaux et en appuyant un certain nombre d'autres questions

horizontales, par exemple le développement durable et les services partagés.

Amélioration de la qualité des services

Le gouvernement répond à la demande visant l'amélioration de la qualité des services au moyen de ses initiatives d'amélioration des services et du Gouvernement en direct (GED) et en mettant l'accent sur l'adoption d'une démarche intégrée de prestation de services qui est davantage axée sur la technologie. TPSGC aide les autres organisations gouvernementales à offrir des services de qualité à la population canadienne en fournissant des services rapides d'approvisionnement, des locaux adéquats, une infrastructure d'infotechnologie de soutien ainsi que des services de traduction, de conseils, de vérification et de communication. TPSGC fournit également des éléments clés de l'infrastructure commune d'information et de prestation des services du gouvernement (par exemple le Site du Canada, le service 1 800 O-Canada et la Voie de communication protégée) qui permettent aux ministères clients de fournir de l'information et des services intégrés qui sont adaptés aux besoins des gens.

Dans l'ensemble, TPSGC doit améliorer davantage les services qu'il offre aux organisations clientes tout en continuant d'assurer un rôle dynamique de contrevérification qui est dans l'intérêt de la population canadienne. La capacité de TPSGC de continuer d'améliorer les services dépend grandement de sa capacité de gestion ainsi que des forces et des compétences de son effectif.

Durabilité de l'environnement

Dans le discours du Trône prononcé en octobre 2004, on a souligné de nouveau l'importance du programme environnemental du gouvernement.

On a demandé à TPSGC de diriger, à l'échelle du gouvernement, l'écologisation des opérations gouvernementales. Ce projet appuiera l'importante initiative du



gouvernement visant à faire face aux changements climatiques, une initiative à laquelle tous les ministères devraient contribuer de façon concrète. TPSGC est bien placé pour jouer un rôle de chef de file dans la durabilité de l'environnement. Il assainit des sites contaminés, veille à ce que ses immeubles fédéraux soient éconergétiques, appuie l'approvisionnement écologique, met en œuvre des mesures de conservation et fournit des services de conseils et de vérification liés à l'environnement. Afin de faire avancer le programme environnemental, TPSGC s'appuiera sur son expertise actuelle et il cherchera et saisira de nouvelles occasions d'aider le gouvernement à mener des activités plus respectueuses de l'environnement.

Les plus hautes normes d'intégrité, de responsabilisation et de transparence

Le gouvernement a récemment présenté le Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique et un vaste Cadre de responsabilisation de gestion (CRG). Compte tenu du nombre d'activités qu'il mène, TPSGC doit jouer un rôle principal dans l'établissement et le maintien de la confiance de la population canadienne dans les activités du gouvernement. Les reproches faites au Ministère par la vérificatrice générale en ce qui concerne le Programme de commandites et les activités publicitaires ainsi que les enquêtes permanentes menées par la suite (par exemple la Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires) posent un grand défi pour le Ministère. Celui-ci doit maintenant s'assurer de continuer d'agir de façon transparente et responsable afin que toutes ses activités reposent sur de solides assises éthiques.

Nos priorités ministérielles

TPSGC a récemment élaboré et élargie une nouvelle vision ambitieuse appelée *Les prochaines étapes*, qui vise à trouver des moyens novateurs de fournir des services de façon plus judicieuse, plus rapide et plus

économique. Cette vision fait partie de l'engagement permanent de TPSGC à participer à la modernisation du gouvernement et à fournir le meilleur service possible à la population canadienne. Elle fait également partie du programme du gouvernement visant à améliorer la gestion et la responsabilisation, à réaliser des économies et à réaffecter l'argent économisé aux dossiers prioritaires pour la population canadienne. La mise en œuvre de la stratégie *Les prochaines étapes*, commencera immédiatement, et s'étalera sur une période de cinq à huit ans. Cette stratégie aura des effets positifs qui prendront de plus en plus d'ampleur dans l'avenir. Voici les sept principales priorités de cette stratégie :

1. acheter plus judicieusement (réforme des approvisionnements);
2. réaliser des économies dans le domaine de l'immobilier;
3. tirer pleinement profit de l'infotechnologie;
4. procéder à l'écologisation des opérations du gouvernement;
5. améliorer la prestation de services;
6. assurer une saine gestion;
7. respecter les engagements permanents.

Acheter plus judicieusement (réforme de l'approvisionnement)

Le gouvernement estime qu'il doit toujours chercher de nouveaux moyens de réduire le coût de la prestation des services gouvernementaux et d'affecter les ressources épargnées à l'exécution de programmes positifs et efficaces qui amélioreront le bien-être de la population canadienne. Un objectif important consiste à veiller à ce que le gouvernement, la plus grande « entreprise » au Canada, ne paie pas trop cher les produits et services qu'il achète, dont la valeur atteint plusieurs milliards de dollars. Le gouvernement est d'avis qu'il peut réduire le coût de l'approvisionnement en regroupant les achats à l'échelle de l'administration publique de manière à tirer parti de son pouvoir d'achat pour obtenir les meilleurs prix possibles, en



utilisant un seul acheteur pour négocier le meilleur prix possible et en réduisant les coûts d'administration, de conformité et de rapports en utilisant plus efficacement la technologie.

Au cours des cinq prochaines années, TPSGC cherchera à maximiser le pouvoir d'achat du gouvernement, tout en veillant à l'intégrité des achats de l'État. De plus, le Ministère utilisera des technologies d'avant-garde pour simplifier les processus d'approvisionnement et réduire ses frais d'administration. Voici certains de ses principaux engagements :

- réaliser des économies de 2,5 milliards de dollars à l'échelle du gouvernement au cours des cinq prochaines années ou réduire d'environ 10 % le coût de tous les produits et services achetés;
- fournir aux ministères des outils d'approvisionnement électronique pour leur permettre de réduire de 10 % les coûts de la gestion des approvisionnements;
- réduire de 50 % le temps requis pour acheter des produits et des services;
- améliorer les outils d'approvisionnement, notamment les offres à commandes;
- négocier de meilleurs prix et regrouper les demandes des clients;
- surveiller les répercussions sur les petites et moyennes entreprises ainsi que sur les régions et tenter de les atténuer (un bureau des petites et moyennes entreprises sera créé à TPSGC pour aider celles-ci à avoir accès aux marchés gouvernementaux, et les politiques nécessaires seront instaurées);
- réduire les coûts liés aux voyages du gouvernement grâce à l'Initiative des services de voyage partagés.

Afin d'appuyer ces initiatives, il est proposé de modifier la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* pour conférer au ministre de TPSGC l'entière responsabilité de l'approvisionnement en produits et services; et de modifier la *Loi sur la gestion des finances publiques* de manière à autoriser TPSGC à s'engager à acheter une

quantité minimale de produits et services au nom du gouvernement.

Réaliser des économies dans le domaine de l'immobilier

À l'appui de l'exécution du programme du gouvernement, TPSGC réduira considérablement les coûts, grâce à la rationalisation de la fonction de gestion immobilière à l'échelle du gouvernement (en collaboration avec le Conseil du Trésor), à l'amélioration des investissements immobiliers stratégiques et opérationnels ainsi que de la gestion des biens immobiliers et à l'accroissement du recours au secteur privé en ce qui concerne l'exécution de ces fonctions. Voici certains de ses principaux engagements :

- réaliser des économies totales de 925 millions de dollars à l'échelle du gouvernement au cours des cinq prochaines années sans diminuer la visibilité du gouvernement du Canada;
- réduire à 18 mètres carrés la superficie moyenne de locaux à bureaux par employé grâce à l'application cohérente de normes;
- réduire le coût des systèmes et les frais d'administration liés à la gestion immobilière;
- achever l'analyse des avantages de la propriété et de la location d'ici 2006;
- accroître l'excellence sur le plan environnemental.

Tirer pleinement profit de l'infotechnologie

TPSGC accroîtra son excellence et réalisera des économies en ce qui concerne la prestation de services de gestion de l'information et d'infotechnologie. Pour ce faire, le Ministère fournira des solutions pangouvernementales de gestion de l'information et d'infotechnologie, améliorera l'approvisionnement en produits et en services de gestion de l'information et d'infotechnologie et améliorera la prestation de services au gouvernement et à la population canadienne au moyen de ses initiatives du Gouvernement en direct et de la Voie de



communication protégée. Voici certains de ses principaux engagements :

- faire en sorte que le gouvernement puisse fondamentalement changer la façon dont il fournit ses services à la population canadienne;
- achever les étapes de la dernière année de l'initiative du Gouvernement en direct;
- établir un programme de services partagés en matière de infotechnologie;
- accroître l'utilisation que font les organisations gouvernementales de la Voie de communication protégée pour que la population canadienne puisse échanger des renseignements confidentiels avec le gouvernement, en toute confidentialité et en toute sécurité;
- augmenter le nombre de programmes du gouvernement du Canada pris en charge par les systèmes partagés de TPSGC en matière de infotechnologie;
- adopter une approche pangouvernementale en matière de infotechnologie qui est axée sur la protection des renseignements personnels.

Procéder à l'écologisation des opérations du gouvernement

TPSGC deviendra le responsable gouvernemental, en collaboration avec le ministère de l'Environnement et le SCT, de l'écologisation des opérations du gouvernement fédéral. Voici certains de ses principaux engagements :

- intégrer des critères environnementaux dans les approvisionnements pendant que nous mettons en œuvre la politique gouvernementale d'achats écologiques, conformément au discours du Trône;
- réduire les émissions de gaz à effet de serre du gouvernement fédéral;
- veiller à ce que le parc automobile du gouvernement soit l'un des plus éconergétiques au pays;
- s'assurer qu'à compter de 2005, les nouveaux immeubles du gouvernement respectent les normes établies pour obtenir

le certificat de la norme "Leadership in Energy and Environmental Design " ou qu'ils respectent d'autres normes internationales pertinentes;

- continuer d'être le chef de file du gouvernement fédéral en ce qui concerne l'assainissement des étangs bitumineux de Sydney;
- moderniser les centrales de chauffage et de refroidissement du gouvernement qui se trouvent à Ottawa, ce qui permettra au Ministère de réduire davantage les gaz à effet de serre émis par son parc immobilier.

Améliorer la prestation de services

Notre ministère continuera de créer de nouvelles occasions de services à l'échelle du gouvernement en collaboration avec nos ministères homologues et d'autres ordres de gouvernement, par exemple dans les domaines de l'administration des pensions, de la modernisation des services de voyage et d'autres services partagés recherchés.

Au cours des trois prochaines années, on mettra l'accent sur l'atteinte du juste équilibre entre la prestation de services communs et partagés, l'appui des besoins en matière d'infrastructure de la nouvelle organisation Service Canada et l'optimisation des services intergouvernementales grâce aux services partagés. Service Canada fournira à la population canadienne un accès intégré et facile à tous les services gouvernementaux en regroupant les activités et les infrastructures fédérales où le besoin se fait sentir.

Assurer une saine gestion

Notre ministère doit continuer de veiller à la responsabilisation, à l'intégrité, au bon rendement ainsi qu'au bien-fondé global du processus décisionnel de la gestion, par les actions suivantes :

- continuer de mettre en œuvre le Cadre de gestion intégrée de TPSGC (qui s'inspire du Cadre de responsabilisation de gestion du gouvernement) tout en mettant l'accent sur



la gestion responsable, notamment la gestion de l'assurance de la qualité et des risques ministériels, et sur les systèmes de gestion du rendement;

- élaborer une stratégie visant les ressources humaines pour permettre au capital humain de continuer de satisfaire aux exigences nouvelles et croissantes dans le cadre de la transformation importante de TPSGC;
- renforcer son cadre de gestion financière;
- continuer de mettre en œuvre son Plan d'intégrité en dix points et de renforcer sa capacité de vérification.

Respecter les engagements permanents

TPSGC continuera d'appuyer les programmes et les priorités du gouvernement au moyen de la prestation continue de services de qualité. En même temps, le Ministère transformera ses activités pour répondre aux besoins futurs du gouvernement et de la population canadienne.

Enfin, le succès de la transformation des activités du Ministère ne dépendra pas seulement du niveau de changement culturel réalisé au sein de TPSGC, mais également de

l'engagement des organismes centraux et des ministères homologues. Pour ce qui est de la mise en œuvre de la vision *Les prochaines étapes*, TPSGC appliquera un certain nombre de principes clés interdépendants, y compris ce qui suit :

- continuer d'avoir à cœur l'excellence sur le plan de la prestation de services tout en profitant d'économies d'échelle et en tirant profit des compétences et des travaux actuels.
- exercer les activités de façon transparente et ouverte pour préserver la confiance de la population canadienne dans l'intégrité et l'impartialité du gouvernement du Canada;
- faire tous les efforts raisonnables pour minimiser les incidences sur les opérations régionales et sur la présence fédérale;
- mettre en place des dispositions nous permettant de veiller à ce que les petites et moyennes entreprises de partout au Canada continuent de bénéficier de la prestation de produits et de services au gouvernement;
- analyser continuellement les incidences éventuelles sur les employés de TPSGC et viser à les minimiser.





INTRODUCTION

Ce rapport sur les plans et les priorités de TPSGC marque le début de la mise en œuvre de sa nouvelle Architecture d'activités de programmes (AAP). L'AAP est un système de gestion axé sur les activités vers lequel se dirigent tous les ministères fédéraux, conformément aux directives du Conseil du Trésor. L'AAP fait partie de la Structure des ressources et des résultats de gestion (SRRG) du gouvernement, qui fournira un cadre de gestion horizontal à l'échelle du gouvernement fédéral en plus d'accroître la reddition de compte au Parlement et aux organismes sur le plan du rendement. Le SRRG remplace le Cadre de planification, de rapport et de responsabilisation.

À titre d'outil de gestion, l'AAP en est toujours aux premières étapes du développement, et on y ajoutera des données relatives aux finances et au rendement ainsi que d'autres renseignements de gestion découlant des programmes, qui seront versées dans le Système d'information sur la gestion des dépenses (SIGD) du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT). Cependant, comme initiative à long terme, et une fois sa mise en œuvre entièrement terminée, l'AAP devrait permettre d'évaluer annuellement le rendement des activités et d'orienter l'établissement d'objectifs concrets, pour surveiller les résultats au fil du temps.

L'AAP s'appliquant au Programme des services gouvernementaux de TPSGC est répartie en 26 activités. Ces activités permettent d'appuyer trois objectifs stratégiques : *Services de qualité*, *Saine intendance* et *Saine gestion*. La saine gestion comprend les activités de gestion ministérielle ainsi que les activités d'intégration des affaires et de gestion des relations avec les clients.

Pour mieux tenir compte de l'approche de TPSGC relativement aux services, les 26 activités de l'AAP ont été regroupées de façon à faire ressortir nos domaines de prestation de services clés. TPSGC fournit sept services gouvernementaux principaux :

- les biens immobiliers;
- les approvisionnements;
- la technologie de l'information;
- le receveur général et la rémunération;
- le service d'information du gouvernement;
- l'intégration des affaires;
- les organismes de service spéciaux.

La gestion ministérielle est une activité supplémentaire menée à l'interne pour appuyer nos services gouvernementaux. Compte tenu de l'importance de celle-ci pour TPSGC, le présent rapport aborde la gestion ministérielle dans le cadre de la structure hiérarchique globale, le budget financier étant réparti entre les sept services gouvernementaux de TPSGC.



Architecture d'activités des programmes de TPSGC		
Services gouvernementaux de TPSGC	Services de qualité	Saine intendance
Biens immobiliers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Locaux et avoirs fédéraux ▪ Fonds renouvelable des Services immobiliers ▪ Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intendance des biens immobiliers
Approvisionnement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Services d'approvisionnement ▪ Fonds renouvelable des services facultatifs ▪ Fonds renouvelable de la production de défense 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intendance de l'approvisionnement
Technologie de l'information	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Services de gestion de l'information (GI) et de technologie de l'information (TI) ▪ Fonds renouvelable des services de télécommunications 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intendance de la GI-TI
Receveur général et rémunération	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Services du receveur général ▪ Rémunération des employés de la fonction publique 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intendance du receveur général ▪ Intendance de la paye de la fonction publique ▪ Intendance de la pension de la fonction publique
Service d'information du gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Service d'information du gouvernement 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intendance de l'information du gouvernement
Intégration des affaires	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Services d'intégration des affaires 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégration des affaires – gestion du rendement
Organismes de service spéciaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada ▪ Traduction et interprétation au Parlement, interprétation des conférences, terminologie ▪ Fonds renouvelable du Bureau de la traduction 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intendance de la traduction

Remarque : Les deux activités de saine gestion ne figurent pas dans le tableau ci-dessus car, aux fins de l'établissement des rapports financiers du SCT, les coûts qui y sont associés ont été réaffectés aux autres activités du Ministère à titre de frais généraux ministériels.

Les sections suivantes du présent rapport, qui portent sur les services gouvernementaux, font état des plans et des initiatives par service. Ces plans et initiatives sont axés sur la période de planification immédiate. Des descriptions sont également fournies avec les énoncés des résultats s'appliquant aux activités de l'AAP de chaque service. Ces activités sont axées sur les résultats durables et à plus long terme des services.



BIENS IMMOBILIERS

TPSGC fournit aux ministères et aux organismes, à un coût abordable, des milieux de travail qui favorisent la productivité. Le Ministère assume également la gestion de différents ouvrages de génie, comme les ponts et les barrages, et de trésors nationaux, dont la Cité parlementaire et d'autres biens patrimoniaux dans l'ensemble du Canada.

De plus, TPSGC donne des conseils stratégiques spécialisés aux autres ministères et organismes et offre à ces derniers des services professionnels et techniques novateurs dans les domaines de l'architecture et du génie, de l'environnement, de l'immobilier et de la gestion des biens et des installations en ce qui touche l'acquisition, l'aménagement, la construction, la gestion, le fonctionnement, l'entretien, la réparation et l'aliénation des biens immobiliers.

Au nom du gouvernement fédéral, TPSGC gère les paiements en remplacement d'impôts, versés aux administrations municipales, et le Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers, lequel facilite l'aliénation de biens immobiliers excédentaires du gouvernement.

TPSGC dirige la participation du gouvernement fédéral aux travaux d'assainissement de certains sites contaminés, notamment les étangs bitumineux de Sydney, le site d'Argentia ainsi que la mine Giant, à Yellowknife. Il continue de jouer un rôle de premier plan dans le domaine du développement durable en menant une approche concertée en vue d'écologiser les opérations du gouvernement et de réaliser le programme urbain.

Plans et initiatives

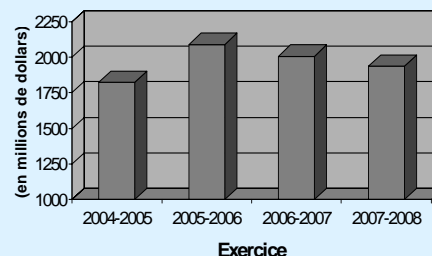
Les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour réaliser des économies qui seront affectées à des programmes plus prioritaires auront une grande incidence sur les biens

Faits importants

- Gère, à titre de gardien, des biens immobiliers fédéraux dont la valeur s'élève à 7 milliards de dollars.
- Gère une superficie louable de 6,6 millions de mètres carrés (86% de locaux de bureau), notamment :
 - 3,4 millions de m² de locaux appartenant à l'État;
 - 2,7 millions de m² de locaux loués;
 - 0,5 million de m² de locaux obtenus par bail-achat.
- Fournit des milieux de travail à près de 210 000 employés fédéraux relevant de quelque 100 ministères et organismes, dans 1 840 immeubles différents.
- Gère le versement de paiements annuels dont la valeur est supérieure à 400 millions de dollars dans le cadre du Programme de paiements en remplacement d'impôts.

immobiliers. La partie I du présent Rapport sur les plans et les priorités traite de la nécessité de réaliser des économies. La présente section est axée sur les possibilités d'économies dans le domaine de l'immobilier.

Dépenses nettes prévues



TPSGC a déjà entrepris des études visant à trouver des moyens d'accroître les économies et de réaliser des gains d'efficacité dans le cadre de son mandat en matière d'immobilier. L'objectif consistera à transformer ses activités afin de permettre la réalisation d'économies dans l'ensemble du gouvernement, principalement par l'évitement de coûts d'environ 925 millions de dollars au



cours des cinq prochaines années, dont 410 millions de dollars durant les trois premières années.

l'immobilier » présente un résumé des économies découlant du processus d'examen des dépenses.

Le tableau « Économies à l'échelle du gouvernement dans le domaine de

Économies à l'échelle du gouvernement dans le domaine de l'immobilier (en millions de dollars)						
Secteurs d'économies possibles ⁽¹⁾	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Total
Application de normes en matière de locaux ⁽²⁾	50	85	95	120	150	500
Gestion améliorée du parc immobilier	40	50	60	70	80	300
Impartition des services et réduction des frais généraux	10	15	15	65	70	175
Report des immobilisations non essentielles	50					50
Économies totales	150	150	170	255	300	1 025
Investissements à TPSGC	(20)	(20)	(20)	(20)	(20)	(100)
Économies nettes dans le domaine de l'immobilier	130	130	150	235	280	925
Note : 1) Contribution à la réalisation d'économies : TPSGC – 90 %; autres ministères – 10 % 2) Les organismes qui payent les locaux à TPSGC réaliseront également des économies.						

TPSGC se consacrera aux priorités suivantes dans le domaine de l'immobilier :

Application de normes en matière de locaux

Des études montrent que le gouvernement fédéral compte une superficie de locaux plus grande par employé que dans de nombreux domaines d'activité du secteur privé. TPSGC appliquera des normes plus uniformes et collaborera avec les ministères en vue de réduire la superficie moyenne de locaux à bureaux à 18 m² par employé. De plus, nous appliquerons plus uniformément des normes d'aménagement des locaux à bureaux à mesure que les conventions d'occupation des locaux et les baux actuels viendront à expiration. L'application de ces normes devrait permettre de réduire les dépenses de façon importante au cours des cinq prochaines années.

Gestion améliorée du parc immobilier

TPSGC améliorera sa capacité en matière de planification à long terme et évaluera les possibilités d'optimiser son portefeuille. Nous assurerons une utilisation plus efficace de nos biens en regroupant les besoins des ministères fédéraux lorsque cela est avantageux. TPSGC améliorera aussi la gestion de son portefeuille de locaux loués à bail en adoptant de nouvelles approches à cet égard. Il a conclu un nouveau contrat portant sur la gestion immobilière et la prestation de certains services de réalisation de projets avec SNC-Lavalin ProFac inc. Ce contrat, qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} avril 2005, permettra de réduire les frais de fonctionnement. L'amélioration de la gestion du portefeuille et la mise en œuvre de stratégies en matière de location nous aideront à trouver de nouveaux moyens de réduire les



dépenses de façon importante au cours de la période de planification.

Impartition des services et réduction des frais généraux

Nous évaluerons d'autres possibilités relatives à l'impartition de services et, le cas échéant, élaborerons une stratégie et un plan de mise en œuvre connexes. La réalisation de gains d'efficacité au chapitre de nos frais généraux fait également partie de notre stratégie. L'adoption d'une nouvelle approche à l'égard de l'impartition des services et de la réduction des frais généraux devrait permettre de réduire les dépenses de façon importante au cours de la période de planification.

Gestion des biens

À l'heure actuelle, TPSGC possède soixante pour cent de son portefeuille. Le Ministère veut déterminer si le fait de posséder moins d'immeubles et d'en louer davantage permettra d'améliorer sa marge de manœuvre, de réduire les frais généraux et d'éviter de devoir engager immédiatement des dépenses importantes en immobilisations qui découlent du report, pendant de nombreuses années, de travaux de réparation et d'entretien. Nous obtiendrons des conseils spécialisés en vue d'élaborer une stratégie relative à la propriété des biens. D'ici le début de 2006, une analyse sera réalisée à cet égard et des recommandations seront formulées. Entre-temps, nous reporterons d'un an les dépenses en immobilisations non essentielles, pendant que la propriété des biens fera l'objet d'une étude.

Gestion des besoins en matière de locaux

L'un des principaux défis liés à la mise en œuvre du programme de transformation consiste à mettre au point et à adopter une approche plus rigoureuse, qui prend en compte les intérêts de l'ensemble du gouvernement, quand vient le moment de définir, avec les ministères et organismes homologues, les besoins en matière de locaux et de services. TPSGC veillera, en collaboration avec

d'autres ministères et organismes, à adopter une plus grande discipline dans la gestion de ces besoins.

Développement durable

Le développement durable revêt une très grande importance pour TPSGC. Voici les principaux rôles que le Ministère exerce à cet égard : assurer un leadership interministériel en donnant l'exemple, à titre de ministère gardien, en ce qui a trait à la manière d'obtenir des avantages pour l'environnement de façon rentable et, à titre de fournisseur de services, en permettant aux autres gardiens de biens fédéraux d'en faire autant. Parmi les principaux éléments à privilégier, citons notamment l'élaboration d'un vaste éventail de pratiques de gestion environnementale, l'assainissement des sites contaminés, la réduction de l'empreinte environnementale des installations actuelles et futures (en accordant une attention particulière à la réduction des émissions de gaz à effet de serre), la location écologique, les achats écologiques et la réalisation d'évaluations des impacts environnementaux. Par exemple, dans la mesure du possible, tous les nouveaux immeubles seront conformes à la norme « Or » du système Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) ou à une norme équivalente. La capacité d'obtenir l'ensemble de ces avantages repose sur la réussite de partenariats et d'initiatives entre les secteurs public et privé.

Activités courantes

Pendant qu'il procédera à la mise en œuvre du programme de changement, TPSGC continuera d'affecter la majorité de ses ressources à la réalisation efficace des programmes gouvernementaux. Ces activités courantes consistent entre autres à fournir, à un coût abordable, des milieux de travail qui favorisent la productivité, à gérer un portefeuille diversifié de biens, à mettre en œuvre une version révisée de la vision et du plan à long terme pour la Cité parlementaire (voir le tableau 17 de la section III pour plus



de détails) et à fournir des services immobiliers de qualité et abordables selon le principe de la rémunération des services. De plus, TPSGC continuera d'examiner les possibilités de collaborer avec d'autres ordres de gouvernement, afin d'améliorer la prestation de services destinés aux Canadiens et aux Canadiennes.

Activités

TPSGC compte quatre activités dans le domaine de l'immobilier : les Locaux et avoirs

fédéraux, le Fonds renouvelable des Services immobiliers et le Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de services de qualité, et l'Intendance des biens immobiliers, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de saine intendance. Les dépenses prévues pour ces activités sont indiquées dans le tableau financier ci-après. On trouve ensuite les tableaux des objectifs stratégiques, qui comprennent une description de chaque activité ainsi que l'énoncé des résultats et les indicateurs de rendement qui s'y rattachent.



Dépenses prévues - Services immobiliers

(en millions de dollars)

	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Crédits de fonctionnement (incluant affectation à but spécial), en capital, de subventions et contributions et législatifs				
Locaux et avoirs fédéraux				
Dépenses brutes	2 258,5	2 351,3	2 263,3	2 191,5
Moins: Recettes disponibles	455,6	284,3	278,7	278,2
Ressources nettes	1 802,9	2 067,0	1 984,6	1 913,3
Intendance des biens immobiliers				
Dépenses brutes	34,4	33,0	33,1	33,2
Moins: Recettes disponibles	1,5	1,3	1,3	1,3
Ressources nettes	32,9	31,7	31,8	31,9
Fonds renouvelable des Services immobiliers				
Dépenses brutes	745,5	784,8	774,8	804,9
Moins: Recettes disponibles	745,5	784,8	774,8	804,9
Ressources nettes (fournies) utilisées	-	-	-	-
Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers				
Dépenses brutes	3,3	4,0	4,0	4,0
Moins: Recettes disponibles	15,2	13,0	12,0	12,0
Ressources nettes (fournies) utilisées	(11,9)	(9,0)	(8,0)	(8,0)
TOTAL SERVICES IMMOBILIERS	1 823,9	2 089,7	2 008,4	1 937,2
Dépenses brutes pour les services immobiliers	3 041,7	3 173,1	3 075,2	3 033,6
Moins: Recettes disponibles pour les services immobiliers	1 217,8	1 083,4	1 066,8	1 096,4
Dépenses nettes pour les services immobiliers	1 823,9	2 089,7	2 008,4	1 937,2
<i>Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.</i>				
(ÉTP)				
Locaux et avoirs fédéraux - Équivalents temps plein (ÉTP)	2 626	2 626	2 626	2 626
Intendance des biens immobiliers - Équivalents temps plein (ÉTP)	239	237	239	239
Fonds renouvelable des Services immobiliers - (ÉTP)	1 288	1 288	1 288	1 288
Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers - (ÉTP)	-	-	-	-
Total Équivalents temps plein (ÉTP)	4 153	4 151	4 153	4 153

Les annonces du Budget 2005 pour les économies des Services immobiliers, des achats et du 5% ne sont pas incluses dans ce tableau (voir tableau 1).

Locaux et avoirs fédéraux:

Les dépenses sont relativement stables à l'exception des changements découlant de financement temporaire relié à des activités spécifiques.

Fonds Renouvelable des SI:

La diminution en 2006-2007 est principalement attribuable à la fluctuation des coûts prévus pour le plan de construction du Musée de la nature et à l'achèvement du projet d'Élections Canada prévu en 2005-2006. L'augmentation significative de 2007-2008 est expliquée par une augmentation des contrats liés au plan d'action accéléré de décontamination de sites.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers:

La diminution de l'estimé du produit des ventes pour les années futures est basée sur une diminution prévue de logements à prix modique vendus par le fonds. L'augmentation des coûts prévus aussi bien que la hausse des efforts de disposition est dû au nombre constant de propriétés à faible coût qui démontrent présentement plus d'enjeux environnementaux.



Objectif stratégique : services de qualité
Locaux et avoirs fédéraux

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
Gérer efficacement l'investissement immobilier pour ce qui est des biens dont TPSGC a la garde, afin de permettre la réalisation des programmes gouvernementaux.	Fournir aux ministères et aux organismes, à un coût abordable, des installations et des milieux de travail sains, sécuritaires et qui favorisent la productivité, afin de leur permettre d'offrir des programmes et des services. Le portefeuille immobilier est géré comme un investissement, au nom des contribuables.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Utilisation des locaux (m² par ETP); coût par m² et coût par ETP). <i>Réaliser des économies en réduisant l'utilisation des locaux (m² par ETP).</i> ▪ Analyse des tendances des coûts de fonctionnement. <i>Réaliser des économies en réduisant les coûts de fonctionnement.</i> ▪ Tendances des taux d'inoccupation se comparant à celles de l'industrie. ▪ Progrès réalisés par rapport aux objectifs nationaux énoncés dans la Stratégie de développement durable.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
Fournir, selon le principe de la rémunération des services, des services immobiliers optionnels aux autres ministères gardiens ainsi qu'aux ministères et organismes qui demandent d'autres services, en plus de ceux qui sont prévus dans la gamme des services de gestion des locaux et des avoirs fédéraux.	Fournir, à un coût abordable, des services de qualité aux ministères et aux organismes. Les recettes engloberont l'ensemble des coûts liés à la prestation de services.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dépenses recouvrées, exprimées en pourcentage des coûts (objectif : 100 %) ▪ Pourcentage des projets immobiliers* de plus de un million de dollars réalisés dans le respect des délais, des budgets et de la portée des travaux. <p>* Il s'agit uniquement des projets non opérationnels comprenant un élément important lié à la construction.</p>

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
Procéder, selon le principe de la récupération des coûts et conformément au processus courant, à l'aliénation des biens immobiliers excédentaires, afin de générer des recettes pour l'État.	Réaliser une valeur (produit net tiré de la vente) à partir des biens excédentaires.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Produit de l'aliénation : produit de la vente divisé par les dépenses (p. ex. les honoraires, les débours et les investissements).



Objectif stratégique : saine intendance

Intendance des biens immobiliers

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
<p>Exercer un leadership stratégique et gérer de manière proactive les ressources et les biens immobiliers, afin de permettre la réalisation des programmes gouvernementaux.</p>	<p>Faciliter la réalisation des programmes gouvernementaux en appliquant uniformément un cadre moderne de gestion des programmes et des biens immobiliers, qui présente un point de vue pangouvernemental en ce qui a trait à la prise de décisions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Taux réel de recapitalisation par rapport au taux financé de recapitalisation. ▪ Pourcentage ou nombre de plans de portefeuille approuvés (par rapport à l'objectif). ▪ Conformité des résultats réels des budgets de fonctionnement et d'immobilisations à la fin de l'exercice à un pourcentage prédéterminé par rapport au budget, selon les pratiques approuvées.



APPROVISIONNEMENTS

TPSGC fournit au gouvernement du Canada des services d'approvisionnement et des services communs connexes à valeur ajoutée qui sont pertinents et opportuns.

Nous sommes un fournisseur de services principal, et nous offrons à nos clients une vaste gamme de solutions en matière d'approvisionnement dans le but de leur garantir le meilleur rapport qualité-prix. Nous offrons à nos clients des services exhaustifs pour l'achat de biens et de services commerciaux complexes. Les achats touchent tous les produits allant des fournitures de bureau, en passant par les navires militaires, jusqu'aux systèmes de sécurité. Nous aidons à définir les besoins et à franchir rapidement et efficacement toutes les étapes du processus d'approvisionnement.

Dans le cadre de la prestation des services d'approvisionnement au meilleur rapport qualité-prix, en tant que partenaire stratégique de nos clients, nous :

- aidons les clients à définir leurs besoins et à choisir la méthode d'approvisionnement la plus efficace;
- gérons le processus d'appels d'offres au moyen du Système électronique d'appels d'offres du gouvernement et d'autres outils pour trouver la meilleure solution pour combler les besoins des clients;
- appuyons les clients en surveillant de près les relations entre le client et le fournisseur après l'attribution du contrat pour assurer une responsabilisation solide jusqu'à la clôture du contrat.

Plans et initiatives

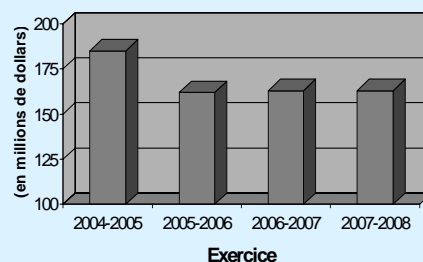
En tant qu'organisme principal qui effectue les achats pour l'ensemble du gouvernement du Canada et qui assure l'intégrité de la fonction d'approvisionnement et des activités connexes, TPSGC s'engage à faire des achats judicieux. L'initiative relative aux achats

Faits importants

- Est le plus grand acheteur public de produits et de services au Canada.
- Achète, chaque année, des produits et des services dont la valeur est supérieure à 10 milliards de dollars et gère environ 60 000 opérations, ce qui lui permet d'exercer une très grande influence sur l'efficacité des opérations de l'ensemble du gouvernement.
- Utilise la plus grande partie du budget d'approvisionnement pour l'achat de 40 catégories de produits.
- L'adoption d'un système d'achat simplifié au gouvernement fera diminuer le fardeau administratif de tous les ministères et organismes.

judicieux découle de plusieurs examens effectués depuis juillet 2003, particulièrement de l'Examen des achats de l'ensemble du gouvernement du secrétaire parlementaire entamé en décembre 2003 pour regrouper le pouvoir d'achat du gouvernement du Canada. Nous obtiendrons le meilleur rapport qualité-prix possible grâce à la mise en œuvre de nouvelles politiques pour profiter au

Dépenses nettes prévues



maximum des pratiques exemplaires en matière d'achats et à la transformation des éléments administratifs et opérationnels des achats de l'ensemble du gouvernement du Canada.

À condition d'obtenir le financement et les approbations nécessaires, TPSGC prévoit être en mesure de faire économiser 2,5 milliards de



dollars au gouvernement du Canada au cours des cinq prochaines années en diminuant de 10 % le coût des biens et des services achetés et de 10 % les coûts administratifs liés aux achats. Pour appuyer ces objectifs, nous réduirons de 50 % le temps de traitement des achats. Le fait de déléguer les achats décentralisés, soit la norme actuelle, en faveur

des achats en nombre coordonnés pourrait réduire la marge de manœuvre des gestionnaires. Toutefois, l'importance des économies susceptibles d'être produites, comme en fait foi le tableau « Économies à l'échelle du gouvernement dans le domaine des achats », semble justifier ce changement. Les dérogations seront surveillées de près.

Économies à l'échelle du gouvernement dans le domaine des achats (en millions de dollars)						
Secteurs d'économies possibles	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Total
Optimisation des offres à commandes	53	122	267	311	311	1 064
Réduction des prix dans le cadre des offres à commandes	6	29	228	361	370	994
Modernisation des services de voyage	-	50	80	115	130	375
Coûts liés aux systèmes et à l'administration	-	3	23	54	77	157
Économies totales	59	204	598	841	888	2 590
Investissements	(20)	(25)	(25)	(20)	-	(90)
Économies nettes dans le domaine des achats	39	179	573	821	888	2 500
<i>Remarque : Contributions à la réalisation d'économies : TPSGC – 10 %; Défense nationale – 33 % et autres ministères – 57 %.</i>						

Nous atteindrons ces objectifs en respectant les pratiques équitables du marché, sans toutefois compromettre nos engagements en matière de développement durable et de développement économique autochtone.

Nous prendrons aussi des dispositions pour que les petites et moyennes entreprises de toutes les régions du Canada continuent d'agir à titre de fournisseur de biens et de services au gouvernement du Canada.

Afin d'appuyer ces initiatives, il est proposé de modifier la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* pour conférer au ministre de TPSGC l'entière responsabilité de l'approvisionnement en produits et services; et de modifier la *Loi sur la gestion des finances publiques* de manière à autoriser TPSGC à s'engager à acheter une

quantité minimale de produits et services au nom du gouvernement. Les ministères seront tenus de recourir aux « offres à commandes » négociées par TPSGC, les éventuelles dérogations étant gérées au niveau central.

Pour faire progresser le changement, nous continuerons de déléguer la gestion des transactions individuelles pour nous orienter davantage vers une démarche de gestion stratégique plus globale, conformément aux mesures suivantes, afin de profiter des avantages des achats judicieux.

Examen des achats de l'ensemble du gouvernement – étape de la mise en œuvre
TPSGC gèrera tous les éléments approuvés des initiatives de transformation, dans le but de changer la manière dont l'ensemble du gouvernement du Canada effectue les achats.



Nous travaillerons en collaboration avec les gestionnaires des produits, nos spécialistes des ressources humaines ainsi que d'autres intervenants du gouvernement du Canada et du secteur privé pour tirer parti de la mise en œuvre des pratiques exemplaires suivantes :

- améliorer la planification des achats du gouvernement du Canada et les normaliser grâce à une meilleure gestion des produits;
- optimiser le pouvoir d'achat et l'efficacité du processus en rendant obligatoire l'utilisation des offres à commandes et des arrangements similaires;
- réaliser des économies d'échelle en utilisant une démarche générale pour gérer l'approvisionnement, au moyen du regroupement de l'offre et de la demande du gouvernement du Canada;
- simplifier les processus qui font appel au Marché en direct du gouvernement du Canada (MDGC) comme catalyseur.

Gestion des produits

La gestion des produits, une recommandation fondamentale de l'Examen des achats de l'ensemble du gouvernement, sera mise en œuvre en 2005-2006 au rythme de dix nouveaux produits pendant la première année, puis de cinq nouveaux produits pendant les sept années suivantes. Il s'agit d'une pratique exemplaire fondée sur la planification, l'achat et la gestion de biens, de services et de travaux de construction dans l'ensemble du gouvernement.

Les conseils sur la gestion de produits établiront des plans stratégiques pour l'achat de catégories uniques de biens et de services, en consultation avec tous les intervenants, y compris les représentants de l'industrie touchés. Les conseils détermineront l'équilibre à atteindre entre l'efficacité, l'efficacité et d'autres facteurs importants, y compris les répercussions sur les petites entreprises et les entreprises régionales et leurs possibilités.

Dans certains cas, les plans de gestion des produits tiendront compte du fait que les fournisseurs d'une industrie donnée sont souvent des petites entreprises locales et seront axés sur des techniques de passation de contrats adaptées à un tel marché. Dans d'autres cas, cela pourrait signifier que la meilleure option pour les citoyens canadiens consiste à attribuer des contrats importants à des grandes entreprises. Néanmoins, dans tous les cas, les plans de gestion des produits fourniront une méthode équilibrée pour assurer le meilleur rapport qualité-prix aux contribuables canadiens et des répercussions positives à long terme sur la croissance économique du Canada.

Afin d'en optimiser la valeur et le rendement, des pratiques et des processus de gestion des produits seront intégrés au MDGC. En consolidant, au cours des prochaines années, son pouvoir d'achat pour une gamme de biens et de services appartenant à quelque 40 groupes de produits différents, le gouvernement pourra réaliser des économies totalisant des centaines de millions de dollars d'ici cinq ans.

Approvisionnement électronique

Le MDGC, un service d'approvisionnement électronique novateur, est un instrument clé qui assure l'efficacité et la simplification des achats et qui permet à l'ensemble du gouvernement du Canada de réaliser des économies liées aux coûts et à l'approvisionnement. Les outils fournis dans le cadre du service tirent parti de la technologie de l'information et font la promotion de l'approvisionnement électronique en tant que manière rapide et plus économique de faire affaire, tout en conservant une transparence et une responsabilisation élevées.

Nous prévoyons lancer le service pour appuyer jusqu'à dix ministères clients en 2005-2006, en offrant des services d'approvisionnement électronique pour



environ dix produits. Au cours des prochaines années, le service sera offert à un plus grand nombre de ministères et d'organismes et d'autres produits seront offerts, ce qui permettra à l'ensemble du gouvernement du Canada de profiter d'avantages sur le plan des coûts et de l'administration. Pour en apprendre davantage sur le MDGC, veuillez consulter le Tableau 20 de la Section III.

Les autres améliorations liées à l'approvisionnement comprendront l'élimination, à compter du 1^{er} avril 2005, des frais mensuels pour le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement du Canada, qui est utilisé par les fournisseurs pour accéder aux transactions du gouvernement du Canada qui valent des milliards de dollars. Cette amélioration souligne l'engagement continu du gouvernement du Canada envers la prestation d'un accès équitable aux projets de marchés.

Initiative des services de voyage partagés (ISVP)

L'ISVP est une initiative conjointe de TPSGC et du Secrétariat du Conseil du Trésor dirigée par la Direction générale de l'intégration des services de TPSGC. Elle offre une gamme complète de services ministériels de gestion des voyages pour permettre au gouvernement du Canada d'économiser des centaines de millions de dollars au cours des prochaines années en ce qui a trait à sa facture annuelle de dépenses de voyage, qui s'élève à 1,3 milliard de dollars. Cette initiative offrira, dans un environnement informatique protégé, des services de réservation, de remboursement des dépenses, d'effets de paiement, de consultation et de soutien technique aux employés se déplaçant pour le compte de divers ministères et organismes.

En 2004-2005, la Direction générale des approvisionnements de TPSGC a mis à la disposition de tous les ministères du gouvernement du Canada une agence de voyage à service complet et un service de

cartes de voyage. De plus, elle a mis en œuvre des services de réservation en direct et de gestion du portail de voyage pour les employés de TPSGC. Ce portail permet aux voyageurs de mettre à jour leur profil, de faire une demande de numéro d'autorisation de voyage, d'accéder à l'outil de réservation en ligne, de faire part de leurs commentaires et d'obtenir de l'information sur les voyages. Les économies découlant des achats améliorés devraient comprendre la réduction des tarifs aériens ainsi que des tarifs liés à la location de voiture et à l'hébergement. La mise en œuvre entière de ces services devrait commencer à l'automne 2005.

Veuillez consulter le Tableau 17 de la Section III pour en apprendre davantage sur ce grand projet de l'État de TPSGC.

Approvisionnement écologique

TPSGC appuie aussi le programme du gouvernement du Canada pour la réforme en matière d'environnement. En tant que leader en matière d'approvisionnement responsable sur le plan de l'environnement, nous utilisons le pouvoir d'achat considérable du gouvernement du Canada pour faire progresser le marché des biens et des services écologiques. De cette manière, nous fournissons de nombreux outils et programmes, comme le Réseau des achats verts, qui encourage l'utilisation de pratiques écologiques pour les achats dans l'ensemble du gouvernement du Canada, et les séances de sensibilisation conçues pour informer les autres ministères des pratiques et des outils d'approvisionnement écologique.

Dans le discours du Trône d'octobre 2004, le gouvernement du Canada poursuit son engagement visant à « intégrer systématiquement le développement durable dans les processus décisionnels » en annonçant son intention de mettre en œuvre une politique fédérale sur l'approvisionnement écologique. Un groupe de travail interministériel, présidé par TPSGC, élabore à



l'heure actuelle la politique, qui devrait être présentée au Conseil du Trésor d'ici 2006.

Activités courantes

Dans le cadre de notre programme de transformation, nous intégrerons de nouveaux processus à nos pratiques actuelles et continuerons de fournir des services d'approvisionnement essentiels et un soutien à nos clients. Notre équipe d'approvisionnement élaborera et utilisera toutes les pratiques exemplaires disponibles, comme la gestion des contrats, l'assurance de la qualité des contrats et l'évaluation du rendement des fournisseurs, pour assurer l'intégrité et la responsabilisation continues et offrir le meilleur rapport qualité-prix au gouvernement du Canada et aux citoyens canadiens.

Par ailleurs, nous continuerons d'offrir des programmes de perfectionnement à nos ressources humaines pour leur permettre de surmonter les enjeux quotidiens auxquels elles sont confrontées dans le contexte d'approvisionnement actuel et les préparer aux changements qui seront apportés dans le cadre de notre programme de transformation.

Grâce au soutien continu que nous offrons aux clients et à la réalisation d'autres initiatives

visant le changement, TPSGC est en position favorable pour être reconnu largement en tant qu'organisme qui respecte des normes éthiques élevées, qui fournit des services d'approvisionnement efficaces de très grande qualité et qui exerce une saine intendance de l'argent des contribuables.

Activités

Les Approvisionnements de TPSGC comprennent quatre activités : les Services d'approvisionnement, le Fonds renouvelable des services optionnels et le Fonds renouvelable de la production de défense (qui n'est pas illustré ci-dessous, car aucune dépense n'est prévue à l'heure actuelle), à l'appui de l'objectif stratégique en matière de services de qualité, et l'Intendance des opérations d'approvisionnement, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de saine intendance. Les dépenses prévues pour ces activités sont indiquées dans le tableau financier ci-après. On trouve ensuite les tableaux des objectifs stratégiques, qui comprennent une description de chaque activité ainsi que l'énoncé des résultats et les indicateurs de rendement qui s'y rattachent.



Dépenses prévues - Approvisionnement

(en millions de dollars)

	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Crédit de fonctionnement et législatifs				
Services d'approvisionnement				
Dépenses brutes	197,0	167,8	168,9	169,1
Moins: Recettes disponibles	45,6	33,8	34,0	34,0
Ressources nettes	151,4	134,0	134,9	135,1
Intendance des opérations d'approvisionnement				
Dépenses brutes	44,2	35,3	35,6	35,6
Moins: Recettes disponibles	10,6	7,6	7,6	7,6
Ressources nettes	33,6	27,7	28,0	28,0
Fonds renouvelable des services optionnels				
Dépenses brutes	110,5	110,4	110,4	110,4
Moins: Recettes disponibles	110,5	110,4	110,4	110,4
Ressources nettes (fournies) utilisées	-	-	-	-
TOTAL APPROVISIONNEMENT	185,0	161,7	162,9	163,1
Dépenses brutes pour approvisionnement	351,7	313,5	314,9	315,1
Moins: Recettes disponibles pour approvisionnement	166,7	151,8	152,0	152,0
Dépenses nettes pour approvisionnement	185,0	161,7	162,9	163,1
<i>Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.</i>				
(ÉTP)				
Services d'approvisionnement - Équivalents temps plein (ÉTP)	1 745	1 725	1 735	1 736
Intendance des opérations d'approvisionnement - Équivalents temps plein (ÉTP)	353	327	330	330
Fonds renouvelable des services optionnels - (ÉTP)	76	76	76	76
Total Équivalents temps plein (ÉTP)	2 174	2 128	2 141	2 142
Les annonces du Budget 2005 pour les économies des achats et du 5% ne sont pas incluses dans ce tableau (voir tableau 1).				
L'écart dans les dépenses nettes entre les années fiscales 2004-2005 et 2005-2006, pour l'approvisionnement, est principalement attribuable à une réaffectation ministérielle de 14,4 millions de dollars pour les initiatives stratégiques et au financement de 2 millions de dollars reçu pour la mise en oeuvre d'un nouveau cadre financier applicable à la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne.				



Objectif stratégique : services de qualité

Services d'approvisionnement

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
Acheter des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada. Gérer le processus d'approvisionnement en aidant les clients à définir leurs besoins, à réaliser l'invitation à soumissionner et à évaluer et à négocier et à administrer les contrats. Gérer tous les aspects liés à l'approvisionnement des grands projets (d'une valeur supérieure à 100 M\$). Les bureaux régionaux mènent les activités d'approvisionnement de TPSGC dans l'ensemble du Canada. TPSGC dispose aussi de bureaux aux États-Unis et en Europe principalement pour combler les besoins de l'armée.	Prestation de services d'approvisionnement opportuns et efficaces aux autres ministères et organismes du gouvernement du Canada selon des niveaux de service accrus.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage de la diminution du coût des biens et des services. ▪ Pourcentage de la diminution du temps nécessaire aux transactions liées aux approvisionnements. ▪ Pourcentage de la diminution du coût des achats du gouvernement du Canada. ▪ Pourcentage des ministères clients satisfaits des services de TPSGC.

Fonds renouvelable des services optionnels

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
Fonds qui fournit des services spécialisés aux ministères clients, comme les inspections maritimes et les services techniques, la gestion des biens saisis, la gestion des voyages, les normes relatives au consensus et les services d'évaluation de la conformité. Fournir des services d'aliénation aux ministères clients. Fournir des vaccins et des médicaments au nom des provinces et des territoires.	Prestation de services abordables de bonne qualité aux ministères et aux organismes du gouvernement du Canada. Compensation du coût total de la prestation de services par les recettes.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recouvrement en tant que pourcentage du coût.

Fonds renouvelable de la production de défense

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
Fonds de dotation inutilisé à l'heure actuelle. Conservé pour l'achat de fournitures militaires en cas d'urgence.	Financement des achats de la défense en cas d'urgence selon le principe de la récupération des coûts.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recouvrement en tant que pourcentage du coût.



Objectif stratégique : saine intendance
 Intendance des opérations d'approvisionnement

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
<p>Politique d'approvisionnement, assurance de la qualité des contrats, perfectionnement professionnel, évaluation du rendement des fournisseurs et autres activités de gestion et d'administration pour appuyer l'exécution du programme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Satisfaction de la collectivité des approvisionnements par rapport à la prestation de conseils stratégiques, d'assurance de la qualité, de planification stratégique et de soutien des ressources humaines. ▪ Atteinte des objectifs ministériels concernant le perfectionnement professionnel. ▪ Accroissement des connaissances des employés du gouvernement du Canada sur le plan de l'approvisionnement écologique. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage des employés satisfaits. ▪ Pourcentage d'objectifs atteints concernant les langues officielles. ▪ Pourcentage d'investissement minimum en formation. ▪ Nombre de séances de sensibilisation offertes aux employés du gouvernement du Canada.

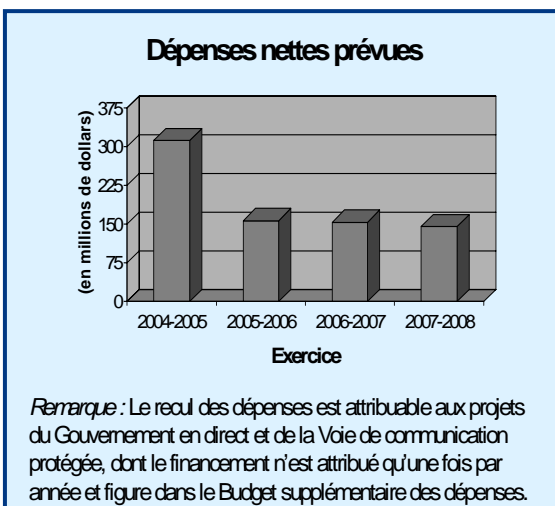


TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

TPSGC fournit, sur demande, des services d'infrastructure électronique et des services professionnels à tous les ministères et organismes dans les domaines des services de réseau et d'informatique, des télécommunications et du développement d'applications. De plus, nous assurons le leadership en ce qui a trait au soutien d'initiatives pangouvernementales comme la Voie de communication protégée (VCP), le renouvellement de la communauté de la gestion de l'information et de la technologie de l'information (GI-TI) et le Gouvernement en direct. De concert avec la Direction du dirigeant principal de l'information du Secrétariat du Conseil du Trésor, TPSGC agit à titre de leader en fournissant des services partagés de TI dans l'ensemble du gouvernement.

Plans et initiatives

TPSGC s'engage à apporter des améliorations essentielles à la manière dont le gouvernement gère sa technologie de l'information (TI). Cet objectif appuie les efforts ministériels et gouvernementaux visant à réaliser des économies touchant l'exécution des programmes et aura une incidence sur tous les



Faits importants

- Fournit l'infrastructure électronique, y compris la VCP du gouvernement du Canada et des services sécurisés, reliant plus de 132 ministères, organismes et sociétés d'État et permettant ainsi la prestation de services électroniques.
- Tient à jour le Site du Canada, auquel la population a accès en tout temps.
- Gère les Services d'annuaires gouvernementaux électroniques (SAGE), le principal annuaire électronique de tous les employés de la fonction publique (125 000 visites par jour, dont 64 % concernant le site public du SAGE).
- Produit, chaque année, 71 millions de chèques et 60 millions d'effets de non-paiement (p. ex. talons de chèque).

aspects des activités liées à la TI au cours de la période de planification.

Services partagés de TI

Le programme de TPSGC en matière de TI mettra l'accent sur la promotion des services partagés de TI dans le cadre de l'initiative pangouvernementale de regroupement des services et des systèmes de TI. Ce programme complétera la prestation continue des services aux ministères homologues dans les domaines des télécommunications, des réseaux et de l'informatique, de la gestion des applications et d'autres services professionnels. De cette façon, les ministères et les organismes pourront continuer de mettre en œuvre leurs programmes et leurs services, tandis que les activités de l'ensemble du gouvernement seront plus efficaces et plus économiques, grâce à des économies d'échelle et à la normalisation.

Pour profiter de ces occasions de services partagés, TPSGC a amorcé la transformation de ses activités liées à la TI, en mettant l'accent sur l'excellence de la prestation des services de GI-TI et les économies connexes. Grâce à cette collaboration et aux partenariats avec les intervenants, nous considérerons le gouvernement du Canada comme une entité de



prestation de services de GI-TI à l'échelle de l'organisation qui cherche à réduire la complexité technique et à accroître l'interopérabilité et l'échange d'information, tout en réalisant des économies d'échelle plus importantes. Cette démarche aidera à optimiser l'ensemble des dépenses en TI du gouvernement et à améliorer les services offerts aux citoyens canadiens.

L'objectif principal de l'année de planification consistera à élaborer des plans de mise en œuvre pour trois services communs clés : service commun d'informatique pour les postes de travail comprenant un bureau de service intégré, regroupement des centres de données et hébergement d'applications. Les ministères et les organismes pourront ainsi se concentrer sur l'exécution de leur mandat, tout en profitant des avantages de la normalisation et des économies d'échelle grâce aux services communs et partagés et de TI.

Le Système de gestion des dossiers, des documents et de l'information (SGDDI) a été lancé en tant que service partagé de TI en septembre 2004. Il constitue un élément essentiel à l'atteinte de l'objectif du gouvernement qui consiste à améliorer la collecte et l'harmonisation de l'information de grande qualité à l'appui de la transparence totale et de la prise de décisions éclairées et opportunes. TPSGC vise à faire adopter le SGDDI par un grand nombre de ministères clients, de sorte que, d'ici la fin de 2007, il y ait environ 100 000 licences actives et plus de 50 % des ministères et des organismes l'utilisent.

Gouvernement en direct (GED)

L'objectif initial du GED, qui consistait à offrir des services gouvernementaux en direct d'ici 2005, a largement été atteint. Pour la présente année de planification, l'objectif principal consiste à élaborer un plan de transition pour adapter le GED à la prochaine génération de prestation de services dans le cadre du programme de transformation de la

TI. Une évaluation sera effectuée pour déterminer si la stratégie globale du GED a atteint ses objectifs prévus.

La VCP se situe au cœur du programme de transformation de la TI et du plan de TPSGC pour la mise en œuvre du GED. La VCP fait partie de l'infrastructure de TI commune du gouvernement qui fournit aux citoyens et aux entreprises un accès protégé et confidentiel à tous les services gouvernementaux en direct. La VCP appuie la vision de la prestation de services pangouvernementale axée sur les clients, partout, en tout temps et dans les deux langues officielles. Pendant l'année de planification, nous mettrons l'accent sur la création d'un modèle de financement à long terme pour la VCP, l'accroissement de son utilisation dans l'ensemble du gouvernement, l'élargissement de la portée des offres de services pour les programmes (à l'extérieur et au sein du gouvernement) et l'étude de la possibilité de son utilisation par d'autres ordres de gouvernement. Pour obtenir plus de détails sur le GED et la VCP, consultez le Tableau 20 de la Section III.

Initiatives de transformation

Pendant la période de transition vers une entité de prestation de services de TI à l'échelle de l'organisation, TPSGC continuera de gérer de manière économique les exigences des ministères et des organismes concernant les services de télécommunications et d'informatique. De plus, TPSGC tentera de trouver des solutions permettant de réaliser des économies d'échelle en ce qui a trait à la conception de l'infrastructure de TI et aux services partagés, collaborera avec les Approvisionnements à l'amélioration de l'approvisionnement en biens et en services de GI-TI, simplifiera la prestation de services et gèrera des solutions commerciales novatrices à un nouveau prix concurrentiel pour les services de télécommunications. Les partenariats se poursuivront pour de nombreux grands projets pluriannuels comme le Marché en direct du gouvernement du Canada, la



modernisation des services de voyage du gouvernement, la modernisation des services et des systèmes de pensions et Service Canada. Un Programme d'amélioration de la gestion des services a également été établi de façon à ce que le Ministère jouisse d'une capacité en matière de TI lui permettant de diriger le gouvernement du Canada vers l'adoption du modèle d'entreprise pour les services partagés de TI. Les activités seront axées sur les ressources, les processus et la technologie, ainsi que les relations entre ces composantes et la capacité du Ministère, à titre de fournisseur de services de TI, à appuyer et à maintenir ces activités en optimisant la consolidation et les gains d'efficacité dans le contexte du nouveau programme de TI. Des architectures et des cadres relatifs aux normes pour les services communs de TI seront élaborés, un service de gestion des projets de TI sera créé pour appuyer les ministères et les organismes homologues.

Gestion des effectifs dans le cadre du nouveau programme de TI

De nouvelles exigences en matière de compétences, de nouveaux processus de gestion du changement ainsi que différentes démarches concernant l'organisation, la

gouvernance et les activités entraîneront le besoin de mettre davantage l'accent sur la gestion des effectifs. Nous travaillerons en vue d'améliorer le recrutement et le maintien en poste, le perfectionnement professionnel, la formation et le renouvellement des compétences pour appuyer le nouveau programme de TI. Ces objectifs seront atteints au moyen du perfectionnement professionnel et de la mise sur pied d'un cadre de gestion des ressources humaines pour la nouvelle organisation de services partagés de TI.

Activités

Le secteur d'activité Technologie de l'information comprend trois activités principales : les Services de GI-TI et le Fonds renouvelable des services de télécommunications, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de services de qualité du Ministère, et l'Intendance de la GI-TI, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de saine intendance. Les dépenses prévues pour ces activités sont indiquées dans le tableau financier ci-après. On trouve ensuite les tableaux des objectifs stratégiques, qui comprennent une description de chaque activité ainsi que l'énoncé des résultats et les indicateurs de rendement qui s'y rattachent.



Dépenses prévues - Technologie de l'information

(en millions de dollars)

	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Crédit de fonctionnement et législatifs				
Service de GI-TI				
Dépenses brutes	446,0	262,1	257,9	249,0
Moins: Recettes disponibles	156,7	128,2	127,7	127,8
Ressources nettes	289,3	133,9	130,2	121,2
Intendance de la GI-TI				
Dépenses brutes	19,3	25,8	25,9	25,9
Moins: Recettes disponibles	2,2	2,4	2,4	2,4
Ressources nettes	17,1	23,4	23,5	23,5
Fonds renouvelable des Services de télécommunications				
Dépenses brutes	134,2	137,9	147,3	147,3
Moins: Recettes disponibles	128,5	137,9	147,3	147,3
Ressources nettes (fournies) utilisées	5,7	-	-	-
TOTAL TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	312,1	157,3	153,7	144,7
Dépenses brutes pour technologie de l'information	599,5	425,8	431,1	422,2
Moins: Recettes disponibles pour technologie de l'information	287,4	268,5	277,4	277,5
Dépenses nettes pour technologie de l'information	312,1	157,3	153,7	144,7
<i>(ÉTP)</i>				
Service de GI-TI - Équivalents temps plein (ÉTP)	1 559	1 414	1 400	1 401
Intendance de la GI-TI - (ÉTP)	116	148	149	149
Fonds renouvelable des services de télécommunications - (ÉTP)	207	221	221	221
Total Équivalents temps plein (ÉTP)	1 882	1 783	1 770	1 771

Les annonces du Budget 2005 pour les économies des achats et du 5% ne sont pas incluses dans ce tableau (voir tableau 1).

L'importante diminution des dépenses nettes du crédit en 2005-2006 est principalement attribuable aux projets du gouvernement en direct (GED, Voie de communication protégée) et au Système de gestion des dossiers, des documents et de l'information (SGDDI). Le financement pour les projets du GED et de la Voie de communication protégée, est approuvé annuellement.



Objectif stratégique : services de qualité

Services de GI-TI

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
Les services de GI-TI fournissent au gouvernement du Canada des solutions fondées sur la GI et la TI. Ils fournissent aussi des services d'infrastructure, de leadership et de conception dans le cadre de grands projets pangouvernementaux.	Services et systèmes partagés utilisés par les clients du gouvernement.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de services partagés de TI mis en œuvre. ▪ Pourcentage des programmes du gouvernement appuyés directement par les services et les systèmes partagés de TI de TPSGC. ▪ Pourcentage des services de TI offerts par TPSGC qui sont des services partagés de TI. ▪ Pourcentage des dépenses en TI de TPSGC par rapport aux dépenses en TI de l'ensemble du gouvernement.

Fonds renouvelable des services de télécommunications

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
Les services de télécommunications fournissent des services de réseau et d'informatique, des services de télécommunications vocales, des services par satellite et des services gérés. Cette activité est la seule qui est actuellement gérée au moyen d'un fonds renouvelable entièrement compensatoire payé par les clients.	Fourniture de solutions commerciales novatrices à des prix concurrentiels aux ministères et aux organismes permettant la réalisation d'économies pour le gouvernement.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Seuil de rentabilité ou excédent dans le Fonds renouvelable. ▪ Niveau de participation des clients (pénétration du marché). ▪ Nouveaux services gérés dans le cadre du portefeuille du Fonds renouvelable.

Objectif stratégique : saine intendance

Intendance de la GI-TI

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
L'intendance de la GI-TI fournit des normes en matière de GI-TI, une architecture, une application technique, de la sécurité, une relation entre les clients, la gestion du programme de la Direction générale, une stratégie et une gouvernance.	Sain leadership touchant les ressources de GI-TI au sein du gouvernement.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage d'analyses de rentabilisation pour les services d'entreprise. ▪ Participation des clients aux analyses de rentabilisation.



RECEVEUR GÉNÉRAL ET RÉMUNÉRATION

TPSGC fournit les services du receveur général et s'occupe de la rémunération de la fonction publique. Les services du receveur général ont trait à la gestion des opérations du Trésor fédéral (notamment l'établissement des paiements et la perception des recettes pour les grands programmes du gouvernement), à la préparation des comptes publics et à la production de l'État mensuel des opérations financières du gouvernement. Grâce à sa fonction relative à la rémunération, TPSGC offre également à la fonction publique du Canada des services liés à la gestion de la paye, des avantages sociaux et des régimes de pension.

Plans et initiatives

Le receveur général (RG), qui est chargé d'assurer l'intégrité du Trésor et des Comptes publics du Canada, joue un rôle essentiel dans la préservation et l'accroissement de la confiance du public face à l'efficacité de la gestion financière du gouvernement. Dans le cadre de ses fonctions relatives au RG et à la rémunération de la fonction publique, TPSGC accorde une priorité absolue à la qualité de ses opérations et aux nouvelles approches qui permettent de renforcer l'intégrité. Les priorités de la période de planification à l'appui de cet objectif sont entre autres les suivantes :

Imagerie des chèques

L'imagerie des chèques est une initiative conjointe de tous les établissements financiers canadiens pour favoriser l'efficacité, la rapidité et la convivialité de l'accès à l'information relative aux chèques encaissés. Nous tirerons profit des possibilités offertes par cette initiative pour améliorer les mesures de prévention et de détection de la fraude que nous avons prises ainsi que pour simplifier et accélérer le processus de rapprochement des chèques encaissés.

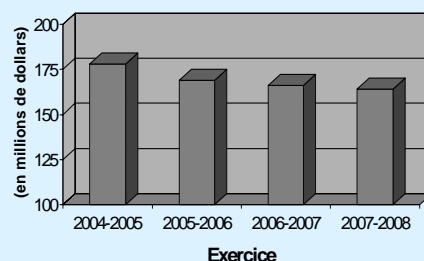
Faits importants

- Émet 226 millions de paiements dans près de 200 pays.
- Traite des mouvements de trésorerie équivalant à 1,3 billion de dollars.
- Émet des paiements au nom de sept provinces et de trois territoires dans le cadre d'initiatives conjointes avec des ministères fédéraux.
- Est le plus important administrateur de paies et de pensions au Canada.
- Fournit des services liés à 292 000 comptes de paie ainsi qu'à 322 000 comptes de pension gouvernementaux.
- Émet environ 13 millions de chèques de paie et de pension chaque année.

Méthodes de modernisation et d'amélioration de l'établissement des rapports sur les comptes publics

Nous explorerons les méthodes possibles de modernisation et d'amélioration de l'établissement des rapports sur les comptes publics. Notre objectif est d'améliorer la qualité et la disponibilité des documents sur la gestion des dépenses.

Dépenses nettes prévues



Dépôt direct

Le dépôt direct permet d'offrir aux bénéficiaires un service plus fiable, plus pratique et plus sûr que les chèques. Ce moyen fait économiser près de 100 millions de dollars par année à la population canadienne. En collaboration avec les ministères chargés de programmes, nous offrirons aux bénéficiaires résidant à l'extérieur du Canada et des États-



Unis la possibilité de faire déposer directement leurs paiements émis par le RG. En plus de bénéficier des avantages actuellement offerts aux résidents du Canada, ces bénéficiaires profiteront d'un meilleur taux de change au moment de la conversion de leurs paiements du gouvernement dans la devise du pays.

Infrastructure à l'appui de la fonction du RG à titre de fondement

En tirant profit de l'infrastructure à l'appui de la fonction du RG, les ministères auront plus rapidement et plus facilement accès à de l'information qui leur permettra de répondre aux demandes de renseignements. Nous mettrons sur pied un centre d'expertise en matière de gestion des documents électroniques, qui offrira des services d'imagerie, d'entreposage et d'extraction.

Modernisation des systèmes et des processus de rémunération

Le besoin de remplacer nos systèmes de paye et de pensions, qui sont âgés de 30 ans, donne aussi la possibilité de moderniser la fonction de TPSGC relative à la rémunération. Les systèmes actuels sont fondés sur une technologie désuète, et leur exploitation repose sur l'expertise d'employés qui prendront leur retraite au cours des prochaines années. De plus, les coûts liés à la maintenance de ces systèmes sont élevés, et ces derniers limitent notre capacité à fournir des services modernisés aux ministères et aux organismes clients ainsi qu'aux employés et aux gestionnaires. Le remplacement des systèmes entraînera la modernisation des fonctions et des processus, qui seront largement axés sur le libre-service. Ces fonctions et ces processus modernisés faciliteront la mise en œuvre des systèmes et des services partagés dans l'ensemble du gouvernement.

Projet de modernisation des services et des systèmes de pensions

Le Projet de modernisation des services et des systèmes de pensions, qui sera réalisé sur une période de huit ans, permettra d'offrir aux cotisants actifs, aux pensionnés, aux employeurs, aux promoteurs et aux administrateurs des services d'administration des pensions s'inspirant des meilleures pratiques (*pour prendre connaissance de tous les détails de ce projet, le lecteur est prié de consulter la section III du tableau 17*).

Centralisation des services de pensions

La centralisation des services de pensions actuellement fournis par divers ministères et organismes permettra de réaliser des économies, d'améliorer les processus administratifs et d'offrir des services améliorés aux clients de TPSGC de l'ensemble du gouvernement. Les services de pensions seront centralisés à Shediac, au Nouveau-Brunswick.

Amélioration des systèmes de paye actuels

En plus de procéder à la modernisation de nos systèmes de pensions, nous envisageons la modernisation de nos services, systèmes et processus administratifs liés à la paye. Vu la longue période sur laquelle s'étendra la modernisation de nos systèmes, nous continuons d'améliorer notre infrastructure et nos processus en place. Par exemple, nos initiatives Web futures permettront à tous les fonctionnaires de consulter en direct leurs relevés de pension et d'avantages sociaux collectifs ainsi que leurs états des gains. De plus, ils pourront commencer, modifier ou arrêter certaines retenues salariales, par exemple celles qui ont trait aux obligations d'épargne du Canada.

TPSGC tire également profit de la technologie actuelle; au cours du présent exercice, nous permettrons aux conseillers en rémunération de l'ensemble du gouvernement d'accéder à certains rapports disponibles sur le Web. Cet accès plus rapide aux données de vérification



sur la paye favorisera l'augmentation du nombre de paiements versés par dépôt direct. De ce fait, nous réduirons considérablement la quantité de papier que nous utilisons et apporterons une contribution directe à l'objectif d'écologisation des opérations gouvernementales. Nous collaborons également avec l'Agence du revenu du Canada afin de l'aider à concrétiser son initiative sur le renouvellement de la rémunération et à accroître sa capacité en matière de paye de façon à ce qu'elle puisse offrir un service intégral de bout en bout à partir de son propre environnement technique.

Activités

Le receveur général compte cinq activités de programme : les Services du receveur général et la Rémunération de la fonction publique, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de services de qualité, ainsi que l'Intendance du receveur général, l'Intendance de la paye de la fonction publique et l'Intendance des pensions de la fonction publique, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de saine intendance. Les dépenses prévues pour ces activités sont indiquées dans le tableau financier ci-après. On trouve ensuite les tableaux des objectifs stratégiques, qui comprennent une description de chaque activité ainsi que l'énoncé des résultats et les indicateurs de rendement qui s'y rattachent.



Dépenses prévues - Receveur général et rémunération

(en millions de dollars)

	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Crédit de fonctionnement (incluant affectation à but spécial) et législatifs				
Services du receveur général				
Dépenses brutes	14,5	10,3	10,4	10,4
Moins: Recettes disponibles	5,0	1,3	1,3	1,3
Ressources nettes	9,5	9,0	9,1	9,1
Intendance du receveur général				
Dépenses brutes	129,4	126,1	126,7	126,8
Moins: Recettes disponibles	14,3	12,3	12,7	12,7
Ressources nettes	115,1	113,8	114,0	114,1
Rémunération de la fonction publique				
Dépenses brutes	4,1	3,6	2,8	2,8
Moins: Recettes disponibles	2,7	2,3	1,7	1,7
Ressources nettes	1,4	1,3	1,1	1,1
Intendance de la paye de la fonction publique				
Dépenses brutes	37,5	29,1	28,8	28,8
Moins: Recettes disponibles	7,3	3,8	3,9	3,9
Ressources nettes	30,2	25,3	24,9	24,9
Intendance des pensions de la fonction publique				
Dépenses brutes	70,6	68,1	58,4	44,9
Moins: Recettes disponibles	48,6	48,7	41,2	29,7
Ressources nettes	22,0	19,4	17,2	15,2
TOTAL RECEVEUR GÉNÉRAL ET RÉMUNÉRATION	178,2	168,8	166,3	164,4
Dépenses brutes pour receveur général et rémunération	256,1	237,2	227,1	213,7
Moins: Recettes disponibles pour receveur général et rémunération	77,9	68,4	60,8	49,3
Dépenses nettes pour receveur général et rémunération	178,2	168,8	166,3	164,4
<i>Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.</i>				
				(ÉTP)
Service du receveur général - Équivalents temps plein (ÉTP)	63	50	51	51
Intendance du receveur général - (ÉTP)	456	516	519	519
Rémunération de la fonction publique - (ÉTP)	52	49	44	44
Intendance de la paye de la fonction publique - (ÉTP)	388	376	377	377
Intendance des pensions de la fonction publique - (ÉTP)	731	763	704	567
Total Équivalents temps plein (ÉTP)	1 690	1 754	1 695	1 558

Les annonces du Budget 2005 pour les économies des achats et du 5% ne sont pas incluses dans ce tableau (voir tableau 1).

On observe une diminution des ressources, principalement dans le secteur de la Rémunération. Cette baisse entre 2004-2005 et 2005-2006, est principalement due à la diminution du financement provenant du CT pour la Réforme de la Classification; des re-allocations internes pour des investissements stratégiques et au changement du taux du régime d'avantages sociaux des employés (RASE). La diminution de 2005-2006 à 2006-2007 résulte de la réduction progressive du financement du projet de Réforme de la Classification ainsi que du changement du taux du RASE. Ce dernier, explique également la légère variation démontrée en 2007-2008.

En 2004-05, les ÉTP furent sous-utilisés en raison du plafond de la masse salariale et des restrictions concernant l'embauche, incluant celle des stagiaires. La diminution reflétée entre 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 est due au financement du CT pour l'Administration des Pensions de retraite qui n'a pas encore été approuvé. Une fois approuvé, le niveau de ÉTP se rapprochera de celui de 2005-2006.



Objectif stratégique : services de qualité

Services du receveur général

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
Maintenir les opérations associées au système ministériel de gestion financière. Fournir aux ministères des services optionnels d'imagerie documentaire. Fournir des services optionnels d'impression liés aux paiements, par exemple pour les relevés d'impôt et les états des gains.	Les services du receveur général sont fournis de façon efficace, en temps voulu et selon les normes de service établies.	<p>Système ministériel de gestion financière :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage de disponibilité du système durant les heures de pointe mensuelles. ▪ Pourcentage d'opérations dont le délai de réponse moyen est de moins de 5 secondes. <p>Services d'impression liés aux paiements :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage d'articles publiés selon le calendrier.

Rémunération de la fonction publique

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
Administrer les processus liés à la paye, aux pensions, à l'assurance-maladie et à l'assurance-invalidité pour le compte des fonctionnaires et des pensionnés de la fonction publique. Fournir des services de pensions au ministère de la Défense nationale.	Diffusion en temps voulu des communications à l'intention des fonctionnaires et des pensionnés de la fonction publique au moyen d'encarts. Administration des pensions des pensionnés des Forces canadiennes.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage des encarts distribués selon les exigences du promoteur. ▪ Pourcentage des interventions de pension effectuées selon les niveaux de service.



Objectif stratégique : saine intendance

Intendance du receveur général

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
Maintenir des services de soutien de haute qualité en ce qui a trait au Trésor et aux comptes du Canada (perception des recettes, opérations de gestion de trésorerie, services de paiements, comptes publics, État mensuel des opérations financières et comptes centraux).	Préservation de l'intégrité du Trésor et des comptes du Canada. Exécution efficace des fonctions essentielles à la santé et à la sécurité financières du public canadien.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Production des états mensuels dans une moyenne annuelle de 25 jours ouvrables suivant la fin du mois. ▪ Production en temps voulu des comptes publics en fonction du calendrier établi. ▪ Pourcentage de paiements émis selon les normes. ▪ Pourcentage d'autorisations quotidiennes données à la Banque du Canada pour toutes les sorties de fonds du Trésor, conformément au calendrier. ▪ Pourcentage de rapprochement des dépôts avec les crédits du receveur général réalisé dans les deux jours ouvrables. ▪ Pourcentage de rapprochement des chèques réalisé dans les 24 heures.

Intendance de la paye de la fonction publique

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
Administrer les processus liés à la paye, à l'assurance-maladie et à l'assurance-invalidité pour le compte des fonctionnaires et des pensionnés de la fonction publique.	Intégrité de l'administration de la paye et des avantages sociaux.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise à jour en temps opportun des feuilles de paye du gouvernement. ▪ Fiabilité des systèmes. ▪ Précision de la mise en œuvre des changements apportés aux conventions collectives et aux politiques. ▪ Intégrité du modèle de prestation des services de paye de l'Agence du revenu du Canada au moyen de la plate-forme SAP.

Intendance des pensions de la fonction publique

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
Administrer les processus relatifs aux pensions pour le compte des pensionnés de la fonction publique.	Intégrité de l'administration des pensions.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Surveillance de la qualité des premiers paiements émis. ▪ Fiabilité des systèmes. ▪ Précision de la mise en œuvre des changements apportés aux politiques.



SERVICE D'INFORMATION DU GOUVERNEMENT

TPSGC s'engage à améliorer les principaux programmes et services de communication du gouvernement et à assurer la prestation de services communs de grande qualité. Il entend respecter son engagement visant la prestation de voies d'accès multiples à l'information sur les programmes et les services du gouvernement en faisant la promotion de ces voies d'accès et en coordonnant les programmes du gouvernement du Canada en matière de publicité, de recherche sur l'opinion publique et d'expositions.

Voici les principaux programmes et services d'information du gouvernement :

- la ligne sans frais 1 800 O-Canada;
- le site Web du Canada (www.canada.gc.ca);
- la Gazette du Canada;
- Les Éditions du gouvernement du Canada et le Programme des services de dépôt;
- *Publiservice* (le réseau intranet du gouvernement du Canada);
- les droits d'auteur de la Couronne;
- le suivi électronique des médias;
- le site Web des Publications du gouvernement du Canada (librairie électronique);
- la coordination à l'échelle du gouvernement de la recherche sur l'opinion publique;
- le programme d'activités publicitaires (orientation liée à la publicité, planification, conseils et formation à l'intention des établissements fédéraux);
- le Programme des expositions;
- l'élaboration de campagnes et de produits de publicité et de marketing pluriministériels (Marketing et Publicité, Services du gouvernement).

Plans et initiatives

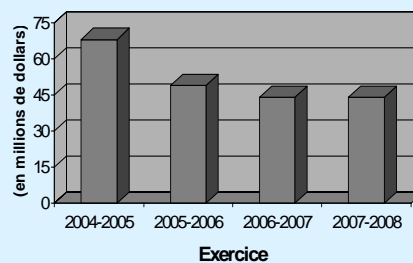
TPSGC exercera un leadership ministériel et opérationnel en ce qui a trait aux programmes, aux systèmes et aux processus de communication à l'échelle du gouvernement conçus dans le but d'assurer la diffusion

Faits importants

- Répond chaque jour à plus de 5 000 appels par l'intermédiaire de la ligne sans frais 1 800 O-Canada.
- Répond chaque année à plus de 53 millions de demandes de page et de 140 000 courriels par l'intermédiaire du site Canada.gc.ca et des portails du gouvernement du Canada.
- Nos canaux d'accès public figurent parmi les mieux cotés du monde entier depuis plusieurs années consécutives.
- Depuis 2000, l'exposition du Pavillon du Canada s'est rendue dans toutes les provinces et a été vue par plus de cinq millions de visiteurs.
- Les Canadiennes et les Canadiens visitent quotidiennement entre 3 000 et 5 000 pages du site de la Gazette du Canada.
- Le site Web des Publications du gouvernement du Canada contient plus de 100 000 titres.

exacte et opportune de renseignements objectifs et exhaustifs aux citoyens canadiens. En outre, TPSGC a l'intention de réaliser des gains d'efficacité liés aux communications qui font preuve d'une saine intendance et d'assurer la prestation de services de qualité dans l'ensemble du gouvernement en partageant le savoir-faire et en élaborant des cadres, des plans et des pratiques exemplaires relativement aux programmes et aux services de communication du gouvernement.

Dépenses nettes prévues



TPSGC continuera de s'assurer que toutes les recommandations du Rapport de la vérificatrice générale sur les activités de



publicité et de recherche sur l'opinion publique de novembre 2003 sont gérées et prises en compte.

Tout en assumant ses responsabilités législatives et obligatoires liées à la politique, TPSGC respectera les priorités suivantes au cours de l'exercice financier 2005-2006 :

Présentation de services d'information de qualité aux citoyens canadiens et au gouvernement du Canada

- TPSGC consultera les clients et les intervenants en vue de cerner les améliorations continues à apporter aux services d'accès multivoies.
- Nous renforcerons la capacité de coordination interne de la publicité et du savoir-faire.
- Le Ministère mettra en œuvre une stratégie de recherche sur l'opinion publique qui sera harmonisée avec la Politique révisée en matière de communications du gouvernement du Canada et les recommandations du Rapport de la vérificatrice générale de novembre 2003.

Prestation d'un service central commun au moyen du partage des connaissances et du savoir-faire

Tout en ayant comme objectif d'assurer une saine intendance, un leadership éthique et la prestation de services de qualité dans l'ensemble du gouvernement, TPSGC a l'intention de développer sa capacité interne et de faire preuve de leadership auprès des communicateurs du gouvernement du Canada en partageant l'information et les connaissances au moyen d'activités d'apprentissage et de réseautage.

Activités

Le service d'information du gouvernement de TPSGC comprend deux activités : les Services d'information du gouvernement, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de services de qualité du Ministère, et l'Intendance de l'information du gouvernement, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de saine intendance. Les dépenses prévues pour ces activités sont indiquées dans le tableau financier ci-après. On trouve ensuite les tableaux des objectifs stratégiques, qui comprennent une description de chaque activité ainsi que l'énoncé des résultats et les indicateurs de rendement qui s'y rattachent.



Dépenses prévues - Information du gouvernement

(en millions de dollars)

	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Crédits de fonctionnement, de subventions et contributions et législatifs				
Services d'information du gouvernement				
Dépenses brutes	60,5	54,1	49,6	49,6
Moins: Recettes disponibles	14,8	22,7	22,7	22,7
Ressources nettes	45,7	31,4	26,9	26,9
Intendance de l'information du gouvernement				
Dépenses brutes	23,2	18,7	18,5	18,5
Moins: Recettes disponibles	1,2	1,1	1,1	1,1
Ressources nettes	22,0	17,6	17,4	17,4
TOTAL INFORMATION DU GOUVERNEMENT	67,7	49,0	44,3	44,3

Dépenses brutes pour information du gouvernement	83,7	72,8	68,1	68,1
Moins: Recettes disponibles pour information du gouvernement	16,0	23,8	23,8	23,8
Dépenses nettes pour information du gouvernement	67,7	49,0	44,3	44,3

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

(ÉTP)

Services d'information du gouvernement - Équivalents temps plein (ÉTP)	319	242	243	243
Intendance de l'information du gouvernement - (ÉTP)	88	229	230	230
Total Équivalents temps plein (ÉTP)	407	471	473	473

Les annonces du Budget 2005 pour les économies des achats et du 5% ne sont pas incluses dans ce tableau (voir tableau 1).

Le pouvoir total de dépenser de l'Information du gouvernement provient des ressources allouées par le Parlement à TPSGC et des recettes recouvrées pour services rendus à d'autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'à des organismes externes (c-à-d e. recettes disponibles). La diminution importante des dépenses brutes débutant en 2005-2006, découle de l'élimination progressive du financement pour le Programme des expositions du Gouvernement du Canada et pour le Programme des services gouvernementaux de marketing et de publicité, qui prennent fin le 31 mars 2005. Le financement de certains autres programmes prendra fin le 31 mars 2006. Les recettes disponibles pour les années futures ne reflètent pas les prévisions de l'année courante. Le volume d'affaires a diminué dû à de multiples facteurs et les dépenses des années futures se rapprocheront aux dépenses prévues en 2004-2005.



Objectif stratégique : services de qualité

Services d'information du gouvernement

Activité	Résultats	Indicateur de rendement
Gestion de la plate-forme de communication du gouvernement du Canada en fournissant des voies d'accès multiples à l'information sur les programmes et les services du gouvernement (par l'entremise de la ligne sans frais 1 800 O-Canada, du site Web canada.gc.ca et de la Gazette du Canada), en faisant la promotion des programmes et des services du gouvernement (par l'entremise de l'initiative Marketing et Publicité, Services du gouvernement, et du Programme des expositions) et en coordonnant les communications du gouvernement du Canada (dans les domaines de la publicité, de la recherche sur l'opinion publique et du droit d'auteur de la Couronne.	Prestation efficace et économique d'information au sujet des programmes et des services du gouvernement du Canada au moyen d'une vaste gamme de voies et de services de communications pouvant être obtenus d'une façon juste et transparente.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Pourcentage de citoyens canadiens interrogés qui ont indiqué que l'information du gouvernement est facile à trouver.

Objectif stratégique : saine intendance

Intendance de l'information du gouvernement

Activité	Résultats	Indicateur de rendement
Les activités d'intendance de l'information du gouvernement assurent une gestion, une coordination et une surveillance stratégiques à l'échelle du gouvernement dans les domaines de la publicité, de la recherche sur l'opinion publique, des expositions, de l'accès public à l'information en ligne, de l'édition, de l'administration du droit d'auteur de la Couronne et du suivi électronique des médias. Ces activités sont décrites en détail dans la Politique sur les communications du gouvernement du Canada et ses procédures connexes.	Saine gestion financière, transparence et responsabilisation en ce qui a trait aux services d'information du gouvernement fournis du point de vue de l'ensemble du gouvernement.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Pourcentage de fonctionnaires interrogés qui ont indiqué être au courant de la fonction centrale et de la conformité aux politiques et aux procédures liées à la communication de l'information du gouvernement.



INTÉGRATION DES AFFAIRES

TPSGC a mis sur pied un service d'intégration des affaires pour servir de principal intermédiaire avec les autres ministères. Ce service est responsable de l'intégration des services du Ministère à l'échelle nationale et de la prestation des services à l'échelle régionale. Le principal objectif consiste à établir des relations de collaboration bien développées entre TPSGC et les autres ministères. Cette mesure permettra à TPSGC de mieux harmoniser ses services et ses programmes de façon à mieux répondre aux besoins des clients tout en atteignant les meilleurs résultats au profit de la population canadienne.

Le service d'intégration des affaires jouera également un rôle de premier plan pour assurer la transition harmonieuse des services au fur et à mesure que des initiatives de renouvellement stratégique sont mises en œuvre à l'échelle du gouvernement. Les communications efficaces, la planification et la gestion des attentes sont des éléments essentiels à la promotion du programme de transformation du Ministère. Grâce aux efforts déployés par les équipes d'intégration des services spécialisées oeuvrant à l'échelle du pays, TPSGC travaille avec tous les organismes et ministères fédéraux à la préparation de stratégies et de plans pour faire face aux ambitieux changements qui sont en cours.

À l'interne, on collaborera de façon plus étroite à TPSGC pour intégrer les services offerts aux organismes et aux ministères clients.

Plans et initiatives

TPSGC a déterminé que l'intégration des affaires et des services offerts constitue un élément clé contribuant à l'atteinte des objectifs stratégiques liés à son programme de transformation. À cette fin, on travaille à la réalisation des initiatives suivantes :

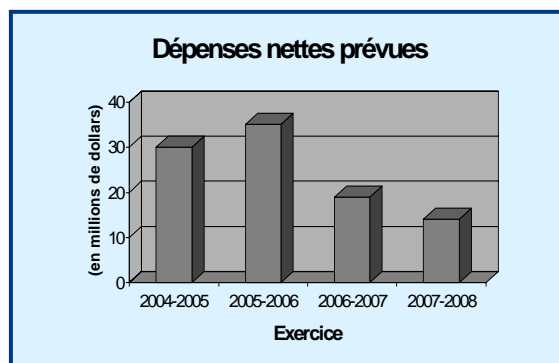
Faits importants

- Répond, en tout temps, à plus de 1 200 appels par jour par l'intermédiaire du Centre national d'appels de service.
- Gère les relations avec les clients pour plus de 100 ministères et organismes fédéraux.
- Traite annuellement plus de 60 000 enquêtes de sécurité sur le personnel.

Progression de l'initiative Les prochaines étapes

TPSGC a mis en place des plans et des stratégies détaillées pour faire participer les ministères clients au développement d'initiatives qui auront une incidence sur leur organisation et sur les programmes qu'ils offrent.

Compte tenu que les équipes d'intégration des services travaillent en étroite collaboration avec les organismes et les ministères clients, des renseignements d'affaires sont recueillis et partagés à l'échelle du Ministère. Ces renseignements sont intégrés dans le processus de planification stratégique à l'échelle de



TPSGC pour faire en sorte que la prestation de services reflète les besoins des clients.

Engagement et gestion des relations avec les clients (GRC)

TPSGC joue un rôle déterminant dans le développement d'une expertise et de mécanismes servant à déterminer les stratégies, les plans et les besoins en matière



de services des autres ministères. En nous appuyant sur les relations établies entre les équipes d'intégration des services et les personnes-ressources des ministères clients, nous continuons de miser sur nos activités de mise en marché, d'étendre leur portée et de développer des stratégies clientes personnalisées en matière d'engagement et de partenariat. Ces stratégies exposent les priorités opérationnelles des ministères clients et présentent la stratégie adoptée par TPSGC pour l'examen de ces priorités dans le cadre du programme de transformation.

Initiative des services de voyage partagés (ISVP)

L'ISVP, une initiative conjointe de TPSGC et du Secrétariat du Conseil du Trésor, est dirigée par la Direction générale de l'intégration des services (DGIS) de TPSGC. Elle offre un portefeuille complet de services ministériels de gestion de voyage visant à réduire de centaines de millions de dollars au cours des prochaines années, la facture annuelle des frais de déplacement, qui s'élève à 1,3 milliard de dollars. Pour de plus amples renseignements sur cet important grand projet de l'État de TPSGC, consultez le Tableau 17 de la section III.

Frais et répertoires de services normalisés

En appui aux options de service de qualité offertes au gouvernement, TPSGC continuera de développer un répertoire de services normalisés et des frais connexes pour les organismes et les ministères clients. Le répertoire fournira aux autres organisations la liste complète des services offerts par TPSGC et il donnera un aperçu des coûts associés à la prestation de chacun de ces services. En plus de favoriser la transparence, cette mesure permettra aux organismes et aux ministères clients de prendre des décisions stratégiques éclairées par rapport aux choix qui s'offrent à

eux pour appuyer la réalisation de leur programme.

Sécurité industrielle

TPSGC est responsable de la prestation de services qui assurent la protection des biens et des renseignements protégés et classifiés du gouvernement fédéral qui sont confiés à des organisations nationales et internationales du secteur privé. Ce service vient appuyer les priorités du gouvernement du Canada en matière de lutte contre le terrorisme, de sécurité publique, d'anti-prolifération et de sécurité mondiale au moyen de la gestion de l'examen, de la possession et du transfert de certaines marchandises contrôlées au Canada et en faisant en sorte que les personnes non autorisées n'aient pas accès à ces marchandises.

Activités

L'Intégration des affaires comprend trois activités : le Service d'intégration des affaires, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de services de qualité, l'Intégration des opérations – gestion du rendement, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de saine intendance et l'Intégration des affaires – gestion des relations avec les clients, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de saine gestion. Les coûts liés à l'Intégration des affaires – gestion des relations avec les clients, ont été réaffectés et se retrouvent dans les autres activités de programme du Ministère; c'est la raison pour laquelle cette activité ne figure pas dans le tableau financier ci-dessous. Les dépenses prévues pour ces activités sont indiquées dans le tableau financier ci-après. On trouve ensuite les tableaux des objectifs stratégiques, qui comprennent une description de chaque activité ainsi que l'énoncé des résultats et les indicateurs de rendement qui s'y rattachent.



Dépenses prévues - Intégration des affaires

(en millions de dollars)

	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Crédit de fonctionnement et législatifs				
Service d'intégration des affaires				
Dépenses brutes	29,3	32,1	16,1	11,3
Moins: Recettes disponibles	4,7	3,3	3,2	3,2
Ressources nettes ^(Note 1)	24,6	28,8	12,9	8,1
Intégration des affaires : gestion du rendement ^(Note 1)				
Dépenses brutes	39,9	43,3	43,3	43,3
Moins: Recettes disponibles	34,2	37,6	37,6	37,6
Ressources nettes	5,7	5,7	5,7	5,7
TOTAL INTÉGRATION DES AFFAIRES	30,3	34,5	18,6	13,8
Dépenses brutes pour intégration des affaires	69,2	75,4	59,4	54,6
Moins: Recettes disponibles pour intégration des affaires	38,9	40,9	40,8	40,8
Dépenses nettes pour intégration des affaires	30,3	34,5	18,6	13,8
				(ÉTP)
Service d'intégration des affaires - Équivalents temps plein (ÉTP)	150	124	120	120
Intégration des opérations : gestion du rendement - (ÉTP)	466	459	459	459
Total Équivalents temps plein (ÉTP)	616	583	579	579

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

Les annonces du Budget 2005 pour les économies des achats et du 5% ne sont pas incluses dans ce tableau (voir tableau 1).

Note 1: Les montants reflètent des recouvrements internes qui ne peuvent pas être alloués aux autres activités de programme.

Le pouvoir total de dépenser de l'intégration des affaires provient des ressources allouées par le Parlement à TPSGC et des fonds recouverts pour services rendus à d'autres ministères et organismes fédéraux. Ces derniers représentent environ 14% du pouvoir total de dépenser du secteur d'activité et proviennent d'accords conclus selon le principe de la rémunération des services. La plupart de ces recettes proviennent de l'initiative des services partagés. L'initiative des services de voyage partagés est la raison principale pour laquelle on note des écarts dans les dépenses nettes au cours des années. Les montants inclus sont les suivants: 12,6 millions de dollars en 2004-2005, 20,1 millions de dollars en 2005-2006 incluant un report de fonds de 18,8 millions de dollars de l'année précédente et 4,6 millions de dollars en 2006-2007 ainsi que pour les années futures.



Objectif stratégique : services de qualité

Service d'intégration des affaires

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
<p>L'établissement et le développement d'occasions liées aux processus et aux activités stratégiques pour intégrer les services offerts par TPSGC et pour tirer profit des économies d'échelle avec les autres ministères, le gouvernement du Canada et tous les autres organismes et organisations intergouvernementaux, y compris les régions.</p>	<p>Une organisation qui favorise :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ un environnement harmonisé; ▪ un meilleur accès aux services de TPSGC; ▪ une meilleure communication avec les collègues du Ministère et les autres ministères; ▪ un nombre accru d'initiatives horizontales; ▪ une valeur ajoutée pour les ressources utilisées. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le nombre de points d'accès pour les services. ▪ Le temps consacré aux consultations avec les directions générales de programme et les autres ministères. ▪ Rapport coût-efficacité et économies découlant des initiatives internes. ▪ Rapport coût-efficacité et économies découlant des initiatives externes.



Objectif stratégique : saine intendance
 Intégration des opérations – Gestion du rendement

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
<p>Établir les attentes en matière de services à la clientèle et surveiller le rendement global de TPSGC quant aux services. On fera en sorte que la satisfaction des clients est mesurée efficacement et participera au processus de réflexion pour les initiatives des directions générales et des organismes de service spéciaux portant sur l'amélioration des processus de niveau stratégique.</p>	<p>Une organisation qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ a un cadre judicieux axé sur les résultats mettant à contribution le Cadre de responsabilisation de gestion (CRG); ▪ agit dans le meilleur intérêt du ministère, de ses directions générales de programme, des autres ministères et des citoyens canadiens; ▪ a des processus et un cadre intégrés d'assurance de la qualité; ▪ fait en sorte que tous les services offerts aux citoyens canadiens soient économiques et opportuns. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de protocoles d'entente et d'accords de niveaux de service intégrés. ▪ Nombre d'accords de niveau de service avec les directions générales de programme. ▪ Niveau de satisfaction de la clientèle. ▪ Pourcentage de répertoires de services développés avec des grilles tarifaires et des mesures de rendement à l'appui. ▪ Pourcentage d'éléments du CRG qui sont conformes. ▪ Pourcentage de grilles tarifaires développées.



Objectif stratégique : saine gestion

Intégration des affaires – Gestion des relations avec les clients (GRC)

Activité	Résultats	Indicateurs de rendement
<p>La gestion stratégique des relations avec les clients à l'échelle de l'organisation, en ayant pour objectif d'atteindre des niveaux élevés de satisfaction de la clientèle durable grâce aux moyens les plus efficaces possible, dont des mesures du rendement effectuées régulièrement. La GRC mettra l'accent sur une stratégie qui fait appel à la technologie afin d'accroître les gains d'efficacité pour les contribuables et le gouvernement du Canada.</p>	<p>Une organisation qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ est axée sur les clients; ▪ a un cadre intégré de GRC; ▪ a une culture d'entreprise favorisant les comportements et les valeurs éthiques et qui renforce cette culture. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage du cadre de GRC qui est développé. ▪ Pourcentage du cadre de GRC qui est mis en œuvre. ▪ Pourcentage de la formation en matière d'éthique qui est terminée.



ORGANISMES DE SERVICE SPÉCIAUX

TPSGC compte deux organismes de service spéciaux (OSS) : Conseils et Vérification Canada et le Bureau de la traduction. À l'instar de plusieurs autres options, les OSS permettent d'améliorer la prestation des services gouvernementaux dans le contexte élargi des différents modes de prestation des services. Le mandat des OSS découle de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*; ils ne sont pas des entités juridiques autonomes. Ils font partie de l'organisation ministérielle, et leurs employés sont des fonctionnaires. Contrairement aux autres unités ministérielles, les OSS sont régis par une entente écrite sur mesure conclue avec le Ministère. Cette entente (qui comprend une entente-cadre et un plan d'activités) fait état des résultats et des niveaux de service prévus, des marges de manœuvre accordées et des ressources disponibles pour accomplir le travail.

Le concept d'OSS vise à établir un juste milieu entre les mesures de contrôle (évitement des risques) et la promotion de l'innovation et de l'initiative. Essentiellement, la structure des OSS offre aux unités chargées de la prestation des services une plus grande latitude de gestion en retour de niveaux de rendement et de résultats convenus.

Conseils et Vérification Canada

La mission de Conseils et Vérification Canada (CVC) consiste à contribuer de façon importante à la gestion et aux opérations du secteur public ainsi qu'au respect des priorités du gouvernement du Canada grâce à la prestation de services de consultation, de vérification et de certification aux gestionnaires du secteur de public partout au Canada et à l'étranger.

Faits importants

- Protège l'intégrité du gouvernement en décelant et en réglant les problèmes avec les clients.
- Favorise l'efficacité de la gestion du secteur public à tous les niveaux du gouvernement, au Canada et à l'étranger.
- Permet aux petites et aux moyennes entreprises d'accéder aux marchés publics.

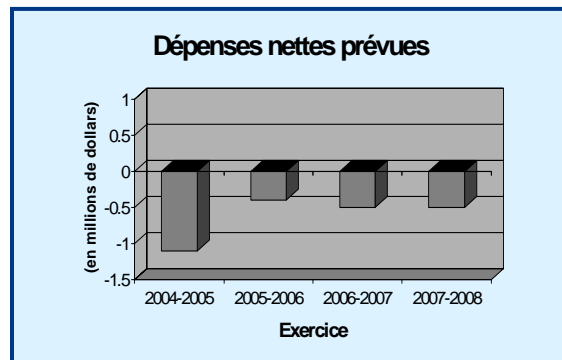
Plans et initiatives

Pour réaliser sa mission, CVC s'engage à améliorer les opérations et la gestion du secteur public, à aider les organismes centraux et d'autres organisations gouvernementales à répondre aux priorités du gouvernement, à permettre aux entreprises du secteur privé, plus particulièrement aux petites et moyennes entreprises, d'accéder plus facilement aux marchés publics en matière de vérification et de conseils et, enfin, à assurer la viabilité à long terme de l'organisme en étant viable sur le plan financier et en conservant un effectif expérimenté.

Pour améliorer ses services, CVC mettra en œuvre les initiatives suivantes pour répondre à ses priorités essentielles.

Prestation de services professionnels de haute qualité à ses clients

CVC vise l'objectif stratégique de TPSGC qui consiste à fournir des services de qualité. Pour ce faire, il maintiendra une masse critique de





ressources compétentes dans les domaines qui touchent le programme de la fonction publique et entretiendra le dynamisme et le bien-être de son effectif. De plus, il misera, au besoin, sur les petites et les moyennes entreprises du secteur privé pour compléter sa capacité de prestation de services. CVC continuera de renforcer ses principes éthiques rigoureux et ses normes élevées en matière de conduite professionnelle et d'améliorer sa culture organisationnelle et ses programmes de perfectionnement professionnel. En outre, l'organisme assurera une prestation de services de qualité grâce à la modernisation de son environnement professionnel. Il renforcera son approche en matière de gestion de l'information et veillera à la sécurité et à la fiabilité de ses systèmes. Enfin, CVC continuera d'améliorer la prestation de ses services en suivant l'évolution des besoins de ses clients, en créant de nouvelles occasions de marchés publics et en établissant de nouvelles relations avec des organisations dont les demandes ont généralement trait aux priorités du gouvernement ainsi qu'avec la collectivité de la fonction publique.

Promotion de la fonction de contrôleur moderne et importance de la réalisation d'économies, de l'efficacité et de l'atteinte des objectifs financiers

Le plan concernant la fonction de contrôleur moderne de CVC mettra l'accent sur l'achèvement de la réorganisation de l'organisme, l'application du Cadre de responsabilisation de gestion, l'instauration d'un régime de solide gestion financière, la surveillance étroite des résultats financiers et la mise en œuvre de mesures correctives qui s'imposent. De plus, CVC continuera de s'assurer du caractère sain des processus d'approvisionnement, du recours à des pratiques de gestion uniformes au sein de l'organisme et de la réponse rapide aux recommandations découlant des vérifications externes.

Activités

CVC compte une activité, soit le Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de services de qualité de TPSGC. Les dépenses prévues pour cette activité sont indiquées dans le tableau financier ci-après. On trouve ensuite les tableaux des objectifs stratégiques, qui comprennent une description de l'activité ainsi que l'énoncé des résultats et les indicateurs de rendement qui s'y rattachent.



Dépenses prévues - Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

(en millions de dollars)

	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Crédit législatif				
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada				
Dépenses brutes	118,3	122,4	124,6	126,9
Moins: Recettes disponibles	119,4	122,8	125,1	127,4
Ressources nettes (fournies) utilisées	(1,1)	(0,4)	(0,5)	(0,5)
TOTAL FONDS RENOUVELABLE DE CONSEILS ET VÉRIFICATION CANADA	(1,1)	(0,4)	(0,5)	(0,5)

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

(ÉTP)

Total Équivalents temps plein (ÉTP)	400	391	391	391
--	-----	------------	-----	-----

Les annonces du Budget 2005 pour les économies des achats et du 5% ne sont pas incluses dans ce tableau (voir tableau 1).

Au cours de la période de planification, une augmentation approximative de 2% des dépenses brutes ainsi que des recettes est prévue chaque année. Cela étant basé sur un effectif constant de 391 équivalents à temps plein.

Objectif stratégique : services de qualité

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

Activité	Résultats	Indicateur de rendement
Fournir, à titre optionnel et moyennant des honoraires, des services de conseils et de vérifications aux ministères et aux organismes fédéraux et, sur demande, à des gouvernements provinciaux, des gouvernements territoriaux, des administrations municipales et des gouvernements autochtones au Canada, ainsi qu'à des gouvernements étrangers et à des organismes internationaux.	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la gestion et des opérations du secteur public Services professionnels et de haute qualité Prestation rentable des services Effectif bien informé et durable 	<ul style="list-style-type: none"> Taux de satisfaction global Encaissement net Années d'expérience moyennes dans la fonction publique Jours de formation par ETP

Bureau de la traduction

Le Bureau de la traduction est un intervenant clé qui aide le gouvernement à s'acquitter de son engagement en matière de langues officielles en fournissant des services de traduction, d'interprétation, de terminologie et d'infolangerie au Parlement, aux tribunaux et aux ministères et organismes fédéraux, et en normalisant la terminologie au sein de l'administration fédérale.

Il apporte une valeur ajoutée à l'infrastructure de prestation de services du gouvernement en

Faits importants

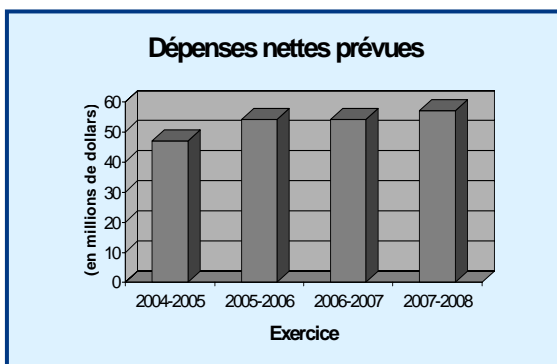
- Agit à titre d'autorité en matière de normalisation linguistique et terminologique au sein de la fonction publique.
- TERMIUM®, la base de données terminologiques et linguistiques, contient plus de 3,5 millions de termes.
- Permet à plus de 2 000 petits et moyens fournisseurs de services linguistiques d'accéder à des marchés gouvernementaux.

veillant à ce qu'une masse critique de



langagiers qualifiés – employés et fournisseurs – soit disponible pour assurer le bon fonctionnement du gouvernement, pour l’aider à respecter ses obligations en matière de langues officielles et pour promouvoir les valeurs de bilinguisme et de multiculturalisme qui constituent l’identité du Canada. Il fournit enfin des services dans plus de 100 langues afin d’appuyer le gouvernement dans ses relations internationales et de lui permettre de communiquer avec les personnes qui s’expriment dans d’autres langues que les langues officielles.

ainsi, d’optimiser la qualité de ses produits et services. L’objectif est de détacher 100 traducteurs au sein des organismes clients et d’attirer à des portefeuilles de clients 25 % des traducteurs disponibles à ce mode de prestation de service. Finalement, tout en offrant un rapport qualité-prix optimal au gouvernement grâce à l’acquisition d’outils technolinguistiques et à l’offre de solutions personnalisées, le Bureau harmonisera ses coûts et ses revenus en vue d’atteindre l’équilibre budgétaire au cours des trois prochaines années.



Plans et initiatives

Pour améliorer la prestation de ses services au cours des prochaines années, TPSGC s’engage à mettre en œuvre les plans et initiatives suivants :

Prestation d’un service de grande qualité à juste prix

Au cours des trois prochaines années, le Bureau réalisera un repositionnement stratégique afin de consolider sa position de centre d’expertise langagière par excellence du gouvernement du Canada et ainsi mieux répondre aux besoins de ses clients en vue d’assurer un service de grande qualité à juste prix. Il poursuivra donc les efforts déjà amorcés en vue d’adopter une approche stratégique à valeur ajoutée, plutôt qu’un mode de gestion axé sur les transactions. Pour ce faire, le Bureau ajustera sa structure de prestation de services afin de resserrer les rapports professionnels avec les clients et,

Prestation efficace des services de normalisation terminologique

Le Bureau de la traduction contribue à maintenir la qualité et l’efficacité des communications au sein du gouvernement du Canada en normalisant la terminologie. Afin d’optimiser la gestion du savoir terminologique de l’appareil gouvernemental, le Bureau assurera une coordination interministérielle plus étroite des activités terminologiques par le truchement du Conseil fédéral de terminologie et entreprendra des initiatives innovatrices, grâce notamment au Conseil national de terminologie.

Positionnement sur les scènes nationale et internationale pour répondre efficacement aux besoins nouveaux et croissants du Canada

Dans son Plan d’action pour les langues officielles de mars 2003 (<http://www.pco-bcp.gc.ca/aia/default.asp?Language=F&page=actionplan>), le gouvernement a souligné l’importance du rôle social et économique que jouent les professionnels de la langue et a annoncé plusieurs initiatives visant à assurer la viabilité à long terme de l’industrie canadienne de la traduction. La sécurité de l’offre en traduction risque d’être compromise parce que l’industrie est très fragmentée et sous-capitalisée. Il y a également un écart considérable entre l’offre et la demande en raison du profil vieillissant des professionnels



de la langue et d'une diminution du nombre d'inscriptions dans les écoles de traduction.

Afin de contrer cette problématique, le Bureau compte utiliser son pouvoir d'achat pour encourager la création d'entreprises de traduction de plus grande taille et davantage viables financièrement. Ainsi, il compte accroître le nombre de ses marchés de grande valeur afin qu'ils atteignent plus de 50 % de la valeur totale des marchés attribués d'ici mars 2007. De plus, le Bureau encouragera les jeunes Canadiens à envisager des carrières en traduction, terminologie et interprétation, en offrant des stages à plus de 120 étudiants et au moyen de programmes de promotion de la profession dans les universités.

La mondialisation, la nature des échanges économiques du Canada et la place que le gouvernement désire que notre pays tienne dans le monde entraîneront une évolution fulgurante des besoins en terminologie. Le Bureau, en tant que centre d'expertise mondialement reconnu, se doit de transcender le cadre fédéral et national et de se hisser au rang des intervenants clés sur la scène internationale de la normalisation. En s'appuyant sur ses ressources et sur son expertise interne, en renforçant ses partenariats avec les organisations nationales

et internationales de terminologie et en participant à plus de 19 comités et forums nationaux et internationaux de normalisation, le Bureau continuera à enrichir TERMIUM[®] ainsi que ses autres outils linguistiques. Le Bureau compte ainsi effectuer plus de 165 000 mises à jour dans TERMIUM[®] d'ici 2007-2008. Le Bureau lancera également le projet de *Coopération technolinguistique-Afrique*, parrainé par l'Agence intergouvernementale de la francophonie (AIF) qui contribuera à former des linguistes et des informaticiens africains au traitement informatique des langues africaines.

Activités

Le Bureau de la traduction compte trois principales activités : Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie, et le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de services de qualité, et l'Intendance de la traduction, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de saine intendance. Les dépenses prévues pour ces activités sont indiquées dans le tableau financier ci-après. On trouve ensuite les tableaux des objectifs stratégiques, qui comprennent une description de chaque activité ainsi que l'énoncé des résultats et les indicateurs de rendement qui s'y rattachent.



Dépenses prévues - Bureau de la traduction

(en millions de dollars)

	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Crédit de fonctionnement et législatifs				
Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie				
Dépenses brutes	44,2	51,4	51,5	54,2
Moins: Recettes disponibles	-	-	-	-
Ressources nettes (Note 1)	44,2	51,4	51,5	54,2
Intendance de la traduction				
Dépenses brutes	2,5	2,5	2,4	2,4
Moins: Recettes disponibles	-	-	-	-
Ressources nettes (Note 1)	2,5	2,5	2,4	2,4
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction				
Dépenses brutes	199,8	211,5	217,3	215,2
Moins: Recettes disponibles	199,8	211,5	217,3	215,2
Ressources nettes (fournies) utilisées (Note 1)	-	-	-	-
TOTAL BUREAU DE LA TRADUCTION	46,7	53,9	53,9	56,6

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

(ÉTP)

Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie - Équivalents temps plein (ÉTP)				
	-	-	-	-
Intendance de la traduction - (ÉTP)				
	-	-	-	-
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction - (ÉTP)	1 734	1 684	1 634	1 584
Total Équivalents temps plein (ÉTP)	1 734	1 684	1 634	1 584

Les annonces du Budget 2005 pour les économies des achats et du 5% ne sont pas incluses dans ce tableau (voir tableau 1).

Note 1: Le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction fournit des services au Parlement et recouvre les recettes à partir de son propre crédit de fonctionnement. Par conséquent, les dépenses brutes ainsi que les recettes disponibles du Fonds renouvelable incluent les dépenses nettes inscrites dans les activités de programme de Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie ainsi que dans Intendance de la traduction.

Les prévisions du crédit pour 2004-2005 reflètent un gel temporaire des fonds pour les Services parlementaires (5,2 million de dollars). Les années subséquentes incluent ces sommes.

Les années futures du fonds renouvelable ne reflètent pas les prévisions ajustées. Depuis le second trimestre 2004, les revenus ont diminué dû à l'effet des élections fédérales et à la réduction des budgets de nos clients (réaffectations budgétaires à l'échelle gouvernementale, examen des dépenses). Les dépenses suivront la tendance. En réalité, les revenus et les dépenses demeureront stables au cours de la période de planification.



Objectif stratégique : services de qualité

Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie

Activité	Résultats	Indicateur de rendement
Fournir des services de traduction et d'interprétation au Parlement, des services d'interprétation des conférences et des services de terminologie.	Prestation d'un service offrant le meilleur rapport qualité-prix au Parlement, aux tribunaux et aux autres organisations gouvernementales pour veiller au maintien de la capacité du gouvernement de fonctionner dans les deux langues officielles et dans d'autres langues, s'il y a lieu.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage des sessions des deux Chambres du Parlement bénéficiant des services. ▪ Pourcentage des clients satisfaits du service. ▪ Nombre de visites sur le site de terminologie du Bureau de la traduction (TERMIUM).

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Activité	Résultats	Indicateur de rendement
Fournir des services de traduction, des services d'infolangagerie et d'autres services linguistiques aux tribunaux, ainsi qu'aux ministères et organismes fédéraux, selon le principe du recouvrement des coûts. Sur demande, fournir des services de traduction, des services d'infolangagerie et d'autres services linguistiques à d'autres gouvernements du Canada et à des organisations internationales, selon le principe du recouvrement des coûts.	Organisation financièrement viable qui fournit un service offrant le meilleur rapport qualité-prix aux tribunaux et à d'autres organisations internationales pour maintenir la capacité du gouvernement de fonctionner dans les deux langues officielles et dans d'autres langues, s'il y a lieu.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage des objectifs en matière de revenus atteint. ▪ Pourcentage des clients satisfaits du service.



Objectif stratégique : saine intendance
Intendance de la traduction

Activité	Résultats	Indicateur de rendement
<p>Exécuter des activités liées à la gestion de programmes, à l'établissement de stratégies, à la gouvernance, au contrôle et au soutien. Comprend également des activités nécessaires pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ assurer la sécurité de la prestation des services linguistiques au Parlement, aux tribunaux et au gouvernement fédéral; ▪ favoriser le développement et la croissance de l'industrie langagière du Canada; ▪ assurer le développement et la diffusion des normes liées à la traduction, à la terminologie et à l'infolangerie au Canada; ▪ assumer le rôle d'expert fonctionnel dans les domaines de la traduction, de la terminologie, de l'interprétation, de la linguistique et de l'infolangerie pour les autres ministères et organismes. 	<p>Capacité de gérer et d'exercer efficacement les fonctions de traduction et de terminologie et d'assurer la représentation et le leadership du Canada aux niveaux national et international.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre d'activités de sensibilisation qui améliorent le rôle de chef de file dans l'industrie et auprès des associations professionnelles et des universités. ▪ Nombre d'étudiants dans les programmes de formation et de perfectionnement (partenariat avec les universités, COOP, Programme fédéral d'expérience de travail étudiant). ▪ Nombre de comités d'uniformisation de la terminologie aux niveaux national et fédéral et forums internationaux auxquels le Bureau participe.



GESTION MINISTÉRIELLE

Le secteur de la gestion ministérielle de TPSGC appuie l'exécution des programmes par le biais de services qui sont fournis de manière éthique, qui sont économiques et qui respectent les normes et les niveaux de services convenus ainsi que les valeurs de la fonction publique.

Plans et initiatives

Par l'entremise du secteur de la gestion ministérielle, on fournit des services aux autres directions générales et aux organismes de service spéciaux du Ministère pour les aider dans leurs activités quotidiennes. En plus de diriger un certain nombre d'initiatives importantes à l'appui du ministre et du gouvernement, le secteur de la gestion ministérielle joue un important rôle de coordination au sein du Ministère.

Programme de transformation

Le succès de la transformation de TPSGC sera tributaire de l'efficacité de la fonction de gestion ministérielle. Pour diriger notre programme de transformation, nous avons créé un Groupe stratégique chargé de la transformation. Ce groupe dirigera et appuiera les changements, tout en surveillant et en évaluant la mise en œuvre du programme de transformation de TPSGC.

Pour appuyer ce programme, TPSGC favorisera le développement et la mise en œuvre de son cadre de gestion intégrée. Nous mettrons en œuvre notre cadre ministériel de gestion des risques. Nous devons mettre l'accent de façon intégrée sur la gestion des risques dans le cadre de l'initiative du Cadre de responsabilisation de gestion de TPSGC. Le Ministère s'affaire à développer un système d'information sur les risques de l'organisation, qui sera le principal outil utilisé au Ministère pour déterminer, évaluer, atténuer et surveiller les principaux secteurs de risques. Le système offrira aux cadres

Faits importants

- Appuie la gestion des dépenses ministérielles qui s'élèvent à plus de 4 milliards de dollars par année.
- Appuie la gestion d'un effectif de plus de 13 000 personnes.
- Le programme *Les prochaines étapes* de TPSGC a reçu un solide appui de la part des intervenants clés.
- Notre programme d'éthique est reconnu par le Conference Board du Canada comme une pratique exemplaire au Canada.
- Le Bureau du contrôleur général a appuyé le Cadre de gestion financière de TPSGC.

supérieurs et aux employés un guichet unique qui les appuiera dans la gestion des risques auxquels le Ministère est exposé. De plus, le système aidera les utilisateurs à prendre des décisions éclairées et à faire preuve de diligence raisonnable.

En outre, un tableau de bord ministériel sera appliqué pour surveiller les indicateurs de rendement clés du Ministère et renforcer notre cadre d'assurance de la qualité afin de nous assurer que des mécanismes adéquats sont en place pour veiller à ce que les procédures opérationnelles normalisées soient respectées.

Nous saisissons les occasions que présente la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* pour appuyer notre programme de transformation et pour orienter les efforts du Ministère concernant l'application de la loi d'une manière uniforme.

Écologisation des opérations du gouvernement

TPSGC assumera un rôle de chef de file pangouvernemental dans l'écologisation des opérations du gouvernement fédéral de l'objectif du gouvernement du Canada qui consiste à devenir un modèle d'excellence environnementale dans ses propres activités. Nous nous engageons à faire ressortir les



principes du développement durable dans tous les aspects de notre rôle de fournisseur de services à d'autres ministères, de gardien des biens immobiliers et à l'intérieur de nos propres activités internes.

Ces principes sont décrits brièvement dans la Stratégie de développement durable de TPSGC, élaborée par notre secteur de la gestion ministérielle et présentée devant le Parlement à tous les trois ans. Pour de plus amples renseignements sur la Stratégie de développement durable de TPSGC, consultez le Tableau 20 de la Section III.

Éthique

Nous assurerons le suivi des recommandations de la vérificatrice générale ainsi que celles découlant de la Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires (la Commission Gomery), et nous continuerons la mise en œuvre de notre Plan d'intégrité en dix points.

Activités courantes

Le Ministère travaillera à l'amélioration du niveau des services de gestion ministérielle qu'il fournit aux directions générales de programme et aux organismes de service spéciaux pour assurer des services de qualité aux ministères fédéraux et à la population canadienne. Ces niveaux de service seront mesurés et feront l'objet de rapports au fil du temps.

Nous continuerons de fournir le meilleur soutien et les meilleurs avis financiers au ministre et aux cadres supérieurs du Ministère dans le cadre de leurs échanges avec le Cabinet, le Parlement, les organismes centraux et les autres ordres de gouvernement.

TPSGC mettra en œuvre un nouveau cadre de gestion financière qui précisera les rôles et les responsabilités, les normes liées aux services financiers, ainsi que les méthodes et les politiques à l'appui du programme de transformation et des services opérationnels du

Ministère. Nous mettrons en œuvre un cadre de politique financière, un ensemble de politiques renouvelées et un plan comptable à jour pour appuyer la gestion et l'analyse des données financières du Ministère.

De plus, TPSGC appuiera et examinera diverses occasions permettant de fournir des services de télécommunications et d'informatique économiques, fiables et sécuritaires afin de répondre aux nouveaux besoins du Ministère. Nous terminerons la mise en œuvre d'une fonction durable de dirigeant principal de l'information pour promouvoir une gestion plus efficace des ressources de GI-TI de TPSGC. Nous élaborerons des plans axés sur le regroupement et l'uniformisation des acquisitions de GI-TI pour améliorer la gestion des services d'édition et l'achat de biens et de services de GI-TI, tout en réalisant des économies supplémentaires et en transférant des avantages possibles dans l'environnement des services partagés de TI à l'échelle du gouvernement.

Le Ministère incorporera la nouvelle orientation du Secrétariat du Conseil du Trésor en ce qui a trait aux vérifications internes et continuera de renforcer sa capacité de vérification. Pour renforcer notre responsabilisation, nous modèlerons notre Comité de vérification et d'éthique sur les meilleures pratiques du secteur privé et des autres ordres de gouvernement et nous surveillerons étroitement la mise en œuvre de plans d'action de gestion élaborés pour répondre aux recommandations découlant des vérifications.

Nous établirons une approche proactive en ce qui a trait aux communications avec la population canadienne et les parlementaires pour fournir de plus amples renseignements sur la gamme complète de services offerts par le Ministère.



Au cours des prochaines années, nous centrerons nos efforts sur la constitution d'un effectif davantage représentatif de la mosaïque canadienne en insistant tout particulièrement sur l'augmentation de la représentation des minorités visibles, la mise en œuvre de notre plan d'action stratégique sur les langues officielles et le renforcement de notre programme d'apprentissage de base pour respecter clairement la *Loi sur la modernisation de la fonction publique* et notre programme de transformation opérationnelle. Pour augmenter notre représentativité, nous avons élaboré une stratégie ministérielle d'après les recommandations du Groupe de travail sur la participation des minorités visibles dans la fonction publique fédérale pour aborder la question de leur sous-représentation à la fonction publique et pour combler l'écart.

Dans le cadre de nos activités quotidiennes et des nombreuses nouvelles initiatives que nous

dirigeons pour transformer le Ministère, nous assurerons la saine gestion de TPSGC et nous préserverons et améliorerons notre engagement à atteindre les niveaux les plus élevés en matière d'éthique, de transparence, d'intégrité, de probité et de prudence dans l'exécution de nos activités.

Activités

Le secteur de la gestion ministérielle compte une activité de programme, soit la Gestion ministérielle, à l'appui de l'objectif stratégique en matière de saine gestion du Ministère. Les coûts liés à la Gestion ministérielle ont été réaffectés et se retrouvent dans les autres activités de programme du Ministère; c'est la raison pour laquelle il n'y a aucun tableau financier dans cette section. Le tableau de l'objectif stratégique comprend une description de l'activité ainsi que l'énoncé des résultats et les indicateurs de rendement qui s'y rattachent.

Objectif stratégique : saine gestion Gestion ministérielle

Activité	Résultat	Indicateur de rendement
Appuyer la transformation de TPSGC pour réaliser le programme du gouvernement. Fixer des priorités stratégiques et développer des outils pour appliquer des pratiques de gestion saines et intégrées. Améliorer la gestion des ressources humaines et maintenir de bonnes relations de travail. Établir la crédibilité de TPSGC par le biais de communications améliorées avec la population canadienne, les organismes centraux et les parlementaires. Fournir un ensemble de services ministériels.	Les programmes de TPSGC sont fournis par le biais de fonctions ministérielles en appliquant les principes d'éthique, en assurant leur efficacité par rapport aux coûts et en respectant les normes et les niveaux de service convenus, conformément aux valeurs de la fonction publique.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre d'employés du secteur de la gestion ministérielle en tant que pourcentage de la population totale. ▪ Coût du secteur de la gestion ministérielle en tant que pourcentage des coûts pour l'ensemble du Ministère. ▪ Pourcentage des éléments du Plan d'intégrité en dix points de TPSGC qui ont été appliqués avec succès. ▪ Pourcentage des projets d'évaluation et de vérification à l'interne approuvés qui ont été terminés dans les délais prévus et selon les normes internes. ▪ Niveau de maturité de l'évaluation des capacités en gestion de l'information. ▪ Nombre d'ententes internes sur les niveaux de service en place entre la Direction générale des services ministériels, des ressources humaines et des communications et d'autres directions générales.





INTRODUCTION

Cette section du Rapport sur les plans et les priorités donne plus de détails sur les prévisions de dépenses de TPSGC pour la période visée, soit de 2005-2006 à 2007-2008. Ces prévisions sont présentées dans le but d'offrir au Parlement de l'information conséquente, équilibrée et précise, conformément au *Guide pour la préparation du Rapport sur les plans et priorités 2005-2006*. L'information est présentée sous forme de tableaux, qui sont énumérés ci-dessous. Dans certains cas, par exemple les grands projets de l'État et les initiatives horizontales du Ministère, on fournit des liens vers le site Internet de TPSGC où le lecteur pourra trouver plus d'information.

Les tableaux correspondent à l'Architecture d'activités de programme du Programme des services gouvernementaux de TPSGC, qui

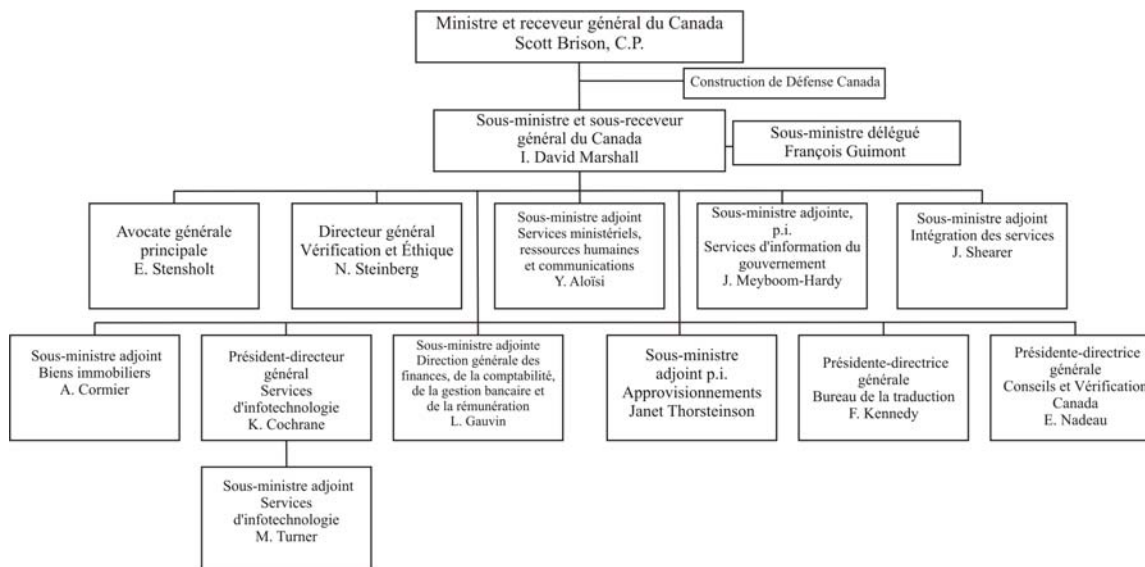
s'appuie sur les trois résultats stratégiques suivants : *services de qualité, saine intendance et saine gestion*.

Le tableau 1, « Dépenses prévues du Ministère », résume les données du Budget principal sur les activités de programme et donne les grandes lignes du budget total accordé aux résultats stratégiques des *services de qualité* et de la *saine intendance*. Nous avons réaffecté les coûts associés au résultat stratégique de la saine gestion aux autres activités de programme correspondant aux services de qualité et à la saine gestion, afin de présenter un rapport indicatif. Les ajustements suivants, y compris le Budget supplémentaire des dépenses, les éléments réservés et les ajustements du Comité d'examen des dépenses (CED), figurent également dans le tableau 1.



ORGANIGRAMME

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada





NOS DÉPENSES

Tableau 1 :

Dépenses ministérielles prévues par résultat stratégique				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
PROGRAMMES DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ^(Note 1)				
Crédits de fonctionnement (incluant affectations à but spécial), en capital, de subventions et contributions et législatifs par résultat stratégique				
Budget principal des dépenses (net)				
Services de qualité				
Locaux et avoirs fédéraux	1 790,2	1 843,2	1 705,2	1 721,7
Fonds renouvelable des Services immobiliers	-	-	-	-
Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(11,9)	(9,0)	(8,0)	(8,0)
Services d'approvisionnement	127,7	127,1	128,0	128,2
Fonds renouvelable des services optionnels	-	-	-	-
Service de GI-TI	169,6	133,9	130,2	121,2
Fonds renouvelable des Services télécommunications	-	-	-	-
Services du receveur général	8,6	9,0	9,1	9,1
Rémunération de la fonction publique	1,1	1,3	1,1	1,1
Services d'information du gouvernement	4,4	31,4	26,9	26,9
Services d'intégration des affaires	40,1	28,8	12,9	12,9
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(1,1)	(0,4)	(0,5)	(0,5)
Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie	46,5	51,4	51,5	54,2
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	-	-	-	-
Total Services de qualité	2 175,2	2 216,7	2 056,4	2 066,8
Saine gestion				
Intendance des biens immobiliers	31,4	31,7	31,8	31,9
Intendance des opérations d'approvisionnement	29,0	27,7	28,0	28,0
Intendance de la GI-TI	17,9	23,4	23,5	23,5
Intendance du receveur général	104,9	113,8	114,0	114,1
Intendance de la paye de la fonction publique	24,7	25,3	24,9	24,9
Intendance des pensions de la fonction publique	16,1	19,3	16,3	15,2
Intendance de l'information du gouvernement	3,6	17,6	17,4	17,4
Intégration des affaires : gestion du rendement ^(Note 2)	5,7	5,7	5,7	5,7
Intendance de la traduction	2,5	2,5	2,4	2,4
Total Saine gestion	235,8	267,0	264,0	263,1
Total Budget principal des dépenses (net)	2 411,0	2 483,7	2 320,4	2 329,9
Budget principal des dépenses (brut)	4 316,3	4 454,2	4 279,8	4 312,3
Moins: Recettes disponibles ^(Note 3)	1 905,3	1 970,5	1 959,4	1 982,4
TOTAL BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES (net)	2 411,0	2 483,7	2 320,4	2 329,9



Tableau 1 : (suite)

Dépenses ministérielles prévues par résultat stratégique (suite)				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Ajustements (nets):				
Budget supplémentaire des dépenses				
Budget supplémentaire des dépenses (A):				
Fonds pour l'achat d'une licence pour le Système de gestion des dossiers, des documents et de l'information pour le gouvernement du Canada	4,0	-	-	-
Fonds consacrés à la préparation et à la mise en application des modifications apportées au logiciel du Système de paie de la fonction publique	2,0	-	-	-
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	36,8	-	-	-
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>)	113,5	-	-	-
Fonds à l'appui d'activités et de programmes de communication, dont la ligne 1 800 O-Canada, les Éditions du gouvernement du Canada, la Gazette du Canada et le Programme des expositions rurales (à la suite de la fin des activités de Communication Canada) (<i>poste horizontal</i>)	67,4	-	-	-
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	(0,1)	-	-	-
Moins : Autorisations de dépenser liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement	(8,0)	-	-	-
Total Budget supplémentaire des dépenses (A)	215,6	-	-	-
Budget supplémentaire des dépenses (B):				
Dépenses de fonctionnement d'immeubles, y compris les frais de services publics, les taxes municipales applicables aux installations louées et les révisions de prix connexes	45,4	-	-	-
Report de fonds du budget en capital	18,4	-	-	-
Fonds pour la poursuite de projets approuvés compris dans le plan de vision à long terme pour la Cité parlementaire	15,9	-	-	-
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>)	11,2	-	-	-
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers (<i>poste horizontal</i>)	6,2	-	-	-
Fonds pour terminer la mise en œuvre du Plan d'action environnemental pour la restauration de l'ancienne base navale et d'aviation américaine d'Argentia, à Terre-Neuve et Labrador	4,0	-	-	-
Fonds à l'appui de la mise au point d'un nouveau modèle de services de base liés au Service électronique d'appels d'offres du gouvernement	2,9	-	-	-
Projet d'aménagement du complexe Skyline, récemment acquis et situé à l'intersection des chemins Baseline et Merivale, à Ottawa	2,7	-	-	-



Tableau 1 : (suite)

Dépenses ministérielles prévues par résultat stratégique (suite)				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Budget supplémentaire des dépenses (B) (suite):				
Initiatives visant la mise en oeuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>)	2,4	-	-	-
Activités à l'appui des mesures de réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada (Initiative fédérale Prêcher par l'exemple) (<i>poste horizontal</i>)	2,1	-	-	-
Fonds consacrés à la mise en oeuvre d'un nouveau cadre financier applicable à la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne	2,0	-	-	-
Prestation de services de sous-titrage des délibérations du Parlement pour les Canadiens malentendants	1,1	-	-	-
Fonds visant à fournir un système pangouvernemental de gestion des voyages, lequel comprend une carte de voyage, un outil de réservation en ligne et un outil de gestion des frais de déplacement (Initiative des services de voyage partagés)	0,8	-	-	-
Fonds consacrés à l'examen des questions de santé et de sécurité du tunnel Est, un élément clé des centrales de chauffage et de refroidissement	0,5	-	-	-
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	0,4	-	-	-
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	0,3	-	-	-
Investissement dans le Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique afin de faire avancer certaines activités à l'appui de la restructuration de la Direction générale des services d'infotechnologie	5,7	-	-	-
Transfert du projet de Gouvernement en direct du Secrétariat du Conseil du trésor en raison de la restructuration gouvernementale	0,2	-	-	-
Moins: Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	(85,1)	-	-	-
Moins: Autorisation de dépenser disponibles à partir d'un autre autre crédit	(28,2)	-	-	-
Total Budget supplémentaire des dépenses (B)	8,9	-	-	-



Tableau 1 : (suite)

Dépenses ministérielles prévues par résultat stratégique (suite)				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Éléments réservés:				
Financement pour les projets en capital	-	183,5	266,1	177,5
Financement pour les dépenses liées aux locaux	-	40,3	13,4	14,1
Financement pour (STAE)	-	6,9	6,9	6,9
Recouvrements des coûts de l'administration de la pension qui doivent être retournés au trésor (<i>législatif</i>)	-	0,1	0,8	-
Diminution du financement pour l'initiative des services de voyage partagés (ISVP)	-	-	-	(4,8)
Total Éléments réservés	-	230,8	287,2	193,7
Autres ajustements:				
Conventions collectives	5,5	-	-	-
Bloqué - Service de traduction au Parlement	(5,7)	-	-	-
Bloqué - Activités de communication	(6,1)	-	-	-
Ajustements relatifs au régime d'avantages sociaux des employés (législatifs)	13,6	-	-	-
Total Autres ajustements	7,3	-	-	-
Annonces dans le budget:				
Économies brutes des Services immobiliers ^(Note 4)	-	(100,0)	(100,0)	(120,0)
Investissements des Services immobiliers ^(Note 5)	-	20,0	20,0	20,0
Économies nettes des Services immobiliers	-	(80,0)	(80,0)	(100,0)
Économies brutes prévues pour les achats ^(Note 6)	-	(5,5)	-	-
Investissements pour les achats ^(Note 5)	-	20,0	25,0	25,0
Économies nettes prévues pour les achats	-	14,5	25,0	25,0
Économies de 5% ^(Note 7)	-	(8,0)	(16,0)	(23,0)
Total Annonces dans le budget ^(Note 8)	-	(73,5)	(71,0)	(98,0)
Total Ajustements	231,8	157,3	216,2	95,7
DÉPENSES NETTES PRÉVUES	2 642,8	2 641,0	2 536,6	2 425,6
Moins: Recettes non disponibles	24,1	23,9	22,7	21,8
Plus: Coûts des services reçus à titre gracieux	37,1	38,5	37,9	37,6
COÛT NET DU PROGRAMME	2 655,8	2 655,6	2 551,8	2 441,4
<i>Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.</i>				
Équivalents temps plein (ÉTP)	13 056	12 945	12 836	12 651
<p>Note 1: Les recettes et les dépenses intraministérielles de 272,2 millions de dollars pour 2004-2005 de 275,6 millions de dollars pour 2005-2006 et 2006-2007 et de 279 millions de dollars pour 2007-2008 sont incluses pour un effet net nul.</p> <p>Note 2: Les montants reflètent des recouvrements internes qui ne peuvent pas être alloués aux autres activités de programme.</p> <p>Note 3: Les recettes disponibles excluent 218,6 millions de dollars d'ajustements pour l'année courante.</p> <p>Note 4: Les économies brutes réelles de TPSGC sont de 150 millions de dollars pour 2005-2006 et 2006-2007 et de 170 millions de dollars pour 2007-2008. Un montant de 50 millions de dollars de réduction pour toutes les années a déjà été reflété dans les chiffres du Budget principal des dépenses présenté ci-haut. L'impact sur les ministères et agences qui remboursent sera déterminé sous peu et n'est pas encore présenté.</p> <p>Note 5: Investissements requis de TPSGC pour réaliser les économies pangouvernementales.</p> <p>Note 6: La contribution ministérielle en 2005-2006 aux économies pangouvernementales est de 5,48 millions de dollars. Les montants ne sont pas encore finalisés pour les années futures.</p> <p>Note 7: TPSGC réalisera ces économies à travers une série de mesures administratives efficaces.</p> <p>Note 8: Ces chiffres ne sont pas repris dans aucun autre tableau financier du présent RPP.</p>				



Tableau 2 :

Services par activité de programme pour 2005-2006

(en millions de dollars)

	Dépenses non législatives							Dépenses législatives				Total budget principal des dépenses	Ajustements	Dépenses prévues nettes	
	Fonctionnement	Affectations à but spécial	Capital	Subventions et contributions	Dépenses non législatives brutes	Moins: Recettes disponibles	Dépense non législatives nettes	Régimes d'avantages sociaux et allocation pour automobile du Ministre	Fonds renouvelable (Note 1)	Total des dépenses législatives					
SERVICES GOUVERNEMENTAUX / ACTIVITÉ DE PROGRAMME															
SERVICES IMMOBILIERS															
Locaux et avoirs fédéraux	-	1 794,4	327,9	5,2	2 127,5	284,3	1 843,2	-	-	-	-	-	223,8	2 067,0	
Fonds renouvelable des Services immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fonds renouvelable d'allégation des biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	(9,0)	(9,0)	(9,0)	-	-	(9,0)	
Intendance des biens immobiliers	29,8	-	-	-	29,8	1,3	28,5	3,2	-	3,2	3,2	-	-	31,7	
TOTAL SERVICES IMMOBILIERS	29,8	1 794,4	327,9	5,2	2 157,3	285,6	1 871,7	3,2	(9,0)	(5,8)	223,8	1 865,9	223,8	2 089,7	
APPROVISIONNEMENT															
Services d'approvisionnement	140,9	-	-	-	140,9	33,8	107,1	20,0	-	20,0	6,9	127,1	6,9	134,0	
Fonds renouvelable des services optionnels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Intendance des opérations d'approvisionnement	30,8	-	-	-	30,8	7,6	23,2	4,5	-	4,5	-	27,7	-	27,7	
TOTAL APPROVISIONNEMENT	171,7	-	-	-	171,7	41,4	130,3	24,5	-	24,5	6,9	154,8	6,9	161,7	
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION															
Service de GI-TI	244,1	-	-	-	244,1	128,2	115,9	18,0	-	18,0	-	133,9	-	133,9	
Fonds renouvelable des Services de télécommunications	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Intendance de GI-TI	23,8	-	-	-	23,8	2,4	21,4	2,0	-	2,0	-	23,4	-	23,4	
TOTAL TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	267,9	-	-	-	267,9	130,6	137,3	20,0	-	20,0	-	157,3	-	157,3	
RECEVEUR GÉNÉRAL ET RÉMUNÉRATION															
Services du receveur général	9,7	-	-	-	9,7	1,3	8,4	0,6	-	0,6	-	9,0	-	9,0	
Intendance du receveur général	53,8	66,7	-	-	120,5	123,3	108,2	5,6	-	5,6	-	113,8	-	113,8	
Rémunération de la fonction publique	3,1	-	-	-	3,1	2,3	0,8	0,5	-	0,5	-	1,3	-	1,3	
Intendance de la paye de la fonction publique	25,4	-	-	-	25,4	3,8	21,6	3,7	-	3,7	-	25,3	-	25,3	
Intendance des pensions de la fonction publique (Note 2)	59,4	-	-	-	59,4	48,1	11,3	8,0	-	8,0	0,1	19,3	0,1	19,4	
TOTAL RECEVEUR GÉNÉRAL ET RÉMUNÉRATION	151,4	66,7	-	-	218,1	67,8	150,3	18,4	-	18,4	0,1	168,7	0,1	168,8	



Tableau 2 : (suite)

Services par activité de programme pour 2005-2006 (en millions de dollars)															
SERVICES GOUVERNEMENTAUX / ACTIVITÉ DE PROGRAMME	Dépenses non législatives						Dépenses législatives				Total budget principal des dépenses	Ajustements	Dépenses prévues nettes		
	Fonctionnement	Affectations à but spécial	Capital	Subventions et contributions	Dépenses non législatives brutes	Moins: Recettes disponibles	Dépense non législatives nettes	Régimes d'avantages sociaux et allocation automobile du Ministre	Fonds renouvelable (note 1)	Total des dépenses législatives					
INFORMATION DU GOUVERNEMENT															
Services d'information du gouvernement	48,4	-	-	2,5	50,9	22,7	28,2	3,2	-	3,2					31,4
Intendance de l'information du gouvernement	16,1	-	-	-	16,1	1,1	15,0	2,6	-	2,6					17,6
TOTAL INFORMATION DU GOUVERNEMENT	64,5	-	-	2,5	67,0	23,8	43,2	5,8	-	5,8					49,0
INTÉGRATION DES AFFAIRES															
Services d'intégration des affaires	30,5	-	-	-	30,5	3,3	27,2	1,6	-	1,6					28,8
Intégration des affaires: gestion du rendement (note 3)	37,6	-	-	-	37,6	37,6	-	5,7	-	5,7					5,7
TOTAL INTÉGRATION DES AFFAIRES	68,1	-	-	-	68,1	40,9	27,2	7,3	-	7,3					34,5
ORGANISMES DE SERVICES SPÉCIAUX															
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-					(0,4)
Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie	51,4	-	-	-	51,4	-	51,4	-	-	-					51,4
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-					-
Intendance de la traduction	2,5	-	-	-	2,5	-	2,5	-	-	-					2,5
TOTAL ORGANISMES DE SERVICES SPÉCIAUX	53,9	-	-	-	53,9	-	53,9	(0,4)	(0,4)	(0,4)					53,5
TOTAL DU MINISTÈRE	807,3	1 861,1	327,9	7,6	3 004,0	590,1	2 413,9	79,1	(9,4)	69,8					2 714,5

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

Les annonces du Budget 2005 pour les économies des Services Immobiliers, des achats et du 5% ne sont pas incluses dans ce tableau (voir tableau 1).

Note 1: L'information détaillée pour les fonds renouvelable est disponible dans les tableaux financiers 8 à 14.

Note 2: L'ajustement de l'intendance des pensions de la fonction publique inclut 0,6 millions de dollars de recettes disponibles. Le montant net de 0,1 millions de dollars représente les recettes non-disponibles relatives aux recouvrements des coûts des régimes d'avantages sociaux qui doivent être retournés au trésor.

Note 3: Les montants relatifs des recouvrements internes qui ne peuvent pas être alloués aux autres activités de programme.



Tableau 3 :

Crédits et éléments législatifs présentés dans le budget principal des dépenses			
<i>(en millions de dollars)</i>			
Crédit ou élément législatif	Description du crédit ou de l'élément législatif	Budget principal des dépenses 2005-2006	Budget principal des dépenses 2004-2005
1	Dépenses de fonctionnement	2 078,4	2 033,7
5	Dépenses en capital	327,9	304,8
10	Subventions et contributions	7,6	5,8
(L)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux - Traitement et allocation pour	0,1	0,1
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79,1	79,6
(L)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(9,0)	(11,9)
(L)	Fonds renouvelable des Services optionnels	-	-
(L)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(0,4)	(1,1)
(L)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	-	-
(L)	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	-	-
(L)	Fond renouvelable des Services immobiliers	-	-
(L)	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	-	-
(L)	Fonds renouvelable de la Production de défense	-	-
TOTAL MINISTÈRE		2 483,7	2 411,0

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

Les dépenses de fonctionnement de 2005-2006 incluent un montant de 50 millions de dollars associé aux économies pangouvernementales annoncées dans le Budget 2005 pour les Services immobiliers.



Tableau 4 :

Coût net du programme pour l'année budgétaire 2005-2006	
<i>(en millions de dollars)</i>	
	<u>Services gouvernementaux</u>
Dépenses nettes prévues	2 714,5
Plus: Services reçus à titre gracieux:	
Contributions couvrant la quote-part de l'employeur pour les primes d'assurance et les dépenses des employés payées par le Secrétariat du Conseil du Trésor <i>(excluant les fonds renouvelable)</i>	31,6
Indemnisation des victimes d'accidents du travail assurée par Ressources humaines et Développement des compétences Canada	2,4
Salaires et dépenses connexes liés aux services juridiques fournis par le ministère de la Justice du Canada	4,5
	<u>2 753,0</u>
Moins: Recettes non disponibles	23,9
Coût net du programme pour 2005-2006	2 729,1
<i>Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.</i>	
Les annonces du Budget 2005 pour les économies des Services immobiliers, des achats et du 5% ne sont pas incluses dans ce tableau (voir	

Tableau 5 :

Dépenses d'immobilisation par activité de programme				
<i>(en millions de dollars)</i>				
ACTIVITÉ DE PROGRAMME	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007 2008
LOCAUX ET AVOIRS FÉDÉRAUX	314,7	511,4	535,3	438,2
<i>Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.</i>				
Les annonces du Budget 2005 pour les économies des Services immobiliers et des achats ne sont pas incluses dans ce tableau (voir tableau 1).				



Tableau 6 : Prêts, placements et avances par secteur d'activités

Note: Le Parlement a autorisé un prélèvement total de 50 millions de dollars pour le compte du fonds de roulement des biens saisis. Basé sur les analyses historiques, aucun prélèvement n'est prévu pour ce fonds au cours de la période de planification.



Tableau 7 :

Sources des recettes disponibles et des recettes non disponibles				
<i>(en millions de dollars)</i>				
SERVICE	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
RECVETTES DISPONIBLES				
SERVICES IMMOBILIERS				
Locaux et avoirs fédéraux				
Location et concessions	455,6	284,3	278,7	278,2
Intendance des biens immobiliers	1,5	1,3	1,3	1,3
Fonds renouvelable des Services immobiliers				
Recouvrement des débours au nom des clients	590,2	623,3	613,1	637,8
Recettes provenant des services communs relatifs aux services immobiliers	155,3	161,5	161,7	167,1
	<u>745,5</u>	<u>784,8</u>	<u>774,8</u>	<u>804,9</u>
Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers				
Aliénation des biens immobiliers	15,2	13,0	12,0	12,0
SERVICE TOTAL	<u>1 217,8</u>	<u>1 083,4</u>	<u>1 066,8</u>	<u>1 096,4</u>
APPROVISIONNEMENT				
Services d'approvisionnement				
Grands projets de l'État	3,7	3,0	3,0	3,0
Acquisition	16,5	13,6	13,6	13,6
Office des normes générales du Canada	2,5	2,5	2,5	2,5
Administration des biens saisis	9,6	6,5	6,5	6,5
Autres	13,3	8,2	8,4	8,4
	<u>45,6</u>	<u>33,8</u>	<u>34,0</u>	<u>34,0</u>
Intendance des opérations d'approvisionnement	10,6	7,6	7,6	7,6
Fonds renouvelable des services optionnels				
Transports et Vaccins	94,8	94,7	94,7	94,7
Distribution des biens de l'État	5,6	5,6	5,6	5,6
Approvisionnement et communication	2,9	2,9	2,9	2,9
Services d'appui partagés localement	7,2	7,2	7,2	7,2
	<u>110,5</u>	<u>110,4</u>	<u>110,4</u>	<u>110,4</u>
SERVICE TOTAL	<u>166,7</u>	<u>151,8</u>	<u>152,0</u>	<u>152,0</u>
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION				
Service de GI-TI	156,7	128,2	127,7	127,8
Intendance de GI-TI	2,2	2,4	2,4	2,4
Fonds renouvelable des Services de télécommunications	128,5	137,9	147,3	147,3
SERVICE TOTAL	<u>287,4</u>	<u>268,5</u>	<u>277,4</u>	<u>277,5</u>
RECEVEUR GÉNÉRAL ET RÉMUNÉRATION				
Services du receveur général	5,0	1,3	1,3	1,3
Intendance du receveur général	14,3	12,3	12,7	12,7
Rémunération de la fonction publique	2,7	2,3	1,7	1,7
Intendance de la paye de la fonction publique	7,3	3,8	3,9	3,9
Intendance des pensions de la fonction publique	48,6	48,7	41,2	29,7
SERVICE TOTAL	<u>77,9</u>	<u>68,4</u>	<u>60,8</u>	<u>49,3</u>



Tableau 7 : (suite)

Sources des recettes disponibles et des recettes non disponibles (suite)				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	Prévision des dépenses	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
SERVICES				
Activité de programme				
INFORMATION DU GOUVERNEMENT				
Services d'information du gouvernement	14,8	22,7	22,7	22,7
Intendance de l'information du gouvernement	1,2	1,1	1,1	1,1
SERVICE TOTAL	16,0	23,8	23,8	23,8
SERVICES D'INTÉGRATION DES AFFAIRES				
Services d'intégration des affaires	4,7	3,3	3,2	3,2
Intégration des affaires: gestion du rendement	34,2	37,6	37,6	37,6
SERVICE TOTAL	38,9	40,9	40,8	40,8
ORGANISMES DE SERVICES SPÉCIAUX				
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	119,4	122,8	125,1	127,4
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction				
Service de traduction	195,6	207,3	213,1	210,9
Service d'interprétation	3,6	3,6	3,6	3,7
Service de terminologie	0,6	0,6	0,6	0,6
	199,8	211,5	217,3	215,2
SERVICE TOTAL	319,2	334,3	342,4	342,6
TOTAL DES RECETTES DISPONIBLES	2 123,9	1 971,1	1 964,0	1 982,4
RECETTES NON DISPONIBLES				
Cales sèches	5,0	5,0	5,0	5,0
Autres recettes non fiscales	19,1	18,9	17,7	16,8
TOTAL DES RECETTES NON DISPONIBLES	24,1	23,9	22,7	21,8
TOTAL DES RECETTES DISPONIBLES ET NON DISPONIBLES	2 148,0	1 995,0	1 986,7	2 004,2

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.



Tableau 8 : Fonds renouvelable des Services immobiliers

États des résultats				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006- 2007	Dépenses prévues 2007-2008
Recettes disponibles	155,3	161,5	161,7	167,1
Dépenses				
Fonctionnement:				
Salaires et avantages sociaux	103,5	100,0	99,4	103,2
Coûts d'occupation	5,6	5,6	5,6	5,6
Services ministériels et administratifs	17,0	17,0	17,0	17,0
Autres coûts de fonctionnement	29,2	38,9	39,7	41,3
Total des dépenses	155,3	161,5	161,7	167,1
Excédent (Déficit)	-	-	-	-

Ce tableau montre le déficit et l'excédent de fonctionnement du fonds, et non les besoins de trésorerie pour l'exercice. Le déficit ou l'excédent de fonctionnement du fonds est calculé selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certaines sorties de trésorerie ne touchent pas le solde de fonctionnement, tandis que d'autres postes sont réputés, au moment du calcul de l'excédent ou du déficit, ne pas exiger de débours directs. Les deux tableaux peuvent être rapprochés comme suit:

État de l'évolution de la situation financière et utilisation prévue des autorisations				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Activités de fonctionnement:				
(Excédent) Déficit	-	-	-	-
Autorisation (fournie) utilisée au cours de l'exercice	-	-	-	-
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds au début de l'exercice	-	-	-	-
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds à la fin de l'exercice	-	-	-	-
Limite de l'autorisation	150,0	150,0	150,0	150,0
Autorisation non utilisée reportée	150,0	150,0	150,0	150,0

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

Note:

Les recouvrements des débours au nom des clients ne sont pas inclus dans les recettes disponibles ni dans les dépenses (590.2 millions de dollars pour 2004-2005; 623.3 pour 2005-2006; 613.1 pour 2006-2007 et 637.8 pour 2007-2008).



Tableau 9 : Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers

États des résultats				
	<i>(en millions de dollars)</i>			
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Recettes disponibles	15,2	13,0	12,0	12,0
Dépenses	3,3	4,0	4,0	4,0
Excédent (Déficit)	11,9	9,0	8,0	8,0

Ce tableau montre le déficit et l'excédent de fonctionnement du fonds, et non les besoins de trésorerie pour l'exercice. Le déficit ou l'excédent de fonctionnement du fonds est calculé selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certaines sorties de trésorerie ne touchent pas le solde de fonctionnement, tandis que d'autres postes sont réputés, au moment du calcul de l'excédent ou du déficit, ne pas exiger de débours directs. Les deux tableaux peuvent être rapprochés comme suit:

État de l'évolution de la situation financière et utilisation prévue des autorisations				
	<i>(en millions de dollars)</i>			
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Activités de fonctionnement:				
(Excédent) Déficit	(11,9)	(9,0)	(8,0)	(8,0)
Autorisation (fournie) utilisée au cours de l'exercice	(11,9)	(9,0)	(8,0)	(8,0)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds au début de l'exercice	(2,5)	(2,5)	(2,5)	(2,5)
Paiement au Trésor	11,9	9,0	8,0	8,0
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds à la fin de l'exercice	(2,5)	(2,5)	(2,5)	(2,5)
Limite de l'autorisation	5,0	5,0	5,0	5,0
Autorisation non utilisée reportée	7,5	7,5	7,5	7,5

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.



Tableau 10 : Fonds renouvelable des Services optionnels

États des résultats				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Recettes disponibles	110,5	110,4	110,4	110,4
Dépenses				
Fonctionnement:				
Salaires et avantages sociaux	4,7	4,7	4,7	4,7
Coûts des produits	85,8	85,8	85,8	85,8
Autres coûts de fonctionnement	20,1	20,0	20,0	20,0
Total des dépenses	110,6	110,5	110,5	110,5
Excédent (Déficit)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)

Ce tableau montre le déficit et l'excédent de fonctionnement du fonds, et non les besoins de trésorerie pour l'exercice. Le déficit ou l'excédent de fonctionnement du fonds est calculé selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certaines sorties de trésorerie ne touchent pas le solde de fonctionnement, tandis que d'autres postes sont réputés, au moment du calcul de l'excédent ou du déficit, ne pas exiger de débours directs. Les deux tableaux peuvent être rapprochés comme suit:

État de l'évolution de la situation financière et utilisation prévue des autorisations				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Activités de fonctionnement:				
(Excédent) Déficit	0,1	0,1	0,1	0,1
Moins: éléments ne requérant aucune utilisation de fond:				
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	0,1	0,1	0,1	0,1
Autorisation (fournie) utilisée au cours de l'exercice	-	-	-	-
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds au début de l'exercice	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(0,3)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds à la fin de l'exercice	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(0,3)
Limite de l'autorisation	35,0	35,0	35,0	35,0
Autorisation non utilisée reportée	35,3	35,3	35,3	35,3

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.



Tableau 11 : Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique

États des résultats				
	<i>(en millions de dollars)</i>			
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Recettes disponibles	128,5	137,9	147,3	147,3
Dépenses				
Fonctionnement:				
Salaires et avantages sociaux	18,3	20,3	20,9	20,9
Coûts des produits	95,4	103,2	111,4	111,4
Amortissement	0,1	0,2	0,2	0,2
Autres coûts de fonctionnement	14,7	14,2	14,8	14,8
Total des dépenses	128,5	137,9	147,3	147,3
Excédent (Déficit)	-	-	-	-

Ce tableau montre le déficit et l'excédent de fonctionnement du fonds, et non les besoins de trésorerie pour l'exercice. Le déficit ou l'excédent de fonctionnement du fonds est calculé selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certaines sorties de trésorerie ne touchent pas le solde de fonctionnement, tandis que d'autres postes sont réputés, au moment du calcul de l'excédent ou du déficit, ne pas exiger de débours directs. Les deux tableaux peuvent être rapprochés comme suit:

État de l'évolution de la situation financière et utilisation prévue des autorisations				
	<i>(en millions de dollars)</i>			
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Activités de fonctionnement:				
(Excédent) Déficit	-	-	-	-
Moins: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds:				
Amortissement	0,1	0,2	0,2	0,2
Sous-total	(0,1)	(0,2)	(0,2)	(0,2)
Autres éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	-	-	-	-
Ressources financières nettes (fournies) utilisées dans les activités de fonctionnement	(0,1)	(0,2)	(0,2)	(0,2)
Activités d'investissement:				
Immobilisations:				
Acquisitions nettes	0,1	0,2	0,2	0,2
Ressources financières nettes (fournies) utilisées dans les activités d'investissement	0,1	0,2	0,2	0,2
Activités de financement:				
Transfert de l'imputation nette accumulée au crédit pour la restructuration de DGSI ^(Note 1)	5,7	-	-	-
Ressources financières nettes (fournies) utilisées dans les activités de financement	5,7	-	-	-
Autorisation (fournie) utilisée au cours de l'exercice	5,7	-	-	-
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds au début de l'exercice	(22,1)	(16,4)	(16,4)	(16,4)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds à la fin de l'exercice	(16,4)	(16,4)	(16,4)	(16,4)
Limite de l'autorisation	20,0	20,0	20,0	20,0
Autorisation non utilisée reportée	36,4	36,4	36,4	36,4

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

Note 1: D'après la décision du CT numéro 831746, investissement du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique afin de faire avancer certaines activités à l'appui de la restructuration de la direction générale des services d'infotechnologie.



Tableau 12 : Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

États des résultats				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Recettes disponibles	119,4	122,7	125,1	127,4
Dépenses				
Fonctionnement:				
Salaires et avantages sociaux	36,8	38,7	39,5	40,3
Coûts des produits	72,2	73,0	74,1	75,3
Amortissement	0,3	0,5	0,7	0,8
Autres coûts de fonctionnement	9,7	10,3	10,7	10,9
Intérêts	0,1	0,1	0,1	0,1
Total des dépenses	119,1	122,6	125,1	127,4
Excédent (Déficit)	0,3	0,1	-	-

Ce tableau montre le déficit et l'excédent de fonctionnement du fonds, et non les besoins de trésorerie pour l'exercice. Le déficit ou l'excédent de fonctionnement du fonds est calculé selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certaines sorties de trésorerie ne touchent pas le solde de fonctionnement, tandis que d'autres postes sont réputés, au moment du calcul de l'excédent ou du déficit, ne pas exiger de débours directs. Les deux tableaux peuvent être rapprochés comme suit:

État de l'évolution de la situation financière et utilisation prévue des autorisations				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Activités de fonctionnement:				
(Excédent) Déficit	(0,3)	(0,1)	-	-
Moins: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds:				
Amortissement	0,3	0,5	0,7	0,8
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	0,6	0,9	0,9	0,8
Ressources financières nettes (fournies) utilisées dans les activités de fonctionnement	(1,2)	(1,5)	(1,6)	(1,6)
Activités d'investissement:				
Immobilisations:				
Acquisitions nettes	0,1	1,1	1,1	1,1
Ressources financières nettes (fournies) utilisées dans les activités d'investissement	0,1	1,1	1,1	1,1
Autorisation (fournie) utilisée au cours de l'exercice	(1,1)	(0,4)	(0,5)	(0,5)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds au début de l'exercice	(2,9)	(4,0)	(4,4)	(4,9)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds à la fin de l'exercice	(4,0)	(4,4)	(4,9)	(5,4)
Limite de l'autorisation	20,0	20,0	20,0	20,0
Autorisation non utilisée reportée	24,0	24,4	24,9	25,4

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.



Tableau 13 : Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

États des résultats				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Recettes disponibles	199,8	211,5	217,3	215,2
Dépenses				
Fonctionnement:				
Salaires et avantages sociaux	139,5	150,0	155,6	150,1
Amortissement	2,4	2,2	2,8	2,4
Autres coûts de fonctionnement	58,7	61,2	60,5	64,2
Total des dépenses	200,6	213,4	218,9	216,7
Excédent (Déficit)	(0,8)	(1,9)	(1,6)	(1,5)

Ce tableau montre le déficit et l'excédent de fonctionnement du fonds, et non les besoins de trésorerie pour l'exercice. Le déficit ou l'excédent de fonctionnement du fonds est calculé selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certaines sorties de trésorerie ne touchent pas le solde de fonctionnement, tandis que d'autres postes sont réputés, au moment du calcul de l'excédent ou du déficit, ne pas exiger de débours directs. Les deux tableaux peuvent être rapprochés comme suit:

État de l'évolution de la situation financière et utilisation prévue des autorisations				
<i>(en millions de dollars)</i>				
	Prévision des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
Activités de fonctionnement:				
(Excédent) Déficit	0,8	1,9	1,6	1,5
Moins: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds:				
Amortissement	2,4	2,2	2,8	2,4
Net des paiements et de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	2,1	2,2	2,2	2,1
Sous-total	(3,7)	(2,5)	(3,4)	(3,0)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	0,8	0,5	1,4	1,0
Ressources financières nettes (fournies) utilisées dans les activités de fonctionnement	(2,9)	(2,0)	(2,0)	(2,0)
Activités d'investissement:				
Immobilisations:				
Acquisitions nettes	2,9	2,0	2,0	2,0
Ressources financières nettes (fournies) utilisées dans les activités d'investissement	2,9	2,0	2,0	2,0
Autorisation (fournie) utilisée au cours de l'exercice	-	-	-	-
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds au début de l'exercice	(18,2)	(18,2)	(18,2)	(18,2)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds à la fin de l'exercice	(18,2)	(18,2)	(18,2)	(18,2)
Limite de l'autorisation	10,0	10,0	10,0	10,0
Autorisation non utilisée reportée	28,2	28,2	28,2	28,2

Les chiffres étant arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.



Tableau 14 : Fonds renouvelable de la Production de défense

Note: Le Parlement a autorisé un prélèvement total de 100 millions de dollars pour le Fonds renouvelable de la Production de défense. Aucune activité n'est prévue pour ce fonds au cours de la période de planification.

Tableau 15 : Frais d'utilisation

En 2005-2006, TPSGC examinera ses politiques et ses pratiques associées aux frais d'utilisation. Un rapport complet sur les frais d'utilisation sera présenté dans le cadre du prochain rapport ministériel sur le rendement.



Tableau 16 :

Renseignements sur les dépenses de projets ¹							
Projets	Région	Coût estimatif total au 31 mars 2005	Prévisions	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008	Dépenses des exercices subséquents
			(en millions de dollars)				
BIENS IMMOBILIERS							
Projets de locaux à bureaux							
Nouvelle-Écosse							
Halifax - Nouvel immeuble du gouvernement du Canada pour la GRC - construction (I-APP)		57,6	4,3	2,5	15,7	14,9	20,2
Dartmouth - Nouvel immeuble du gouvernement du Canada - Institut océanographique de Bedford - construction (I-APP)		80,3	2,2	1,6	26,0	34,4	16,1
Île-du-Prince-Édouard							
Charlottetown - Immeuble du gouvernement du Canada proposé - construction (F-ADP)		44,9	9,8	17,9	14,4	2,8	-
Québec							
Montréal - 740, rue Bel-Air - construction d'un immeuble à usages multiples partiellement financée par la Défense nationale (F-ADP)		60,3	20,6	23,4	16,3	-	-
Région de la capitale nationale (Québec)							
Gatineau - Garage Laurier-Taché - rénovation (F-ADP)		61,5	42,6	8,6	7,7	2,6	-
Région de la capitale nationale (Ontario)							
Ottawa - Édifice de la magistrature fédérale - nouvelle construction (I-APP)		151,0	15,9	7,9	62,5	61,1	3,7
Ottawa - Édifice Skyline - rénovation et occupation fédérale (I-APP) ³		98,2	6,9	22,0	53,6	15,7	-
Ottawa - Centrale de chauffage et de refroidissement - remplacement du tunnel Est (I-APP)		31,2	0,7	3,0	1,6	16,7	9,2
Cité parlementaire							
Ottawa - Édifice de la rue Bank - nouvelle construction (I-APP-GPE) ²		197,9	9,5	8,4	12,6	44,3	123,1
Ottawa - Bibliothèque du Parlement - conservation, réfection et modernisation (F-ADP-GPE)		127,9	98,0	18,5	11,4	-	-
Ottawa - Immeuble Wellington - rénovation (I-APP-GPE) ²		168,8	25,9	31,4	25,6	25,5	60,4
Ottawa - Infrastructure de site - nouvelle construction (I-APP-CT) ²		82,5	1,3	3,4	4,4	28,7	44,7
Ouest							
Regina - Immeuble du gouvernement du Canada - acquisition, rénovation et aménagement (F-ADP)		35,8	15,9	19,9	-	-	-
Colombie-Britannique							
Surrey - Division E du quartier général de la GRC - achat du terrain et construction par l'État (I-APP)		204,0	12,4	27,3	57,9	67,5	38,9
Projets de locaux autres que les locaux à bureaux							
Région de la capitale nationale (Ontario)							
Ottawa - Installation d'entreposage de films en nitrate de cellulose - Bibliothèque nationale du Canada et Archives nationales du Canada - nouvelle construction (I-Ottawa - Musée du portrait du Canada - rénovation (I-APP)		8,4	1,1	7,3	-	-	-
		32,1	2,9	9,7	17,1	2,4	-
Projets de location de locaux ⁴							
Région de la capitale nationale (Ontario)							
Centre-ville d'Ottawa - 269, avenue Laurier Est - nouveau bail (APL)		118,7	5,8	25,3	7,9	7,5	72,2
Ottawa - 131, rue Queen - nouveau bail (APL)		119,1	5,5	-	17,1	8,8	87,7
Ottawa - Place de la poste - nouveaux baux (APL)		42,6	2,3	8,8	2,8	2,8	25,8
Ontario							
Toronto - 180, rue Queen Ouest - nouveau bail (APL)		88,2	0,8	19,4	4,2	3,9	58,5
Toronto - 277, rue Front Est - bail (F-APL)		35,3	4,8	8,6	4,4	4,4	12,9



Tableau 16 : (suite)

Renseignements sur les dépenses de projets ¹							
Projets	Région	Coût estimatif total actuel	Prévisions	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008	Dépenses des exercices subséquents
			des dépenses au 31 mars 2005				
BIENS IMMOBILIERS							
Projets d'ouvrages techniques							
Terre-Neuve-et-Labrador							
Argentina - Assainissement de l'environnement (F-ADP)		93,5	76,8	7,7	5	4	-
Québec							
Québec - 55 quais - démolition (F-ADP)		19,9	19,7	0,2	-	-	-
Région de la capitale nationale (Québec)							
Laniel - Reconstruction du barrage Laniel (I-ADP)		7,9	0,8	4,2	2,9	-	-
Région de la capitale nationale (Ontario)							
Ottawa/Gatineau - Pont Alexandra - rénovation et remplacement du tablier (I-		18,6	0,8	1,3	8,3	8,2	-
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION							
Nouveaux projets de technologie de l'information							
Région de la capitale nationale (Ontario - Québec)							
Ottawa/Gatineau - Voie de communication protégée (F-ADP-GPE) ⁵		1 037,8	436,7	126,1	120,4	103,7	250,9
INTÉGRATION DES AFFAIRES							
Autres projets							
Région de la capitale nationale (Ontario - Québec)							
Ottawa/Gatineau - Initiative des services de voyage partagés (F-ADP-GPE) ⁶		96,2	12,6	20,1	4,6	-	-
RÉMUNÉRATION DE LA FONCTION PUBLIQUE							
Projet de modernisation des services et des systèmes de pensions		115,5	3,8	9,4	27,5	23,1	48,4

1. Ce tableau représente les dépenses prévues pour les grands projets d'immobilisation, de technologie de l'information ainsi que les grands projets de l'État dont le coût total excède les pouvoirs délégués au ministre de TPSGC 5 millions de dollars pour les projets de locaux autres que les locaux à bureaux et d'ouvrages techniques, 30 millions de dollars pour les projets de locaux, 2 millions de dollars pour les nouveaux projets de technologie de l'information, 5 millions de dollars pour les projets de remplacement de technologie de l'information et 1 millions de dollars pour tous les autres projets. Ces projets sont accompagnés de renseignements sur la catégorie d'estimation des coûts : fondée (F) ou indicative (I); l'étape d'approbation : approbation préliminaire de projet (APP) ou approbation définitive de projet (ADP); et les grands projets de l'État.

2. Cité parlementaire : Les montants sont exprimés en dollars constants de 2001, conformément aux documents d'approbation.

3. Projet de l'édifice Skyline : l'approbation préliminaire de projet (APP) pour l'ensemble du portefeuille de TPSGC et d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) s'élève à 124,9 M\$ (TPS incluse). Dépenses de TPSGC (TPS en sus) : la tranche de TPSGC faisant l'objet d'un financement correspond à 63,9 M\$ en plus d'un montant de 34,3 M\$ au titre du transfert à TPSGC par AAC et l'Agence canadienne d'inspection des aliments. On cherche maintenant à obtenir l'approbation définitive de projet (ADP).

4. Les projets de location de locaux comprennent les projets ministériels associés à la suite de politiques du gouvernement sur la gestion de projet et la répartition des ressources connexe.

Coût estimatif total actuel - montant de l'approbation du projet de location (valeur actualisée nette des coûts ponctuels et loyer net pour la durée ferme du bail, y compris la TPS).

Prévisions des dépenses au 31 mars 2005 - montant réel en dollars courants

Dépenses prévues - paiements de loyer nets et coûts ponctuels

5. Le 30 septembre 2004, la Voie de communication protégée a cessé d'être un simple projet. C'est en effet à cette date que la phase de mise en oeuvre a pris fin (coût total du projet : 377,4 M\$). Le 1er octobre 2004, la Voie de communication protégée est devenue une entité fonctionnelle. On tente d'obtenir du financement à long terme pour la période du 1er avril 2005 au 30 septembre 2010.

6. Le montant de 20,1 M\$ pour 2005-2006 comprend une somme de 18,9 M\$ reportée depuis l'exercice 2004-2005.



Tableau 17 :

Rapport d'étape sur les grands projets de l'État	
a. Projet de la Cité parlementaire (PCP)	<p>Le document « Vision et plan à long terme pour la Cité parlementaire », approuvé en 2001, est un avant-projet détaillé visant à guider les travaux de rénovation du siège du gouvernement. Au cours de sa période de mise en œuvre, qui est échelonnée sur 25 ans, un vaste programme de préservation permettra de restaurer l'aspect magnifique des immeubles, tout en les modernisant selon les normes actuelles. On rénovera en effet leurs systèmes électriques, mécaniques et de sécurité et on aménagera des bureaux et des salles de comité plus fonctionnels dans les immeubles existants. Parallèlement, on entreprendra la construction de nouveaux immeubles totalisant 28 000 m² dans la Cité parlementaire pour répondre aux besoins en locaux du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement, besoins qui ne peuvent être comblés par les immeubles existants.</p> <p>Le plan propose quinze projets d'envergure qui seront mis en œuvre en cinq phases, sur une période d'environ 25 ans. Le premier projet, la rénovation de la Bibliothèque du Parlement, est déjà en cours. D'autres projets, dont l'immeuble de la rue Bank (nouvelle construction), l'édifice Wellington (rénovation) et d'autres projets potentiels, en sont à l'étape de la planification. Vous trouverez plus de détails à ce sujet dans le site Web suivant : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2005-2006_sct3_tbl17_a-f.html</p>
b. Initiative des services de voyage partagés (ISVP)	<p>Le projet de l'ISVP est une initiative de plusieurs millions de dollars (96,2 M\$). Le contrat a été attribué à Accenture Inc. le 28 novembre 2003 pour une durée de sept ans, avec option de prolongation jusqu'à deux ans. La solution permettra d'offrir aux employés du gouvernement des services de voyage entièrement fonctionnels, complets, intégrés et conviviaux. Parmi les services de voyages offerts, notons :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ une agence de voyage à service complet▪ un service de réservation en ligne▪ un service de demande de remboursement des frais de voyage▪ un service de carte de voyage▪ un service de remboursement des voyageurs▪ un service de veille d'affaires▪ un portail Web pour les employés▪ un réseau de service pour les employés qui voyagent pour le compte du gouvernement <p>Pour plus de détails, consultez le site Web à l'adresse suivante : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2005-2006_sct3_tbl17_b-f.html</p>
c. Projet de modernisation des services et des systèmes de pensions	<p>Le Projet de modernisation des services et des systèmes de pensions (PMSSP) du gouvernement du Canada porte sur le renouvellement des systèmes administratifs et des processus opérationnels de TPSGC liés aux pensions. Le Ministère pourra ainsi renouveler une technologie en place depuis trente ans et s'inspirer des pratiques exemplaires de l'industrie pour offrir des services d'administration des pensions aux fonctionnaires, aux employeurs et aux pensionnés. Grâce à ce projet, le Ministère devrait fournir un système souple et fonctionnel qui</p>



peut répondre simultanément aux besoins administratifs particuliers du Régime de pensions de retraite de la fonction publique et d'autres régimes de pensions. De plus, les experts-conseils du domaine pourront aussi compter sur des outils de gestion de l'information et des outils d'accès à l'information, pour administrer les pensions et pour offrir à point nommé des réponses précises et cohérentes aux cotisants, aux employeurs et aux administrateurs des régimes de pensions. La solution comprendra aussi des systèmes durables, capables de s'adapter aux futures technologies. L'estimation actuelle des coûts s'établit à 115,5 M\$ (dont 19,5 M\$ pour la phase de définition), et le contrat devrait être attribué en septembre 2005. Pour plus de détails, consultez le site Web à l'adresse suivante :

http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2005-2006_sct3_tbl17_c-f.html

d. Édifice de la magistrature fédérale

L'Édifice de la magistrature fédérale Pierre-Elliott-Trudeau sera construit au coin nord-est des rues Wellington et Lyon à Ottawa. Cet édifice aura une superficie utilisable d'approximativement 24 000 m² et accueillera les bureaux d'Ottawa de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale, de la Cour canadienne de l'impôt et du Service administratif des tribunaux judiciaires. L'installation comprendra également un stationnement souterrain de 350 places, dont 193 pour les parlementaires et leur personnel (conformément à la vision et au plan à long terme pour la Cité parlementaire), et elle sera construite à coût maximal de 161,1 M\$ (y compris 2,13 M\$ provenant de l'initiative De l'ordre dans la grande maison fédérale et 11,6 M\$ pour le stationnement réservé aux parlementaires). Aucun de ces montants ne tient compte de la TPS. Pour plus de détails, consultez le site Web à l'adresse suivante :

http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2005-2006_sct3_tbl17_d-f.html



Tableau 18 : Renseignements sur les programmes de paiements de transfert

Sommaire des paiements de transfert				
<i>(en millions de dollars)</i>				
SECTEUR D'ACTIVITÉ	Prévisions des dépenses 2004-2005	Dépenses prévues 2005-2006	Dépenses prévues 2006-2007	Dépenses prévues 2007-2008
<i>Contributions</i>				
<i>Services de gestion des locaux et des avoirs fédéraux</i>				
Contributions à l'Argentia Management Authority	0,50	5,17	-	-
<i>Autres paiements de transfert (prévus par la loi)</i>				
Paiements versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	436,27	436,27	445,00	453,90
Recouvrement auprès des ministères gardiens	(436,27)	(436,27)	(445,00)	(453,90)
<i>Les chiffres étant arrondis, ils peuvent ne pas correspondre au total indiqué.</i>				



Tableau 19 :

Diversification des modes de prestation des services			
<p>Les AFPS en vue de la prestation de services de gestion d'immeubles et de projets constituent un élément important de la transformation de TPSGC en un ministère axé sur la clientèle et permettant de réaliser des économies au profit de la population canadienne.</p>			
Contribution à l'organisation	État de la proposition relative aux AFPS	Date de mise en œuvre	Personne-ressource
<p>Fournir aux ministères et aux organismes fédéraux une autre méthode de prestation de services immobiliers de haute qualité, qui est efficace et rentable.</p> <p>Permettre d'établir des partenariats fructueux entre les secteurs public et privé pour la prestation des services quotidiens.</p> <p>Permettre à notre ministère de se concentrer davantage sur les éléments stratégiques des services immobiliers.</p>	<p>À la suite d'un appel d'offres, une présentation a été soumise aux ministres du Conseil du Trésor le 22 novembre 2004, et tous les nouveaux contrats AFPS ont été attribués au soumissionnaire ayant proposé la meilleure offre, SNC-Lavalin Profac Inc.</p>	<p>On a entrepris les activités de transition en vue de l'entrée en vigueur des nouveaux contrats AFPS, le 1^{er} avril 2005.</p>	<p>Sue Hum-Hartley Directrice générale Programmes professionnels et techniques (819) 956-2039 sue.hum-hartley@tpsgc.gc.ca</p>



Tableau 20 :

Initiatives horizontales
<p>a. Stratégie de développement durable</p> <p>Par le biais de sa Stratégie de développement durable (SDD) de 2003, TPSGC s’efforce de changer la façon dont il exécute ses opérations internes et qu’il s’acquitte de ses responsabilités comme gardien du parc immobilier, acheteur de biens et services et fournisseur de services aux autres ministères et organismes. Cette stratégie guidera les efforts déployés par le Ministère pour contribuer à la promotion du développement durable au sein du gouvernement du Canada et à faire de ce concept une réalité d’ici 10 à 15 ans. Les engagements mis de l’avant dans la SDD de 2003 seront mis en œuvre au cours des exercices 2004-2005 à 2006-2007 et des exercices suivants. Pour plus de détails à ce sujet, consultez le site Web à l’adresse suivante : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2005-2006_sct3_tbl20_a-f.html</p>
<p>b. Marché en direct du gouvernement du Canada</p> <p>Le projet Marché en direct du gouvernement du Canada (MDGC) fait partie du programme de la Chaîne d’approvisionnement électronique. Ce nouveau service d’achat intégré permettra aux ministères et aux organismes participants de chercher des biens et des services et de faire leurs achats en ligne. Il permettra également de faire des paiements et des règlements électroniques dans un environnement efficace et sécurisé, et de consigner les informations d’achat du gouvernement du Canada à des fins de consultation. Le service du MDGC facilitera la réforme des approvisionnements du gouvernement du Canada grâce à des processus d’achat simplifiés et automatisés, tout en maintenant les plus hauts niveaux de transparence et de responsabilisation. Pour plus de détails à ce sujet, consultez le site Web à l’adresse suivante : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2005-2006_sct3_tbl20_b-f.html</p>
<p>c. Gouvernement en direct</p> <p>L’initiative Gouvernement en direct (GeD) témoigne de l’engagement du gouvernement du Canada à offrir en ligne les services fédéraux les plus utilisés d’ici la fin de 2005. Nous avons opté pour une approche axée sur les clients et les citoyens qui vise à accroître la satisfaction de la clientèle en rendant les services plus accessibles, efficaces et adaptés, et à faire en sorte que les services en ligne soient perçus comme des services fiables et dignes de confiance. TPSGC assure le leadership stratégique de la mise en œuvre du GeD auprès des autres ministères et organismes. Il élabore également des outils communs et des solutions d’infrastructure. Pour plus de détails à ce sujet, consultez le site Web à l’adresse suivante : http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2005-2006_sct3_tbl20_c-f.html</p>
<p>d. La Voie de communication protégée</p> <p>La Voie de communication protégée (VCP) est l’élément central de l’infrastructure commune du gouvernement du Canada et, à ce titre, constitue la base de l’initiative Gouvernement en direct. La VCP offre aux citoyens un accès protégé et privé à tous les services en direct du gouvernement fédéral, permettant ainsi de réaliser la vision de service du gouvernement du Canada, qui est la prestation de services intergouvernementaux axés sur les clients, à tout moment, en tout lieu et dans les deux langues officielles. Plus de 120 ministères et organismes ont maintenant fait la migration au Réseau de la VCP (SCNet). Les améliorations continues apportées à cette infrastructure commune permettent à plus de ministères d’offrir leurs</p>



applications en direct et d'accroître la qualité des services offerts, ce qui améliore par le fait même la prestation de services intégrés à la population canadienne. Pour plus de détails à ce sujet, consultez le site Web à l'adresse suivante :

http://www.tpsgc.gc.ca/reports/text/rpp_2005-2006_sct3_tbl20_d-f.html



INFORMATION ADDITIONNELLE

Personnes-ressources

Mariette Fyfe-Fortin

Directrice générale

Secteur de la politique et de la planification ministérielles

Direction générale des services ministériels, des ressources humaines et des communications

(819) 956-4056

Mike Hawkes

Directeur général

Gestion financière

Secteur des finances

Direction générale des finances, de la comptabilité, de la gestion bancaire et de la rémunération

(819) 956-7226

Sites Web connexes

Autres formes de prestation de services de TPSGC :

<http://www.tpsgc.gc.ca/afd/content/index-f.html>

Bureau de la traduction : <http://www.bureaudelatraduction.gc.ca>

Bureau du vérificateur général du Canada : <http://www.oag-bvg.gc.ca/>

Conseils et Vérification Canada : <http://www.cvc.gc.ca>

Contrats Canada : <http://www.contratscanada.gc.ca/fr/index.html>

Discours du Trône – octobre 2004 : <http://www.pm.gc.ca/fra/sft-ddt.asp>

Évaluation des pratiques de gestion moderne : <http://www.tpsgc.gc.ca/mmpa/text/index-f.html>

Fiche de rendement sur la conformité avec les délais de réponse visés par la *Loi sur l'accès à l'information* de TPSGC :

http://www.infocom.gc.ca/reports/section_display-f.asp?intSectionId=390

Gouvernement du Canada : <http://www.canada.gc.ca/>

Guide pour la préparation de la Partie III du Budget des dépenses pour 2005-2006,

Secrétariat du Conseil du Trésor : http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20052006/p3_f.pdf

Le contrôleur moderne à l'œuvre : <http://www.tpsgc.gc.ca/mmpa/2003/text/index-f.html>

Niveaux de service de rémunération :

<http://www.tpsgc.gc.ca/compensation/service/serv-servicelevels2002-f.html>

Rapport public du Gouvernement en direct à TPSGC :

<http://www.tpsgc.gc.ca/gol/text/index-f.html>

Rapports de vérification interne et d'évaluation : <http://www.tpsgc.gc.ca/aeb/text/toc-f.html>

Receveur général : <http://www.tpsgc.gc.ca/recgen>

Rémunération de la fonction publique : <http://www.tpsgc.gc.ca/remuneration/>

Service des approvisionnements : <http://www.tpsgc.gc.ca/sos>

Services d'infotechnologie : http://www.tpsgc.gc.ca/text/factsheets/info_technology-f.html

Services immobiliers : <http://www.tpsgc.gc.ca/si/>

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : <http://www.tpsgc.gc.ca>

